



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

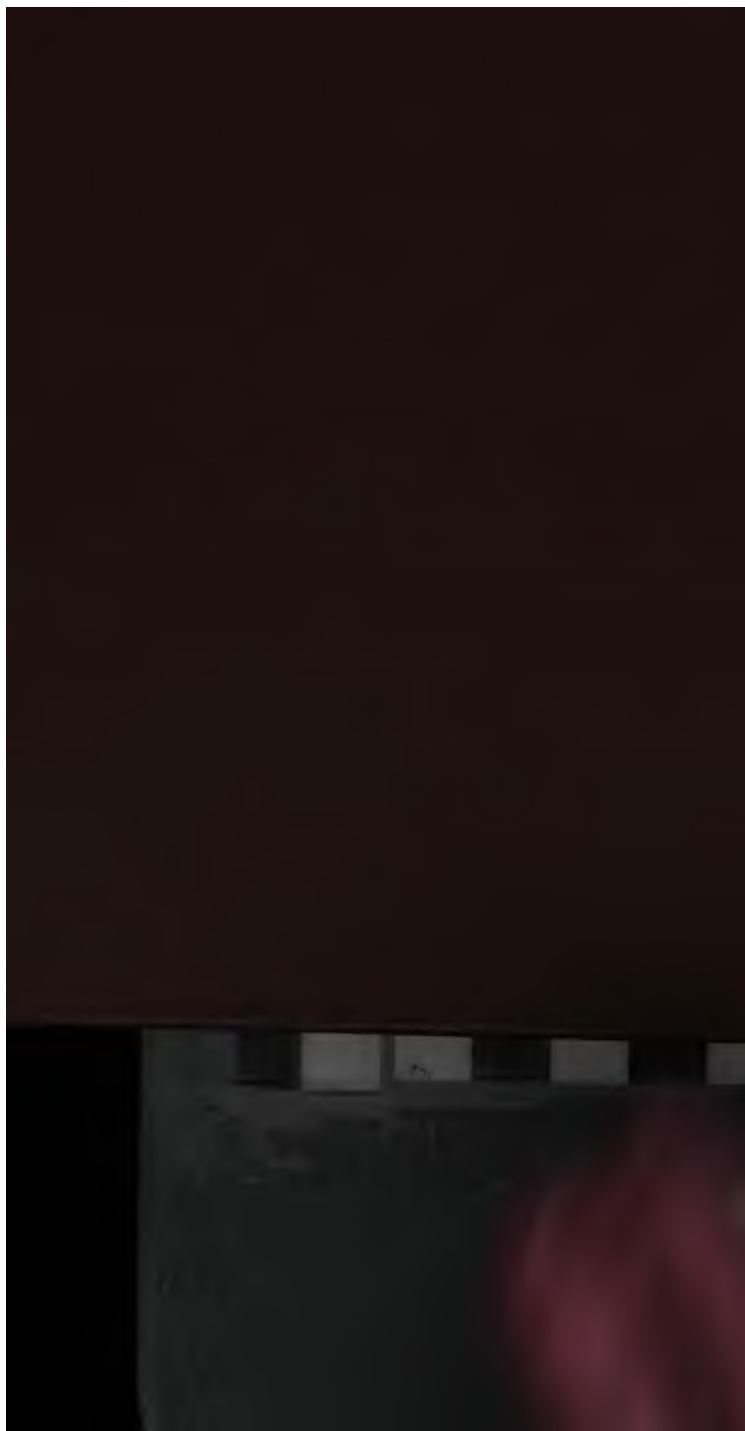
Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>



PROPERTY OF

*The
University of
Michigan
Libraries*

1817

ARTES SCIENTIA VERITAS

THE VIEW OF FRAUNCE

UN APERÇU DE LA FRANCE

TELLE QU'ELLE ÉTAIT VERS L'AN 1598

Achevé d'imprimer
à cent cinquante exemplaires numérotés
par Cerf et C^{ie}
imprimeurs à Versailles, 59, rue Duplessis
le 20 novembre 1892

Exemplaire n^o 71

THE
VIEWV OF
Fraunce.



*London printed by Symon
Stafford, 1604.*



THE VIEW OF FRAUNCE

UN

PERÇU DE LA FRANCE

TELLE QU'ELLE ÉTAIT VERS L'AN 1598

PAR

ROBERT DALLINGTON

SECRÉTAIRE

DE L'AMBASSADEUR D'ANGLETERRE AUPRÈS DE LA COUR DE FRANCE

TRADUIT DE L'ANGLAIS

PAR E. ÉMERIQUE

D'APRÈS UN EXEMPLAIRE DE L'ÉDITION IMPRIMÉE A LONDRES

PAR SYMON STAFFORD, 1604



VERSAILLES

DE L'IMPRIMERIE DE CERF ET C^{ie}

59, RUE DUPLESSIS, 59

—
1892

Manuscript h-148. Nov. 1963. 308.00 (h-229)

. 7157

THE VIEW OF FRAUNCE

Tel est le titre d'un petit ouvrage fort curieux et
 inégalement rare en France, dont un exemplaire,
 imprimé à Londres en 1604, par Symon Stafford,
 sous son nom d'auteur, tomba entre mes mains par suite
 du hasard d'une vente de livres anciens.

Suivant une note manuscrite qui se trouve en
 tête de cet exemplaire, cet ouvrage fut d'abord pu-
 blié sous ce titre : « A method for travel shewed by
 talking the view of Fraunce, as it stood in the year
 1598. London, printed by Thomas Creede. Il est
 dédié « to all Gentlemen who have travelled » et
 précédé d'une préface, signée Robert Dallington,
 où l'on dit que l'ouvrage a été écrit d'abord sans
 intention de le publier, et du temps où l'auteur
 était près du Lord Secrétaire, alors Ambassadeur
 en France. »

Robert Dallington a écrit plusieurs autres ou-
 vrages.

Il mourut en 1637.

Robert Dallington a donc dédié sa « View of
 France » au Lord Secrétaire, alors Ambassadeur
 d'Angleterre auprès de notre roi Henri IV. Et il lui
 a écrit en terminant : « Je ne mets pas en doute qu'il
 vous plaira, plus tard, d'ajouter à ces courtes ob-
 servations, ce que vous avez de meilleur de votre

» propre fonds ; vous servant de ceci, seul
 » comme de patron et de modèle pour écrire
 » cosmographie, la politique et l'œconome
 » autres Pays où vous voyagerez. »

Il commence par traiter de la cosmographie de la France, vantant son climat, la variété et l'abondance de ses produits, les services rendus par ses belles et nombreuses rivières, qui permettent de transporter facilement, d'une province à l'autre, ses divers produits, dont il fait l'énumération. « bien, dit-il, que l'on doit dire de la France qu'elle est le grenier de l'Europe ».

Mais il a bien soin d'ajouter (montrant au début, combien peu il nous aime), qu'il manque pour jouir de tous ces bienfaits que « nous, qui his utatur deest » le bon sens de les utiliser.

Il ne nous aime pas et il nous attribue toutes les mauvaises qualités et toutes les faiblesses, répétant sans l'avoir approfondi, tout ce qu'il a entendu autour de lui, tout ce qu'il a lu de défavorable à notre compte, dans divers auteurs anciens et modernes, français et étrangers, dont il cite (souvent trompant) de nombreux passages. Il se pète avec le plus grand plaisir les « on dit » nous sont hostiles, et il aurait besoin de modifier cette phrase prise par lui dans les *Commentaires de César sur les Gaulois*, c'est une « témérité » lière à ce peuple de prendre de légers « oracles » pour une vérité assurée ».

Puis, il traite de la Politique de la France. Ce pauvre pays, déjà très appauvri par les prodiges du roi François I^{er} et de ses successeurs, par ses guerres en Italie, et leurs conséquences funestes etc., etc., avait été entièrement dévasté et ruiné.

rente années de guerres civiles, pendant lesquelles les plus grands seigneurs du royaume avaient lutté les uns contre les autres et même contre les armées du Roi.

Ils avaient appelé dans notre pays l'étranger, qui ne manquait pas les occasions de participer à cette dévastation, et de faire vivre ses armées aux dépens de notre pauvre peuple, sur qui retombait toute la charge des divers impôts.

Mais Henri IV venait de monter sur le trône de France, et déjà le pays recouvrait une partie de son ancienne puissance. Le Roi avait conclu la paix, dont le pays avait tant besoin pour se refaire, et il travaillait avec le marquis de Rosny, qu'il venait de créer duc de Sully, à reconstituer un trésor considérable et une armée, pour être plus tard en état de donner suite aux grands projets qu'il avait conçus.

Dallington n'est pas satisfait des derniers traités de paix, et il accuse les Français d'ingratitude envers « Sa très Gracieuse Souveraine » qui, suivant lui, nous a prêté un si puissant secours, et à qui nous n'avons pas laissé prendre sa part « du Gasteau ». De là provient, je le crois, une grande partie de sa mauvaise volonté à notre égard.

Il s'étend ensuite sur l'Économie de la France, passant en revue ce qui concerne les Finances (revenus et dépenses), les forces du pays avec le détail des diverses charges militaires ; la Cour, avec le personnel très nombreux qui la compose ; l'Eglise gallicane avec son clergé ; les Assemblées, les diverses Cours de justice, etc., etc. ; faisant de la statistique par à peu près, citant des chiffres qu'il a dû prendre un peu partout, sans avoir pu les vérifier : surtout dans l'ouvrage appelé *Le cabinet du Roy de France*, qu'il paraît prendre au sérieux, tandis que,

je le dis ici, et j'aurai l'occasion de le répéter, n'est qu'un long pamphlet, dirigé par son anonyme contre la noblesse et surtout contre clergé de France.

Il se contredit souvent et donne parfois des tails de chiffres, à peu près incompréhens même pour lui, mais que j'ai cependant traduits téralement (comme tout le reste), m'étant tracé obligation de suivre mot pour mot le texte de *View of Fraunce*, écrite en vieil anglais de la fin seizième siècle, avec un grand nombre de digitions, parenthèses et citations.

Obligation si dure parfois, à cause des mauvais propos que l'Auteur se plaît à répéter sur son compte, que j'ai été souvent (et surtout en arrivant à la dernière partie où il traite du caractère et naturel des Français) sur le point de fermer le livre et de renoncer à cette traduction. Mais, malgré tout, j'ai poursuivi, trouvant très intéressant de savoir ce que pouvait dire et penser de nous un grand personnage de cette époque, écrivant ses impressions au jour le jour, pendant un séjour en France, qui avoue lui-même avoir été de trop courte durée pour lui permettre des observations sérieuses.

C'est dans cette dernière partie que l'Auteur passe spécialement en revue les diverses faiblesses et les défauts qu'il attribue à chacun des trois États en particulier. Puis il arrive à parler du caractère et du naturel du peuple français en général, de la manière de vivre, de se nourrir, de se vêtir, du genre de musique qu'il préfère, de son goût pour la danse, de ses divers exercices, jeux ou « sports ».

Il dit que nous sommes des ingrats d'avoir fait la paix, abandonnant nos alliés (au moment où ils auraient pu profiter de ce que nous avons souffert)

it que les Anglais ont eu grand tort de porter rdeau avec nous pendant nos guerres, sans être s à partager avec nous les bénéfices de la paix. cela, dit-il, les Français sont fort légers, parce ls seront bientôt aussi fatigués de la paix, qu'ils ité impatients de terminer la guerre ; qu'ils au-nouveau des mauvais jours, et qu'alors ils ont plus d'alliés.

n'apprécie que les qualités de ses compatriotes, oppose aux divers défauts des Espagnols, des ens et surtout aux nôtres. Les Anglais tenant ours et en toutes choses, suivant lui, ce juste lieu si précieux. Il nous accuse aussi d'avoir osé i attaquer à la personne des Princes et même à du Roi, faisant en cela encore des comparai-avec le loyalisme anglais.

ue dirait-il s'il pouvait voir ce qui se passera, ques années plus tard, dans son propre pays ?

UN APERÇU DE LA FRANCE

EN L'AN 1598

César, dans ses Commentaires, divise le Peuple des Gaules en Belges, Celtes et Aquitains, séparés les uns des autres par les deux rivières la Seine et la Garonne. Les Aquitains des Celtes par la Garonne, les Belges des Celtes par la Seine, et ceux-ci entre les deux Rivières. Conformément à cette division, *Philippe de Commines* borne la France par deux mers, l'Océan et la Méditerranée, par deux montagnes, les Alpes et les Pyrénées, et par une rivière, le Rhin.

César.

P. de Commines.

LIMITES.

Si je voulais suivre la direction de ces deux autorités si appréciées, je devrais m'occuper de certains Princes qui ont leurs intérêts dans ce large espace, comme par exemple : le Roi d'Espagne, les États des Pays-Bas, les Ducs

de Savoie et de Lorraine, le Pape lui-même petite cité de Genève et d'autres; mais j'ai seulement proposé de prendre un aperçu de ce qui est directement, et à ce jour, soumis à la Couronne de France et d'en donner une relation superficielle.

Le climat de la France est très tempéré
 Commines. sain. « En tout le monde, il n'y a région nulle
 » située que celle de la France, car nulle
 » tenons de région chaude et aussi de la froide. Elle a en longueur, de Boulogne à Marseille, deux cents lieues, en comptant trois milles anglais pour une lieue; et en largeur, du Saint-Bernard à Saint-Jean-de-Luz, tout autant: car plusieurs auteurs disent qu'elle est de forme carrée; ce que nie Bodin, qui se tient d'accord avec La Noue, pour dire qu'elle est de la forme d'un losange, la mesurant ainsi: Calais (car maintenant Calais est Français), à Narbonne, nord et sud, il y a deux cents lieues. De La Rochelle à Lyon, ouest et nord, cent vingt lieues; de Metz à Bayonne, nord-est et sud-ouest, deux cents lieues, et de Brest en Bretagne à Antibes en Provence, nord-ouest et sud-est, tout autant. Il est vrai que plusieurs Villes qui sont comprises dans cet espace ne sont pas au Roy; ainsi Avignon, avec ce qui l'entoure, est au Pape, Toul, Metz et Verdun à l'Empire; Cambrai dépend de la Maison d'Autriche comme Protection, de la

Bodin.

La Noue.

même manière que Constance en Suisse, Utrecht dans les Pays-Bas et Vienne en Autriche. Il en est de même de la Lorraine et de la Savoie qui dépendent de l'Empire. Au contraire, il y a des pays en dehors de cet espace qui dépendent en droit de la Couronne de France et pour lesquels il lui est dû Foi et Hommage, ainsi l'Espagnol pour les comtés de Flandres et d'Artois qu'il détient depuis le temps de François I^{er} et ne veut pas rendre.

Les diverses Provinces du Pays sont nombreuses : les principales sont la Picardie, la Normandie, l'Ile-de-France, la Beauce, la Bretagne, l'Anjou, le Maine, le Poitou, le Limousin, la Saintonge, la Champagne, le Berry, la Sologne, l'Auvergne, le Nivernais, le Lyonnais, le Charrois, le Bourbonnais, le Dauphiné, la Provence, le Languedoc, la Touraine et la Bourgogne. Toutes décrites en détail sur les cartes et dans le livre appelé : *Le Guide Français*, où il est entrepris d'indiquer une ressemblance entre chaque contrée et un objet différent : ainsi la Bretagne ressemblerait à un fer à cheval : la Picardie, à une langue de bœuf, et ainsi de suite ; comparaisons ridicules et pas justifiées comme peut bien l'observer celui qui regarde ces contrées sur la carte.

PROVINCES.

Mais ce qu'il y a de meilleur à noter dans chacune de ces provinces, c'est l'abondance de

PRODUITS.

produits et de fruits dont elles sont bées pour la subsistance de l'habitant. De même que l'on dit que la Lombardie est le jardin l'Italie, nous pouvons vraiment dire de France qu'elle est le jardin de l'Europe.

La Picardie, la Normandie et le Languedoc bons pays de blé, comme aucun de la châtienté ; toutes les régions du continent, pleines de vin, fruits et grains ; dans quelques-unes, grandes quantités de bois ; en d'autres, du lin ; en d'autres, des mines de sel, en d'autres du fer. En somme, on peut dire : « Toutes choses nécessaires à la vie humaine y regorgent en telle abondance, que non-seulement du bled, du sel et du pastel, qui se transporte ès païs estrangers, il y en entre ou contr'eschange annuellement plus de douze millions de livres. » Et un autre écrivain, non moins estimé, et connaissant bien l'état de la France dit : « Les sources du sel, du vin et du bled sont inépuisables. » Le même auteur se plaint de ce que les rois de France aient été obligés, dans les temps passés, pour s'entr'aider dans leurs besoins, de faire des ventes de forêts, qui sont maintenant et depuis les dernières années si saccagées, que la France sera bientôt forcée de faire venir d'autres pays, du bois de construction et du bois à brûler ; plainte que j'ai souvent aussi entendue en Angleterre. D'autres provinces

La Noue.

Bodin.

ont aussi leurs produits spéciaux, en lesquels ils dépassent leurs voisins ; ainsi, dans le Limousin, il y a les meilleurs bœufs ; dans les environs d'Orléans, les meilleurs vins ; en Auvergne, les meilleurs pourceaux ; en Berry, les meilleurs moutons, et en si grande quantité qu'il est passé en proverbe, quand on veut taxer un individu de notable mensonge, et qu'il augmente de beaucoup un chiffre réel, de dire : « Il n'y a tant de moutons en Berry. » Ils luttent aussi avec nous pour les produits de la mer : car sur la côte de Picardie où le rivage est sablonneux, il y a une grande quantité de poissons plats ; sur les côtes de la Normandie et de la Guyenne, où le rivage est rocheux, du poisson de la Roche (comme le nomme le Français), et sur les côtes de la Bretagne, dont le rivage est bourbeux, des poissons ronds, comme la lamproie, le congre, la merluche, etc., et suivant les diverses saisons, diverses autres sortes, comme les maquereaux, à la fin du printemps, les harengs, au commencement de l'automne ; comme chez nous, en Angleterre.

Bodin prend absolument sur lui (car il n'est pas pertinent en cette matière que nous traitons ici) de montrer la raison pour laquelle dans les temps anciens, les plus délicats et les plus gourmands des anciens romains se régalaient toujours avec du poisson. « C'est, dit-il,

» parceque le poisson n'est pas aussi
» que le porc, ni si galeux que le mou
» si rance que la chèvre, ni hydr
» comme l'agneau, ni plein d'abcès com
» bœuf, ni sujet au haut-mal comme la
» et le coq d'Inde, ni aux inflamma
» comme les chapons, ni aux poux comm
» pigeons. »

Justin.

Et cependant le Français gourmand mange jamais de poisson en dehors des jo maigres et encore parce qu'il y est obligé les lois. Mais, malgré la permission, je c que ceux des temps anciens mangeaient d poissons, plutôt par grande prodigalité que friandise. Car Sardanapale ne faisait jamais grands banquets de poissons que lorsqu'il é très loin de la mer ; et Esope, le tragédien, dépensa quinze mille couronnes pour une n'y fit servir que des langues d'oiseaux, tel que linottes, rossignols et autres sortes, à qui on avait appris à chanter, et cela, parceque le prix en devait être le plus élevé. Donnez-moi, pour tout cela le chapon du bon vieil évêque de Tolède, qui voulut faire accroire à la compagnie qu'il avait à sa table un certain jour de fête, qu'il avait, par la vertu de certaines paroles, changé sa volaille grasse en un poisson, tout en lui conservant sa forme primitive (ainsi que le raconte Pogge le Florentin).

net du Roy. Ce pays peut être bien fourni en poissons,

car en outre des produits de la mer, les lacs et les étangs appartenant seulement au clergé (ce qui est au plus un tiers de la France), sont estimés à cent trente-cinq mille.

Les rivières sont si nombreuses en France que la Reine-Mère aurait dit (suivant Boterus), qu'elles sont en plus grand nombre ici que dans toute la chrétienté, mais nous ne la tenons pas pour forte en cosmographie. Elle a d'autres qualités que nous n'oublierons pas à leur vraie place.

RIVIÈRES.

Il est vrai que les rivières sont nombreuses et très belles, s'utilisant l'une l'autre (de même que les veines et les artères dans le corps humain) pour transporter les divers produits dans les diverses provinces. Les principales sont : la Seine, sur laquelle est la cité de Paris, Rouen et plusieurs autres villes. Elle prend sa source au-dessus de Châtillon, dans le Nord-Ouest du Lingonais, et reçoit neuf rivières de divers noms, parmi lesquelles l'Yonne, la Marne et l'Oise sont navigables, c'est-à-dire qu'elles peuvent transporter des bateaux à voiles.

La Somme, sur laquelle sont situées les cités d'Amiens, d'Abbeville et plusieurs autres ; elle prend sa source près de Saint-Quentin, sépare la Picardie de l'Artois, et reçoit huit rivières moins considérables.

La Loire, avec les cités d'Orléans, Nantes et

plusieurs autres, prend sa source en Auv et partage le centre de la France ; son co d'environ deux cents lieues. Elle reçoit soi douze rivières, dont les principales sont l'A le Cher, la Maine, la Creuse, la Vienne, 1 navigables.

La Garonne, avec les cités de Bord Toulouse et d'autres, prend sa source dans Pyrénées, sépare le Languedoc de la Gasc et reçoit seize rivières, dont le Tarn, le Lot Bayze, la Dordogne et l'Isle sont les princip

Et enfin le Rhône, avec les cités de L Avignon et diverses autres ; il prend sa sour dans les montagnes des Alpes, sépare la Si voie du Lyonnais et le Dauphiné du I guedoc, et reçoit treize rivières, dont la Saô la Dove, la Lèdre et la Durance sont les principales.

Toutes les autres rivières se jettent dans l'Océan, la Somme à Saint-Valéry, la Seine Newhaven, la Loire près de Nantes et la Garonne à Blaye, seulement le Rhône paye son tribut à la Méditerranée à Arles.

La Seine est considérée comme la plus riche, le Rhône comme la plus impétueuse, la Loire la plus tranquille ; telles sont les différences établies entre elles par Boterus, mais il omet la Garonne et fait de la Saône une principale rivière, ce qui est généralement réfuté. Lorsque nous considérons sérieusement l'heureuse fécon-

dité de ce sol et les bienfaits excessifs de ces rivières, je ne sais ce que nous pourrions dire qui manque à la France, à moins de dire que cela est : « Animus, qui his utatur, deest » le bon sens de savoir les utiliser. Car pendant ces trente-huit dernières années, les Français se sont ruinés par leurs guerres civiles et intestines. Concevez dans votre imagination les belles villes de l'Italie situées ici, et chez elles la nation anglaise implantée, et dans mon opinion, vous aurez la plus haute idée de l'heureuse République de Platon,

O Utinam ! o si !

mais je dois rappeler un inconvénient et une incommodité dont souffre la France.

J'ai entendu quelque pauvre campagnard dire qu'il n'aime pas avoir sa maison trop près d'un homme de loi : il lui semblait qu'ils seraient mauvais voisins et il se peut que Thémistocle ait eu la même pensée, lorsqu'il ordonna au sergent de crier sur la place publique, que parmi les bonnes qualités de la ferme qu'il voulait vendre était celle « qu'elle avait un bon voisin ».

Plutarque.

C'est un malheur pour la belle France d'avoir près d'elle trop de mauvais voisins, comme la Lorraine, la Savoie et l'Espagne. De leur bonne affection pour ce pays, nous pourrions dire avec le poète : « *Unum cognoris, omnes noris* », connais-en un, tu les connaîtras tous. Ils ne

sont pas plus l'un que l'autre des vœux pour son bien ; ce que l'on a pu voir pendant les guerres civiles, où chacun ne pensait à prendre sa part, bien que (maintenant ils tiennent point les raisins).

PORTS
ET HÂVRES.

Les Ports et Hâvres en France où l'on paye les Douanes au Roi, étaient plus nombreux autrefois qu'aujourd'hui, leurs noms en ce moment sont : en Picardie, Calais, Boulogne, Saint-Valery ; en Normandie, Dieppe, le Havre de Grâce, Honfleur, Caen, Cherbourg ; en Bretagne, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Brest, Quimper-Corentin, Vannes, Nantes ; en Poitou, La Rochelle, les Sables-d'Olonne ; dans le Rochellais, La Rochelle ; en Saintonge, Soubise ; en Guyenne, Bordeaux, Blaye, Bayonne ; en Languedoc, Narbonne, Agde, Beaucaire, Mauguieu ? En Provence, Arles, Marseille, Frantz ? En Lyonnais, Lyon. En Bourgogne, Auxonne, Langres. En Champagne, Chaumont, Châlons, Troyes. Dans le territoire Messin, Metz, Verdun. En tout : trente-sept.

De toutes ces places, Lyon est la plus importante, la plus riche, la plus connue pour les finances du Roi, comme pour la soie, les étoffes d'or et toutes marchandises. Quelque chose de cela soit, qui vient de France, de la Suisse et de tous les pays de l'étranger et sont apportées à la ville par

font pas plus l'un que l'autre des vœux pour son bien ; ce que l'on a pu voir pendant guerres civiles, où chacun ne pensait qu'à prendre sa part, bien que (maintenant ils n'ont point les raisins).

PORTS
ET HAVRES.

Les Ports et Hâvres en France où l'on paye les Douanes au Roi, étaient plus nombreux autrefois qu'aujourd'hui, leurs noms en ce moment sont : en Picardie, Calais, Boulogne, Saint-Valery ; en Normandie, Dieppe, le Havre de Grâce, Honfleur, Caen, Cherbourg ; en Bretagne, Saint-Malo, Saint-Brieuc, Brest, Quimper-Corentin, Vannes, Nantes ; en Poitou, Lusson, les Sables-d'Olonne ; dans le Rochellais, la Rochelle ; en Saintonge, Soubise ; en Guyenne, Bordeaux, Blaye, Bayonne ; en Languedoc, Narbonne, Agde, Beaucaire, Mauguie ? En Provence, Arles, Marseille, Frantz ? En Lyonnais, Lyon. En Bourgogne, Auxonne, Langres. En Champagne, Chaumont, Châlons, Troye ; dans le territoire Messin, Metz, Toul, Verdun. En tout : trente-sept.

De toutes ces places, Lyon est considérée comme la plus importante, la plus avantageuse pour les finances du Roi, comme étant la clef, pour la soie, les étoffes d'or et d'argent et toutes marchandises, de quelque nature que cela soit, qui viennent en France, de l'Italie, de la Suisse et de tous les pays du sud-est, et sont apportées dans cette ville par les deux

les rivières, la Loire et la Saône, l'une venant de la Savoie ; l'autre de la Bourgogne se rencontrant là. D'où, il me semble que je pourrais comparer ces deux grandes rivières aux deux grands princes de ces deux grands pays, venant pour être mariés dans cette grande ville (qui, en dedans de ses remparts est à dix toises près, aussi grande que Paris). Pour continuer cette allusion, je fais du Rhône, qui, dans la langue française est du genre masculin, le prince savoyard, et de la Saône, qui dans le même langage est féminin, la princesse de Bourgogne : cette conception est la mieux trouvée, parce que le Rhône est une rivière très violente et furieuse, ce qui convient très bien à la nature de l'homme, et la Saône, rivière tranquille et douce, peut réellement symboliser les qualités de la femme.

Je voudrais que notre poète qui fit le mariage entre le Medun et la Tamise à Rochester eut le maniement de cette matière, qui ferait un poème meilleur qu'un récit.

Pour le profit, après Lyon, il y a Bordeaux, la Rochelle, Marseille, Nantes et Newhaven ! mais pour la grandeur et la capacité de son port j'ai entendu vanter Brest, ainsi que Calais pour sa force, surtout maintenant qu'il a été récemment fortifié par l'Espagnol, ce qui n'a pas tardé à la faire appeler « la plus belle capitainerie du monde, au moins de la chrétienté ».

Il y a quatre choses exigées dans tous les ports pour qu'ils soient parfaits : « 1^o Magnarum navium multitudo ; 2^o navium tutissima statio ; 3^o ad hostilem vim commodissima dam habitas ; 4^o mercatorum frequentatio . »

1^o Des bassins pour recevoir un grand nombre de grands vaisseaux ; 2^o une station très sûre pour les navires ; 3^o la facilité pour repousser les forces ennemies ; 4^o le concours des marchands . Presque tous les ports français jouissent de ces divers avantages, sauf cependant le dernier qui les a perdus depuis les dernières guerres civiles, tandis que Calais est pas au premier rang .

Il n'y a que cent quatre cités en France, nous ne donnons ce titre qu'à celles où l'on trouve un siège d'évêché . Il y a tant d'abbayes et d'évêques en France, qu'il ne peut y avoir de siège pour chacun d'eux . D'après la statistique française appelant cité chaque ville qui n'est même pas une bourgade ou un village nous trouverons que le nombre en est infiniment en vérité incertain, comme l'est aussi le nombre des villes en général, quelques-uns disent qu'il y en a un million et sept cent mille ; mais ce chiffre est réfuté par tous les gens sensés . D'autres disent six cent mille, mais ce chiffre est encore trop considérable pour être exact .

Cabinet du Roy. Le Cabinet l'estime à cent trente mille églises paroissiales, hameaux et villages de toutes les provinces .

s. Bodin dit qu'il y en a vingt-sept mille
e cents, en comptant seulement chaque
our une paroisse ; ce qui est presque d'ac-
avec l'appréciation du Cabinet, et c'est pour
que j'adopte ce chiffre comme le plus vrai.
ar le chiffre déjà établi de deux cents lieues
ées (que la France possède environ) nous
vons supputer qu'il y a en tout quarante
e lieues en superficie, et dans chaque lieue,
mille arpents de terrain, ce qui fait un total
eux cent millions d'arpents, ce chiffre étant
sé par le nombre des paroisses, montre que
dans l'autre, chaque village aurait mille
cent quinze arpents (cette mesure est plus
de que notre acre).

ous pouvons, si nous voulons, en déduire
tiers, puisque Bodin ne veut pas admettre
la France soit carrée et lui donne la forme
osange. Mais en matière de telles notions
érales, nous devons toujours exposer des
ositions, et non des certitudes. Je ne veux
parler en particulier de toutes ces cités et
ides villes (bien qu'un étranger doive bien
isément faire connaître ce qu'il a vu dans
voyages) affirmant la censure de la Noue
leur genre de fortifications. « Si on veut,
it-il, regarder par toute la France, je cuyde
u'on n'y trouvera, hormis quelques chas-
aux, aucune ville qui soit à demi parfaite,
elon les règles des ingénieurs. »

Bodin.

Seulement je dois ajouter que depuis ce temps, qui remonte maintenant à près de cent années, beaucoup de villes ont amélioré leur manière de se fortifier : parmi lesquelles aucune, dit-on, plus que la Rochelle, et certainement celle d'Amiens, de laquelle nous avons pu, l'année dernière, pendant que l'Espagne l'occupait, dire (comme il fut dit de Delphes le territoire d'Athènes) qu'Alcibiade conseilla aux Lacédémoniens de prendre et de fortifier. « que le fait de l'occupation d'Amiens par » l'Espagnol suffisait pour consumer et ruiner » à bas la puissance de la France, autant » plus que nulle autre chose. » Car cette ville tient et défend tous les passages de Paris. Rouen comme Decelea, ceux d'Athènes comme Eleusis.

Mais de même que la perte de cette ville blessait le corps entier de la France, de même sa reprise fut non seulement la guérison de la blessure, mais son élévation à l'heureuse position qu'elle tient maintenant.

Cette ville me fournirait l'occasion de parler de tous les derniers sièges sous la direction des cardinaux et de la reprise de diverses cités et de le récit de plusieurs événements très mémorables, si j'avais beaucoup de temps à dépenser ; autant que de papier pour l'écrire ; mais faire ce récit demande le jugement d'un historien, honneur dont je suis très indigne. Je

non plus disposer de mon temps pour des autres villes que nous avons vues ici, ainsi que de leurs fortifications, fort et situation, et nous devons seulement nous en parler de Paris, dont les Français disent que c'est un monde et non pas seulement une cité. Après cela, je parlerai brièvement des châteaux forts en France, et des quelques raisons qui leur sont préjudiciables à la tranquillité de l'existence de quelques-uns d'entre eux, par rapport à ceux qui appartiennent au prince, afin qu'il ne devrait avoir que dans les places frontières et limitrophes (comme on les appelle) des cités assez fortes pour pouvoir les garder dans la foi, et non autrement, comme on a vu de Saint-Katherines, que vous avez vu à Rouen, et qui est rasé maintenant. Puis je terminerai la première partie de cette relation par la topographie de ce pays.

La cité de Paris est située dans une partie très fertile et agréable de l'Ile-de-France, sur la rivière de Seine qui la divise en trois parts. Celle au nord, vers Saint-Denis, est appelée le Marais; celle au sud, vers le faubourg Saint-Germain, est appelée l'Université, et celle qui est dans la petite île que forme là la Seine, en se divisant, est appelée la Ville.

Cette partie, sans aucun doute, est la plus ancienne : car mon auteur dit : « Lutèce est une ville des Parisiens, assise en une île de la

PAI

CA

» Seine. » Nous pouvons la diviser ainsi Transequana, Cisequana et Interamnis ; à-dire la partie au-delà de la Seine, la sur ce côté de la Seine, et celle dans l'île mée par la rivière. Elle est réputée non ment la Cité capitale de la France, mais la plus grande de toute l'Europe. Son étendue dans l'enceinte de ses murs est d'environ dix milles anglais. Ses murs ne sont pas très épais, mais ce défaut est compensé par la profondeur des fossés et la bonté du rempart. Le rempart est épais et défendable, sauf du côté sud, sans aucun doute, est la partie la plus faible de la ville. C'est de ce côté que, dit-on, lord Marlborough offrit au Roi, d'entrer en quatre jours quand il assiégeait la ville ; ce que le Roi ne voulut pas accepter, d'après le conseil du vicomte de Maréchal Biron qui lui dit « qu'il n'était pas politique de prendre l'oiseau nu, quand on pouvait l'avoir avec ses plumes et tout ». Sur les autres côtés, et spécialement vers l'est, la ville est très bien fortifiée par un rempart et par un fossé beau et moderne.

Antiquités
parisiennes.

« Les rampars furent faites à l'égard des portes Saint-Antoine, Saint-Michel, Saint-Jacques et à l'égard de leurs en 1540. » La Bastille de Saint-Antoine fut bâtie, dit-on, par les Anglais et en vérité, elle ressemble à ces autres forts qu'ils ont construits autre part en France comme, par exemple à Rouen.

e part, je lis dans la chronique de
 qu'elle fut construite par un prévôt de
 dans le temps d'Edouard III d'Angle-
 lorsque nos Rois commencèrent leurs
 es Prétentions et n'avaient rien encore
 s cette cité. Je me propose aussi de
 plusieurs autres monuments et de
 fondateurs, suivant l'exemple de Piu-
 dans son discours sur Athènes, particu-
 de cette façon : le Panthéon Heca-
 pedon, construit par Ictinus et Callicrati-
 , la Chapelle d'Eleusis, par Corœbus ; la
 terne, par Xenoclès ; le Théâtre ou Odéon,
 Périclès ; le Port Pyrœum, par Muesicles,
 e Palladium de Pallas, par Phidias.
 ainsi dans cette ville, le Chastelet fut cons-
 tit par Julien l'Apostat, l'Université fut fon-
 par Charlemagne, en l'an 800, qui fonda
 si celle de Bologne et de Padoue.
 L'église de Nostre-Dame fut construite en
 née 1257, où les vers suivants furent gra-
 s pour en indiquer la grandeur :

Si tu veux sçavoir comme est ample
 De Nostre-Dame le grand temple,
 Il a dans œuvre pour le seur
 Dix-sept toyses de hauteur.

« Sur la largeur de vingt et quatre, et
 soixante et cinq sans rebattre, A de long,
 aux tours haut montées trent quatre sont

Vigne

» bien comptées. Le tout fondé sur piliers
 » ainsi vrai que je le dis. »

Si vous voulez connaître la grandeur de la grande église de Nostre-Dame, les fondations en ont dix-sept toises de hauteur, vingt-quatre de profondeur, soixante-cinq de longueur; deux clochers s'élèvent à trente-quatre toises au-dessus de l'église; le tout construit sur pilotis.

L'Hôtel-de-Ville fut terminé par François I^{er} en l'année 1533 avec cette inscription sur la porte : « S. P. E. P., c'est-à-dire Se
 » Populo, Equitibusque Parisiensibus pie
 » se meritis, Franciscus primus Franco-
 » Rex potentissimus, has ædes a fundamen-
 » extruendas mandavit, accuravit conde-
 » que publicé consiliis et administrandæ Re-
 » dicavit, anno ut supra. »

Pour ses biens méritants, Sénat, Peuple Bourgeois de Paris, François I^{er}, le plus puissant roi de France, commanda que cette maison fût construite, de ses fondations à son achèvement, et dédiée aux Conseils publics du Gouvernement de la Cité, en l'année ci-dessus.

C'est, comme nous dirions, le Guild Hall de la Ville.

L'Hostel-Dieu, dans Paris, fut augmenté et terminé en 1534, par Antoine de Prat, chancelier en cette cité. Son portrait se trouve, avec celui de François I^{er}, au-dessus de la porte

d'entrée. C'est ce que nous appelons à Londres, l'Hôpital.

Le Palais de Paris fut bâti en 1283 par Philippe le Bel, se proposant d'en faire sa maison seigneuriale ; mais depuis il l'a partagé entre les diverses cours, pour l'exécution de la justice ; justement comme Westminster Hall qui devait primitivement être le Palais des Rois.

Ici, vous avez une Bourse de marchandises, à la façon, mais pas aussi importante que l'Exchange. Ici, il y a une chapelle du Saint-Esprit, bâtie par saint Louis, 1242. Il y a aussi les sept chambres de la cour de Parlement qui fut primitivement institué par Charles Martel, père du roi Pépin en 720 ; mais de toutes ces chambres, la Grand'chambre de Paris fut la plus magnifiquement embellie et ornée par Louis XII. A l'entrée est un lion couché, avec sa queue entre ses jambes, pour signifier que toutes personnes, quelque puissantes qu'elles soient, dépendent de cette cour.

La chambre des comptes, bâtie par ce Louis, est aussi une très belle chambre, à l'entrée de laquelle se trouvent cinq portraits, avec leurs devises. Le premier est la Tempérance, avec un cadran et des lunettes ; sa devise : « *Mihi spreta voluptas* », Je méprise les plaisirs. Le deuxième, la Prudence, avec un miroir et une flèche ; sa légende : « *Conciliis rerum speculator* », Je scrute dans les conseils des affaires.

Le troisième, la Justice, avec une balance et une épée ; sa légende : « *Sua cuiq; ministr* ». Je donne à chacun ce qui lui est dû. Le quatrième, le Courage, avec une tour dans une main et un serpent dans l'autre ; sa légende : « *Me dolor atque metus fugiunt* », La douleur et la crainte fuient loin de moi.

Et enfin, le cinquième, Louis le Roi, avec un sceptre dans une main et tenant la main de l'autre, avec ces mots : « *Quatuor has mites foveo, cœlestia dona, innocuæ prospera sceptrâ gerens,* » Mon heu-
sceptre en paix fleurira tant que je nourrirai ces quatre sœurs célestes.

Parler en détail de tous les autres bâtimens et cours du palais, comme la chambre de la Trésorerie, la Table de Marbre, la cour des Aides, et autres, serait trop fastidieux.

Les bâtimens de cette cité sont en général très beaux, élevés et uniformes à travers toute la ville, sauf sur le pont Notre-Dame qui paraît-il, le quartier populaire, où ils sont construits en briques, et par conséquent, ressemblent tous.

Le plus bel édifice dans la ville, (et cela naturellement) est le château du Roi ou palais Louvre, à l'ouest. Il est de forme quadrangulaire ; les côtés sud et ouest sont nouveaux ; les deux autres sont très anciens et ont l'air de prisons. Ils furent abattus par Fi-

1^{er} qui en commença la reconstruction, terminés par Henri II avec cette inscription : « Henricus II rex christianissimus, veniens ad collapsum ædificium refigere cœpit. » Ce très chrétien Henri II commença à réédifier cet édifice ruiné par le temps.

Sur ce palais, le roi fait construire une galerie qui longe la rivière à l'est et à l'ouest, et le projet est de lui faire traverser le fossé de la ville par une arche et de continuer ainsi jusqu'aux Tuilleries, qui sont à six cents pas au-delà, ce qui fera le plus grand et le plus magnifique palais de l'Europe. La galerie est curieusement ornée de fleurs de lys, nœuds, feuilles, devises sculptées dans la pierre, avec, de distance en distance, cette devise des Rois : *Duo protegit unus* », ce qui veut dire à ce que suppose, un Dieu protège les deux royaumes de France et de Navarre.

L'édifice des Tuilleries, commencé par la Reine-Mère (qui est aussi un travail capital), est maintenant presque terminé. La Reine-Mère commença bien des choses, sans en terminer aucune (excepté ses mauvaises actions) ; ce dont témoigne ce palais des Tuilleries et cet autre à Saint-Maur, à deux lieues environ de Paris (où si vous en souvient, nous avons été pour baiser la main du jeune prince de Condé), et qui, à ce qui nous fut dit, fut engagé aux créanciers de la Reine-Mère pour vingt-cinq mille couronnes.

et est encore inachevé. Le palais que l'on admire après celui-là, à la fois pour la des bâtiments et les devises dans les ja est celui de Monsieur Gondy, un Italien, le père vint en France avec Catherine de cis, et fut par elle élevé aux honneurs. beaucoup d'autres somptueux palais : autres, ceux de Monsieur Sauve, de Mess de Montpensier, de Nevers, etc., dont ville est pleine, surtout du côté est, en quantité que nous pouvons dire de la not française, ce que l'on dit autrefois des gentins : « Ils bâtissent comme si ils dev » vivre toujours, et ils se nourrissent cc » si ils devaient mourir demain. » Mais j les gens qui font bâtir, il n'y en a pas, d auteur, qui l'emportent sur les homm loi : « Les gens de justice et surtout les » riers ont augmenté aux seigneurs l'arde » bastir. »

La Noue.

J'ai entendu raconter l'histoire d'un sident du Parlement, dont les amis une fois pour le voir dans sa nouvelle ma commencèrent à la louer extrêmement, cc elle le méritait, tant pour la supériorité main-d'œuvre, que pour la beauté des pi charpentes, marbres, etc. Non, dit-il, vous méprenez sur la nature des matériaux elle est faite, cette maison est construite ment avec des « Testes de fols ». Je pens

coup de nos nouveaux bâtiments en An-
re sont construits avec ces mêmes maté-

x.

ous pouvons dire qu'il n'y a pas encore
ans que ce genre de constructions si splen-
e (je devrais plutôt dire beau, car ce sont
ore les plus anciens bâtiments qui sont les
s splendides) a été pour la première fois re-
erché. La Noue dit : « Il n'y a guère plus de
soixante ans que l'architecture a été restablie
en France, et auparavant on se logeait assez
» grossièrement. »

Il semble s'en louer comme d'un grand em-
bellissement pour ce pays ; mais, dit-il, « si on
» conte aussi combien telles magnificences ont
» envoyé de gens au bissac, on dira que la
» marchandise est bien chère. »

Je suis, pour ma part, de l'avis de Frère
Jean des Entommeures qui, voyant en un grand
palais des salons splendides, de très belles ga-
leries, des chambres très grandes et des offices
bien entendus, tandis que d'autre part les
cuisines étaient très pauvres, les cheminées
très froides et les celliers très à sec, dit : « Un
» beau chasteu à faire de belles promenades
» et me curer mes dents à jeun, à la Napoli-
» taine. »

Les Universités dans lesquelles il y avait,
dans les temps passés, dit-on, ordinairement
près de trente mille élèves, sont maintenant,

par suite des guerres, réduites à la quatrième partie, et beaucoup de ces enfants, comme dans nos petites écoles de la campagne, reçoivent tout ce dont ils ont besoin. Les rues dans la Cité, dans l'Université et dans les Faubourgs sont très belles, droites et longues pour la plupart, les boutiques nombreuses, mais pas aussi remplies de marchandises, ni aussi riches que celles de Londres, en comparaison desquelles elles semblent plutôt des boutiques de colporteurs, qu'autre chose. Quant au nombre, la proportion en est, je suppose, de trois à deux.

Les Faubourgs entourent la Cité ; ils sont ruinés et entièrement désolés, excepté ceux de Saint-Germain qui sont très bien bâtis et presque aussi grands que la belle ville de Cambridge.

ommines.

Le bénéfice est très considérable que produit à cette ville la rivière par laquelle tous les produits de la campagne sont transportés. C'est à cela que fait allusion Monsieur d'Argentan quand il dit : « C'est la Ville que jamais je » veisse environnée de milleux païs et plantureux. »

Et il raconte que pendant les vingt mois qu'il fut prisonnier, il vit une telle quantité de bateaux passer et repasser que si il n'avait pas été témoin oculaire, il l'eût pensé incroyable ; ce qu'après il prouve encore par le fait de l'entretien des trois armées des trois ducs de Bour-

Guyenne et Bretagne, fortes de cent hommes, réunies contre la cité de Paris, s'avaient assiégé le roi Louis XI ; et ni le camp, ni la ville n'avaient manqué de vivres.

Il faut bien dire qu'en ceste Ile-de-France bien assise ceste ville de Paris, de pour fournir deux si puissants hosts, car jamais nous n'avions faute de vivre, et dedans Paris, à grand peine s'appercevoient-ils qu'il y eust jamais enchery que le pain sealement l'un denier. » Le flux de la mer ne se fait sentir plus près de cette cité qu'à Pont-deche, à vingt-cinq lieues d'ici.

Quelques-uns disent que cette ville fut bâtie au temps d'Amasias, roi de Juda, par quelques capitifs des guerres de Troie, et qu'elle fut appelée Lutèce (de Luto, boue), parce que le sol de cette place est très gras et qu'il est de telle nature (comme nous avons bien pu en juger) qu'il fait des taches, d'où ils ont ce proverbe : Il gaste comme la fange de Paris. »

D'autres disent qu'elle fut nommée Paris de Parresia) mot grec qui signifie, dit cet auteur, férocité ou fureur, alléguant ces vers :

Et se Parrisios, dixerunt nomine Franci
Quod sonat audaces, etc.

Les Francs s'appelèrent eux-mêmes Parisiens, ce qui signifiait vaillants. Et de cette

Commin

Annales
France

Id.

étymologie ils veulent déduire que le Français est une nation guerrière. Mais ils se sont pris sur le mot qui signifie seulement une franchise ou liberté de parler. Si ils méritent cette définition, ou d'être tenus pour vaillants, vous le verrez quand j'en serai arrivé à l'appréciation de l'humeur et de la nature du Français en général. Car, pour ce qui concerne la nature de ce peuple de cette ville, leurs historiens les tiennent pour l'un d'un grand nombre de mutineries et séditions, les comparant aux deux plus rebelles villes d'Europe, Liège et Gand, et encore cette dernière ville est louée d'une chose : « Qu'il n'y ait » personne de leur prince, ils ne touchent rien » mais. » Ce dont les barricades, font Paris indigne. Et Du Haillan dit des Parisiens, qu'ils tinrent ferme avec Louis XI, contre les tyrans ducs nommés plus haut : « Jamais les Parisiens » siens ne tindrent un bon party, ny ne firent » rien qui vallut, que cette fois là. » Mais je ne puis lire une telle appréciation dans Commynes, car je me souviens bien que, même alors, plusieurs de leurs chefs pratiquèrent avec l'ennemi et étaient sur le point de conclure qu'ils furent prévenus par la sagesse du Roi.

Haillan.

Les armes de cette cité lui furent données l'an 1190, par Philippe-le-Bel, qui lui créant un prévôt et des échevins (office analogue à celui de notre lord-maire et de nos aldermen) « Paris » donnait les armoiries de gueules à un na

Antiquités
parisiennes.

» d'argent, le chef d'azure semé de fleurs de
» lys d'or. »

Nous avons entendu les Français se vanter de ce que leur cité a été assiégée cent fois par l'ennemi, et quelle n'a jamais été prise depuis le temps de César. La raison qu'en donne un de leurs meilleurs écrivains : « C'est, dit-il, parce » que la ville est très faible et qu'elle a tou-
» jours composé. »

Bodin.

Je compare Paris avec Londres de cette façon : La ville de Paris est plus grande, mieux bâtie et mieux située, mais la ville de Londres est plus riche, plus populeuse et plus ancienne, et je tiens qu'une haute antiquité est un aussi grand honneur pour les grandes cités que pour les grandes familles.

En outre, des cités et des ports en France bien fortifiés, il y a aussi un nombre infini de châteaux-forts et de citadelles (que le peuple appelle toujours « Nids de tyrans », et les rois les appellent « Chastivillains »).

Le nombre de ces châteaux-forts est toutefois très considérable et incertain, par la raison que chaque maison de gentilhomme fut, à toute époque, construite d'une manière défensive, comme vous avez pu l'observer plusieurs fois. Vous pouvez en prendre un exemple, entre quelques centaines : de celui de Rochefort, appartenant au seigneur de la Trémouille qui, pendant les guerres civiles soutint un siège de

Châteaux-forts.

cinq mille coups de canon et ne se rendit ;
 est jugé par les plus sages que dans les g
 royaumes comme la France, aucune plac
 devrait être fortifiée, que sur les front
 suivant l'exemple de la nature, qui arm
 têtes et les talons des animaux, mais jamais
 entrailles, ni les autres parties du corps. (

en vérité, la force d'un pays ne consiste pas e
 des villes entourées de murs, mais dans
 cœurs unis du peuple, ainsi que le prouve B
 tus dans Tite-Live, et Denys d'Halicarnasse.

ce propos, le poète dit aussi : « Quand il y
 » de la concorde entre les citoyens, « *Pulch*
 » *munitam esse urbem arbitror* », Je pe
 » qu'une ville est très bien fortifiée. Mais quat
 » règne la discorde, « *Centuplex murus urbi n*
 » *sufficit* », Un mur cent fois fortifié ne suf
 » pas. » De là vient ce que les histoires ra
 portent des Tartares, Ethiopiens et Arabes, q
 n'avaient pas de places fortifiées. Et l'on dit
 prêtre Jean, le grand roi d'Afrique, qu'il n'
 avait qu'une dans tout son empire ; et nous,
 Angleterre, excepté les places frontières, ne
 n'avons que celles qui sont à leurs Majestés.

Les raisons contre les places fortes se
 celles-ci :

1° Qu'elles rendent les habitants lâches
 c'est pour cela que Lycurgue défendit d'ent
 rer de murs et de fortifier Lacédémone.

2° De crainte que l'ennemi étant entré dan

TELE QU'ELLE ÉTAIT VUE. LA CÔTE 39

il put s'y installer et prendre un
quelques-uns de ces
; les qu'il venait à fourrage pile la
et s'y tenir. C'est pour cela que
Rover, chef d'Udon, se re-
; c'était-ils se trouvaient in-
tu fait pour résister à ses ennemis.
retra à Venise, bien persuadé que le duc
is s'y était tenu longtemps et
il n'y avait que des places fortes à occuper :
qu'il avait rasé.

ce n'était que de Gènes, après la
Paris, où le roi de France fut forcé
; ayant chassé le germain français
la La... la même chose de fond en
ble.

Ainsi firent ceux de Syracuse pour la ville
elle d'Arradine, le seul refuge de tout l'ou-
ys. Récemment, ces places fortes fournirent l'occa-
sion à leurs possesseurs de se rébel-
t d'usurper : ce donna à la fois toutes les mis-
ères, et parmi elles, la nôtre propre. On s'est
ne me trompe pas, du temps du roi Etienne.
ept cents châteaux-forts furent rasés et ces
uarante ans de troubles en France, le prou-
vent bien aussi.

S'il y avait de bonnes raisons pour avoir de
es places fortifiées, ce que je ne puis conce-
voir, je me bornerais à accorder que la ville
apitale soit fortifiée et aucune autre.

Car Bodin pense que c'est une grande faute pour un prince de permettre à son peuple d'avoir des places-fortes (surtout ici en France où toutes les garnisons ne sont formées que de leurs propres citoyens) : l'effet s'en fit bien sentir lors de la perte d'Amiens. Le Roi ne doit y avoir une citadelle pour tenir le peuple en bride.

Malgré cela plusieurs cités, dans ce pays prétendent à des privilèges, comme celle d'Amiens ; et quelques-unes ont acheté la citadelle du Roi, avec l'intention de la démolir, comme ceux de Lyon ; des choses si choquantes peuvent se faire ici, en France.

Dans les pays tels que l'Italie, où il y a plusieurs princes, des villes fortifiées sont plus nécessaires, et cependant nous devons noter qu'en Italie aucun grand seigneur n'est jamais capitaine de la citadelle, et qu'il n'a aucun rapport avec le gouverneur, portant le nom de Podestat ; et, de plus, les titulaires de ces offices sont changés chaque année, surtout dans l'Etat de Venise qui est, à cette époque, le gouvernement plus parfait du monde ; parce que, bien que ce gouvernement soit aristocratique, l'exécution du gouvernement est mixte, les offices étant partagés entre toutes les classes de citoyens. C'est ce qui produit cette parfaite harmonie tant vantée par le divin philosophe.

Platon.

Vous devez savoir qu'en France tous les ha

les cités doivent contribuer aux charges de la fortification de leur cité, des ponts, fontaines, grandes routes, et comme les citoyens ne pourraient pas allier l'argent des contributions et le consacrer, pour l'employer au fur et à mesure des besoins, ils informent le chancelier de la nécessité de lever les impositions, de procurer lettres patentes à cet effet, d'avoir autorité d'acquiescer l'argent et de s'en servir, sauf à en rendre compte au procureur royal.

Quant au Guet, il fait son service comme dans la cité d'Emden et diverses autres des Pays-Bas. Mais en ce qui concerne les châteaux-forts, le seigneur ne peut forcer un vassal à faire le guet, sauf dans les places frontalières, pour la sécurité de l'Etat.

Après cette première vue du pays en lui-même, nous devrions faire quelques observations sur le gouvernement; cependant je ne veux pas vous troubler en faisant remonter son origine jusqu'à la lune, comme voudraient le faire quelques auteurs, ni discuter la question de savoir si il est vrai ou non qu'ils vinrent de Troie dans les marais de Mœotis, d'où, après un court séjour, ils furent chassés par l'Empereur romain en Bavière, puis en terre franque et en Germanie. Il suffit de savoir, d'accord avec tous les historiens, que ce peuple vint de là en France : car après la chute de

l'empire romain, lorsque les Ostrogoths, les Wisigoths, l'Espagne, les Vandales, l'Afrique; alors les Burgondes et les Franconiens se divisèrent ce pays, le conquérant sur les anciens peuples les Gaulois, qui, depuis le temps de Clovis, n'avaient pas subi la force d'un vainqueur étranger.

Le gouvernement fut sous des Ducs jusqu'en l'an 420, quand Pharamond se fit premier Roi.

La race se maintint jusqu'à l'an 988, Hugues Capet fit échec à la succession de la race de Charlemagne (qui était fils de Louis et s'investit lui-même du diadème. De lui la race est régulièrement descendue par héritage mâle à la maison de Valois, et faute d'héritier mâle dans cette Maison, elle est maintenant dans la maison de Bourbon. Dans cet espace de temps, vous pouvez observer les trois âges de la France : son enfance jusqu'à Philippe le Grand, sa jeunesse jusqu'à Louis le Grand; sa vieillesse jusqu'à maintenant. Car pour le premier âge, les Rois firent comme des enfants, se contentant d'être instruits par les autres dans les matières de religion (comme vous pouvez noter que Clovis reçut la foi et se fit baptiser), de même qu'au second âge, les Rois ne s'occupèrent de la matière de politique, ils furent contents que d'autres partageassent le poids du pouvoir, se reposant sur eux-mêmes, comme les Maires

Palais. Pépin qui usurpa le trône fut l'un d'eux. Dans leur âge viril, ils se conduisent en hommes, conquièrent des royaumes, défendent les chrétiens opprimés, vainquent les sarrasins et les infidèles, défendent l'Eglise contre toutes les attaques, ainsi que nous pouvons le voir dans l'histoire de Charlemagne et de ses successeurs. Et enfin, maintenant, ils deviennent sages dans leur vieillesse, érigent des cours pour la justice, font des lois et ordonnances pour gouverner les habitants, ayant en cela la supériorité sur tous les pays de l'Europe, car, dit mon auteur : « Il n'y a contrée au » monde où la justice soit mieux établie » qu'en la nostre. » Ce qui est vrai, mais avec cette addition d'un autre auteur : « S'il n'y en » avait tant et trop et s'ils estaient justement » exercez. »

La Noue.

Haillan.

C'est pour cette raison que beaucoup d'hommes sages ou réputés tels, ont imaginé que cette fièvre de la Ligue, inaugurée à Péronne, il y a quelque vingt ans, contre la France, aurait dû précipiter l'État, de la Monarchie, dans l'Aristocratie, considérant qu'à cet âge, rien n'est plus dangereux. Et qu'en outre, on se trouve maintenant dans l'année critique du gouvernement (car le Roi est le soixante-troisième), bien que cela ne soit qu'une conception curieuse et mal fondée, de même que cette autre, relative aux portraits des rois dans le palais de

Paris, où, parce que toutes les places remplies, on veut conjecturer et plutôt conclure, qu'il n'y aura plus de roi. Mais c'est un vain songe et une supposition mal fondée. Car dans l'église cathédrale de Sienne, et dans toutes les places réservées pour les papes, toutes remplies depuis longtemps; depuis le même de Martin V, et cependant il n'y a pas de Rome a encore un pape. Mais du moment où l'on dit que de même que la Vertu fut la cause de cet état s'éleva du terrain de sa basse position sa hauteur, de même la Fortune a été élevée qu'il n'a pas été précipité de ce haut sommet. Car il ne voit pas d'autres causes pour le maintien dans sa haute position. Considérons que ces guerres civiles, la différence de religion, l'ambition des grandes maisons, les contestations et révoltes du peuple sont des causes de chute. Et il conclut : « La bonne fortune » a plus servi que nostre vertu. » Mais il ne faut pas beaucoup parler de bon génie et de bon sens, il aurait dû en assigner la première cause et la suivante à Notre Majesté, mais le Pape a toujours été un peuple ingrat.

Haillan.

Je ne voudrais pas charger cette relation trop de notes, sur les événements qui se sont passés dans les premiers âges ; je dois seulement vous rappeler qu'en 482, la foi chrétienne reçue ici et qu'en l'an 800 l'empire romain fut transporté.

En ce qui concerne le pays de France, l'État est une monarchie ; le gouvernement est mixte ; car l'autorité des maires, échevins, consuls, jureurs, etc., est démocratique ; les Pairs, les Conseils, les Parlements, les Chambres de Comptes, les Généralités, etc., sont aristocratiques.

La convocation des assemblées, le don des offices, l'envoi d'ambassadeurs, les droits de conclure les traités, de pardonner les offenses, d'annoblir les familles, de légitimer les bâtards, de frapper les monnaies et divers autres, au nombre de vingt-quatre, sont purement Régaliens et sont appelés par les Français « Droits royaux ».

Et il est sûr qu'aucun prince en Europe n'est un monarque plus parfait que le roi de France, car en outre de ces privilèges que nous avons nommés, de même que nous avons dit du Parlement qu'il a la prérogative que l'on en appelle à lui de toutes les autres cours (ce qui est nommé le dernier Ressort), de même il est très vrai que le Roi lui-même a l'autorité pleine et absolue sur le Parlement. Car, bien qu'aucun édit ou proclamation, ni guerre, ni paix qu'il veut faire, soient valables sans le consentement et l'Arrest (comme on dit), de cette Cour ; il est vrai aussi que lorsque le Roi lui ayant envoyé pour la confirmation et la ratification (si en premier lieu il refuse et envoie des

délégués à Sa Majesté pour lui exposer ses propositions et lui demander humblement de révoquer ses ordonnances), le Roi les lui retourne et les confirme, sous peine de son déplaisir et de la confiscation des offices. « *Sic volo, sic beo* », Tel est mon plaisir et absolu commandement.

Quant aux Lois de France nous devons voir que le plus grand nombre en est basé sur la loi civile de l'Empire, et que cet état ne testa jamais contre elles, parce qu'elles sont justes et d'égalité; à tel point que dans les premiers temps il fut ordonné que celui qui changerait quelque loi de Justinien perdrait la tête. De toutes ces lois en vigueur ici, quelques-unes sont fondamentales et, comme on dit, immortelles; de telle façon que ni le Roi ni l'Assemblée ne peuvent les abroger.

Platon.

D'autres sont temporelles « *Quemadmodum*
 » *ex his legibus, quæ in tempus sed perpetua*
 » *utilitas causa in æternum latæ sunt, nullæ*
 » *abrogari fateor, nisi quam aut usus coarguat*
 » *aut status aliquis reip. inutilem facit.* »
 » *quas tempora aliqua desiderant leges, me*
 » *tales (ut ita dicam) et ipsis temporibus mutabiles*
 » *esse video.* »

J'accepte qu'aucune de ces lois qui sont non temporaires, mais établies comme éternelles pour le bien universel, ne soit jamais abrogée (j'en excepte celles que l'usage re-

inutiles, ou celles qui ne sont plus profitables à l'intérêt général. De même, je dis que ces lois qui sont applicables à des occasions particulières sont mortelles (comme je les appelle) et peuvent changer avec les circonstances. Et à ce sujet, un autre auteur dit :
 « Quæ in pace latæ sunt, plerumque bellum
 » abrogat, quæ in bello, pax : ut in navis ad-
 » ministratione, alia in fecunda, alia in adversa
 » tempestate usi sunt. »

L. Valerius

La guerre abolit communément les lois faites dans la paix ; et la paix, les lois faites pour la guerre. De même que les marins usent d'un moyen pour le beau temps, et d'un autre pendant la tempête.

Sur le premier sujet, je veux seulement vous faire souvenir de deux exemples : la loi salique, et la loi des apanages.

En ce qui concerne la loi salique, les Français voulurent faire croire au monde qu'elle était de toute antiquité, et en cela ils l'emportèrent injustement sur les prétentions des héritiers d'Edouard III à la couronne de France, qu'ils devaient tenir à bon droit, du chef de leur mère, et dont la réclamation est encore bonne, si l'épée anglaise est bien aiguisée, pour couper les étiquettes de cette loi, de laquelle Haillan lui-même dit, qu'avant le temps de Philippe le Long en 1321, « jamais
 » auparavant on n'en avait ouy parler ; la fai-

Haillan.

» sant (en ce temps-là) approuver par tous
 » Seigneurs du Royaume, les uns par leurs
 » messes, les autres par force et par main
 » ces. » A ce sujet, ils ont leur proverbe :
 » Royaume de France ne peut tomber
 » lance en quenouille. »

Quelques-uns disent que cette loi est
 pelée salique, des Saliens, un peuple qui
 anciennement habitait vers les bords de la
 rivière du Rhin; mais le vraisemblable est
 que cela vient des deux mots par lesquels
 cette loi commence (*Si aliquà*) et qui s'y trou-
 vent souvent répétés, comme dans plusieurs
 de nos procédures il y a des mots qui y
 en usage et leur donnent leurs noms, tels
 « scire facias, a nisi prius, à latitat ».

Quant à la loi des Apanages, qui est au-
 une loi de grande importance pour la Co-
 ronne (car par celle-ci le domaine ne peut être
 aliéné, et par l'autre, la Couronne ne peut
 tomber entre les mains d'étrangers), vous
 devez noter que cette loi enjoint que les
 fils du Roi ne peuvent partager avec l'aïeul
 (ce qu'ils faisaient encore du temps de Char-
 magne, sous qui cette loi fut faite), et qu'ils
 peuvent seulement avoir l'apanage sans pro-
 priété. Par cette charte des apanages, il fut
 déclaré que tous les profits dérivant des
 apanages, tels que les domaines, tant pour ce-
 rentes, droits de seigneurie, parties casuell

lotissements, ventes, hommages, droits de vasselage, forêts, mesures, rivières, juridiction, patronage d'églises, provisions et nominations de chapelains, biens de mainmorte, cinquième des biens vendus, et profits de toutes autres sortes, doivent retourner à la Couronne, à défaut d'héritier mâle : mais la perception des taxes et aides, la frappe des monnaies et tous les autres droits régaliens sont réservés. Il y a des gens assez singuliers pour faire dériver ce mot, du grec, de « apan », tout ; et « agnon », saint ; parce que, disent-ils, les Français revenant de la Terre-Sainte par la Grèce, y trouvèrent cette loi en usage, et la rapportèrent avec eux dans leur pays. D'autres disent que ce mot vient du mot « pain », parce que cette loi était faite pour leur subsistance : comme la loi des anciens Romains pour la subsistance de leurs filles, auxquelles ils allouaient une pension annuelle sur le produit de leurs terres. Mais d'autres disent que cela vient du mot allemand (abanage) qui signifie une portion exclue du reste, et qui, en raison du don particulier qui en a été fait, empêche toute réclamation, ni droit sur les autres états du Prince. Ces apanages ont été parfois tellement considérables, qu'ils ont produit de grands inconvénients, comme celui du Duché de Bourgogne, par Charles V à son frère Philippe, qui depuis, fut souvent préjudiciable à la

Plutarque.

mines. couronne de France. Et celui du duché de Normandie par Louis XI à son frère, qui l'avoir échangé contre la Guyenne, puis de la Champagne, puis enfin contre le Berry pendant bien des années, la source de ces troubles en France, comme on le voit dans l'histoire. Souvent aussi, les jeunes frères contentant d'une pension annuelle, font le don des duchés ou comtés tenus en apanage.

Les autres lois sont en nombre infini dans ce royaume; ce qui prouve (à conséquence) qu'elles ont été mal observées, car « gens humani ruit per vetitum nefas » et (ab antea) dente) que le peuple de ce pays a de mauvais instincts : car « evil maners cause good lawes » les mauvaises coutumes produisent les bonnes lois. Ces lois françaises sont trop pleines de préambules, clauses conditionnelles, entre temps, appendices, etc., comme on le voit par tous leurs édits et ordonnances. « Nihil mihi » frigidius videtur, quam lex cum prologo : ju- » beat lex, non suadeat. » Rien ne me refroidit comme une loi avec un prologue ; la loi commande et ne persuade pas. De toutes ces lois, je ne veux vous citer que la suivante : « Que la mi- » norité du Roy soit assistée d'un conseil eslu » par les Estats de France auquel les Princes » du sang doivent tenir le premier lieu et les » Estrangers exclus », qui fut promulguée à Tours par Charles VIII, en 1484. Elle fut la

requie.

rniers
ubles.

taie source et origine de toutes ces dernières guerres civiles, parce que les Cadets de Lorraine en s'insinuant auprès des jeunes rois François II et Charles IX, grâce à la faveur de la Reine Mère, voulurent régir toutes les affaires publiques suivant leur bon plaisir, et écarter les premiers Princes du Sang de la Maison de Bourbon. C'est pourquoi Navarre et Condé, les Princes de cette Famille, assistés par un grand nombre de membres de la noblesse française, s'embarquèrent dans l'action de réformer cet abus, et renversant les Guise de cette autorité, se prirent pour eux-mêmes, à qui elle appartenait réellement.

Je vais, par digression, vous parler des guerres civiles, pour mieux vous faire comprendre et même vous montrer, dans quelle misérable position le présent Roi trouva l'Etat, et suivant l'ordre de ce récit, vous rappeler que « la France a souffert sept guerres, et a eu six édits de pacification en leurs guerres civiles ». Le premier fut en 63, à Paris; le 2^e en 67, à Longjumeau; le 3^e en 70, à Paris; le 4^e à Joinville, en 66 (quand commença la ligue à Péronne; le 5^e à Poitiers, en 77; la 6^e en 81. Chacune de ces Proclamations fut rompue à son tour, et de nouvelles flammes de guerres allumées; ce qui fut par les écrivains français imputé à la Reine-Mère, qui, par eux, fut comparée à Frédégonde et à Brunehaut, deux

damnables reines de France et les bou-
de leur temps.

Elle était de la famille des Médicis de-
rence. Dans cette cité, vous pouvez noter
en trois diverses années (assez rapprochées
de l'autre) naquirent trois monstres : Ale-
de Médicis, qui dépouilla de sa liberté
rence, la plus belle cité de l'Italie; cette fe-
qui ruina la France, le plus beau Royaume
l'Europe, et Machiavel, qui empoisonna l'
rope, la plus belle partie du monde.

Elle eut trop d'amour pour ses vieux
de Lorraine, et trop peu pour ses jeu-
de Valois; sa haine fut trop chaude co-
religion Réformée et son soin trop froid
réformer l'Etat. Elle avait trop de génie
une femme et trop peu d'honnêteté pour
reine, car : ou l'un existe sans l'autre, un
est de trop.

Après Elle, on doit accuser les Cadets
Lorraine en trois époques : le grand-père,
père et le fils, et tous ceux de leurs famil-
car celui qui voudra comparer les temps à
impartialité, verra que l'intrigue du Comte
Saint-Paul, sous Louis XI, fut la même
celle des Guises pendant les dernières guer-
civiles, et cela parce que les guerres seule-
les maintinrent dans leur grandeur et forcèrent
les Rois à avoir besoin d'eux quand la
leur eut été préjudiciable et les eut

ses propres grands ; mais lorsque cela est fait de tels, de la noblesse, nouvellement investis et ennoblis avec toutes les charges les plus élevées, et qui étaient récemment encore des étrangers, cela est d'autant plus lamentable et insupportable. Les trois grands états d'Angleterre, d'Espagne et de France en sont la preuve et peuvent servir d'exemple avec Pierre Gavestone, Alvaro de Luna et cette Maison de Lorraine. C'est d'eux que les derniers écrivains se plaignent ainsi : « Les Français étaient lors (parlant des premiers temps) vrais Français, n'avaient point succé le lait de Lorraine qui donne les humeurs de toutes les sortes de trahisons. »

Hall

Et, comme le dit Commynes, de Lalain, un galant gentilhomme de son temps : « Il était d'une race, dont peu s'en est trouvé, qui n'ayent été vaillants, et quasi tous morts en servant leurs seigneurs en la guerre. »

Comm

Ainsi, nous pouvons dire de ceux-ci qu'ils ont été d'une vaillante race, et que beaucoup d'entr'eux sont morts dans les guerres ; mais avec cette différence, que cela a été contre le bien de leur pays, quoiqu'ils aient couvert la trahison avec le voile de « bien public ». Un historien a dit du Duc de Guyenne Bretagne « mais enfin le bien public » converti en bien particulier. »

Le principal soutien de ces Guisard

qui jeta de l'huile sur le feu de cette ré fut le roi d'Espagne qui, si l'on c l'état de la France au jeu de prime » mero », restait tranquille et voyait suivant la maxime de Machiavel et qu'il avait apprise de Philippe de Mac de laisser les ennemis se ruiner l'un l comme le firent les cités de la Grèce prendre lui-même l'avantage et gagner car il est bien certain que si Guise eût la partie, le roi d'Espagne eût voulu a bénéfice. Et il avait en outre l'avantag lorsque les autres en venaient aux m était tranquille lui-même; car c'est u cipe en mathématiques, que « ce qui fai » voir altruy est toujours en repos. »

Du Fay.

La troisième cause des dernières gue viles (spécialement) : je l'impute à la craintive et à la pusillanimité du roi He » Ce qui donne volonté et moyens aux h » de grands esprits de conspirer contr » princes, et d'attenter à l'usurpation » couronne, est l'imbécillité et la néant » ceux Princes. » Car dans son temps ronne de France était comme la fille et tière de la Bourgogne : et le pauvre I même que le rusé duc faisait accroire à de ses prétendants et soupirants qu'il l' terait : le Roi, par crainte de tomber pl si il était abandonné par les Corivaux :

Haillan.

Commines.

l'espoir qu'en les entretenant tous, il
 t avoir leur aide pour s'élever lui-même
 . Imaginez qu'ils n'eussent été satis-
 l'un ni l'autre, qu'eux vivants, cette
 ille se soit mariée.

une chose dangereuse, quand dans un
 Roi n'ose pas punir les desseins ambi-
 de ses sujets : « Voilà le malheur d'un
 e misérable et injuste, de cognoistre l'in-
 ice et de ne l'oser dire ; ny en faire la
 nition : voilà comment les Princes sou-
 vent cognoissent le mal et jugeant au con-
 traire, donnent l'absolution, estant à cela
 contraincts par le temps : auxquels le plus
 souvent par leur injustice, ils donnent cette
 licence, et après, en reçoivent les premiers,
 le mal. »

Haill

Ceci enhardit le Guise à faire sortir le Roi,
 Paris ; d'où, dit-on, pour sauver sa vie, il
 nfuit en pourpoint et culotte, si précipitam-
 ent qu'un seul de ses pieds était chaussé, et
 r cette fuite fut vérifiée la prophétie de
 ançois I^{er}.

Le roi François ne faillit point
 Quand il prédit que ceux de Guise
 Mettroient ses enfans en purpoint
 Et son pauvre peuple en chemise.

Dans cet espoir il s'engagea si lo
 encourut si irréconciliablement

Du Fay.

Roi, qu'il lui fallut être « roy ou ruiné aut nullus, corona aut cadaver ». Il se grandement en pensant pouvoir recevoir la bonne opinion du Roi et par de tels moyens attendre un moment plus favorable. Un jour ne doit jamais avoir confiance en un ennemi réconcilié, surtout quand c'est son Roi, le quel, quand on a tiré l'épée, il faut le jeter hors du fourreau dans la rivière. Il sentit le contre-poids de cette conduite peu de temps après, lorsqu'il fut tué, dans l'Assemblée (comme César dans le Sénat), il fut tué.

Du temps de Solon, il y eut d'abord une division entre les Ionians et les Banditi ; puis quand un parti fut détruit, il s'éleva une division entre trois chefs : les gens de la plaine voulaient avoir une aristocratie, ceux de la mer une Démocratie, et ceux des côtes de l'intérieur un état mixte. Ainsi du temps du duc de Guise, il y avait une division entre les Catholiques et les Protestants ; mais après la mort de ce monstre grandit jusqu'à avoir quatre partis : les Royaux, les Huguenots, les Ligueurs, les Confrères du Petit-Cordon. Ces derniers formaient une association qui avait conspiré pour la mort de l'Espagnol en France. Leurs principaux chefs étaient les Seize de Paris (conseil des bourgeois les plus séditieux de la Ville) qui étranglèrent M. Brisson un président du Parlement, l'homme le plus honnête de son

avec l'espoir qu'en les entretenant tous, il pourrait avoir leur aide pour s'élever lui-même plus haut. Imaginez qu'ils n'eussent été satisfaits ni l'un ni l'autre, qu'eux vivants, cette belle fille se soit mariée.

C'est une chose dangereuse, quand dans un état, le Roi n'ose pas punir les desseins ambitieux de ses sujets : « Voilà le malheur d'un siècle misérable et injuste, de cognoistre l'injustice et de ne l'oser dire ; ny en faire la punition : voilà comment les Princes souvent cognoissent le mal et jugeant au contraire, donnent l'absolution, estant à cela contraincts par le temps : auxquels le plus souvent par leur injustice, ils donnent cette licence, et après, en reçoivent les premiers, le mal. »

Haillan.

Ceci enhardit le Guise à faire sortir le Roi, de Paris ; d'où, dit-on, pour sauver sa vie, il s'enfuit en pourpoint et culotte, si précipitamment qu'un seul de ses pieds était chaussé, et par cette fuite fut vérifiée la prophétie de François I^{er}.

Le roi François ne faillit point
Quand il prédit que ceux de Guise
Mettroyent ses enfans en purpoint
Et son pauvre peuple en chemise.

Poet Franc.

Dans cet espoir il s'engagea si loin lui-même et encourut si irréconciliablement la haine du

telle, comme l'âme d'un homme désespéré où ni Nous, le roi, n'est obéi, ni Logos, la loi observée, ni Epithumia, le peuple gouverné, parce que Thumos qui possédait le cœur a été vaincu par ce mot je désigne : les gentilshommes armés de France qui, par une ambitieuse pensée de gouverner, ou un désir diabolique de vengeance, ont dépouillé l'un de son autorité, l'autre de sa force, et ont donné au troisième la puissance de la liberté pour faire le pillage. « Mon Dieu, gens sans discours; O gens aveugles, nation sans conseil et sans prudence. Vous voyez ici un peuple chez lequel, c'est une honte de bien faire, et une gloire de surpasser les autres en cruauté. De là, un de leurs poètes a dit :

Si les Français sont bien récompensés
Si les plus gens de bien sont les moins avancés,
Soyons un peu meschant, on guerdonne l'offense,
Qui n'a point fait de mal n'a point de récompense.

Horace.

Vous voyez ici une tragédie, pour laquelle il n'y a pas de spectateurs, où tous sont acteurs, où pour la plus grande part, les gens les plus pauvres sont les victimes : « *Delirus reges, plectuntur Achivi* », par la faute des rois les peuples toujours pleurent. Quant aux grands, ils trouvent moyen de sauvegarder leurs enjeux, et de gagner par dessus le marché.

et deux autres hommes de loi, dont l'un était avocat, et l'autre, procureur. Pour leur peine, le Duc de Mayenne en fit pendre quatre. Chacun de ces partis avait divers desseins. Les Royaux étaient pour le Roi, et alors pour l'extirpation de la religion. Les Huguenots étaient également pour le Roi, mais aussi pour la liberté de leur conscience. Les Ligueurs, pour la ruine du Roi et de la Maison de Bourbon et pour réduire le pays en une aristocratie qu'ils auraient choisie parmi eux-mêmes. La Confrérie était contre le Roi pour son titre, contre les Protestants pour leur religion, contre les Ligueurs pour partager avec eux ; mais comme des traîtres feignant d'avoir du cœur, ou comme des Français vraiment Espagnolisés, ils complotaient seulement pour amener en France leur patron et bienfaiteur, le roi d'Espagne. Vous voyez d'ici cette France, où, ni le Roi ne pouvait sauver sa vie du couteau ensanglanté d'un moine au cœur sanguinaire, ni le peuple ses biens du pillage d'un soldat au cœur également sanguinaire. Vous voyez d'ici cet hydre à plusieurs têtes, qui ravageait la France. Vous voyez d'ici, ces temps, où les trois belles-filles de Thémis : Eunomia, Epieikia et Eirene, la Loi, l'Équité et la Paix étaient bannies de leur pays natal. Vous voyez un pays en démence, distrait de lui-même, et transporté hors de lui-même, prêt à tomber dans une maladie mor-

Le Duc de Guise, tué à Blois ; le Cardinal étranglé dans le château ; le Duc de Parme empoisonné à Arras ; le Duc de Joyeuse tué à Coutras ; le Duc de Mayenne, ruiné à Ivry. Le Duc de Mercœur, venu à ce point, lui qui si récemment marchait devant ses troupes en Bretagne « a capalto » avec une fière contenance qu'il erre dans Paris, comme Denys dans Corinthe « Capocino » branlant la tête. Cela était justement une Hexarchie, telle que Charles Duc de Bourgogne, la souhaitait en France, et si il lui eut été donné de vivre jusqu'alors, il eût vu ce qu'il souhaitait. Lorsque Monsieur Durfé l'accusa de ne pas aimer la France et de chercher par tous les moyens possibles à en troubler l'État : « Fush, monsieur, dit-il, vous » vous trompez, j'ayme mieux le bien du » Royaume, que vous ne pensez, car pour un » Roy qu'il y a, je y en voudroy six. » Tous ces gens convenaient en vérité que la République était malade, et de mauvaises humeurs et chacun prétendait la soigner avec ses propres remèdes. Le Duc de Guise pour soulager la douleur qui était à la tête, recommande (comme il sait que le meilleur remède pour guérir le mal des dents est de les arracher) de couper la tête. C'est à ce propos, que lors des Barricades à Paris, il fit enfermer le Roi dans le château du Louvre, mais alors très follement, ayant l'oiseau en cage, il le laissa s'envoler.

Un autre poète a dit :

Pour estre bien venuz et faire nos affaires,
En ce temps fâcheux plein d'horribles misères,
Agnoste, mon amy, sçais-tu que nous ferons ?
Surprenons quelque place, et puis nous traiterons.

Ainsi, vous avez entendu parler de Monsieur de la Chastre, un archi-ligueur, qui ne voulut faire sa paix, ni rendre ses villes au roi, si on ne lui donnait le gouvernement d'Orléans, et quinze mille couronnes dont il jouit présentement. De pareilles capitulations furent faites avec d'autres de cette faction. Phœbidas, général des forces de Sparte, surprit sur les Thébains le château-fort de Cadmus, sans commission de l'État. Les Lacédémoniens ne voulurent pas rendre la place, et y mirent une forte garnison : et cependant pour ce seul fait, ils disgracièrent le général, et le condamnèrent à une amende de 10 mille couronnes ; chose étrange de punir un bon service : mais il est plus étrange encore de la France, de récompenser les mauvais services ; c'est, je l'avoue, une bonne politique de condamner le traître et d'aimer cependant la trahison, mais condamner la trahison et récompenser le traître, je ne voudrais jamais en entendre parler. Mais telle était la nécessité du temps. « Sic fuit in fati. » Mais ces gagnants furent ceux qui payèrent ; car les principaux joueurs eurent leurs talons enlevés.

Le Duc de Guise, tué à Blois ; le Cardinal étranglé dans le château ; le Duc de Parme empoisonné à Arras ; le Duc de Joyeuse tué à Coutras ; le Duc de Mayenne, ruiné à Ivry. Le Duc de Mercœur, venu à ce point, lui qui récemment marchait devant ses troupes en Bretagne « a capalto » avec une fière contenance, qu'il erre dans Paris, comme Denys dans Corinthe « Capocino » branlant la tête. Cela était justement une Hexarchie, telle que Charles, Duc de Bourgogne, la souhaitait en France, et si il lui eut été donné de vivre jusqu'alors, il eût vu ce qu'il souhaitait. Lorsque Monsieur Durfé l'accusa de ne pas aimer la France et de chercher par tous les moyens possibles à en troubler l'État : « Fush, monsieur, dit-il, vous » vous trompez, j'aime mieux le bien du » Royaume, que vous ne pensez, car pour un » Roy qu'il y a, je y en voudroy six. » Tous ces gens convenaient en vérité que la République était malade, et de mauvaises humeurs et chacun prétendait la soigner avec ses propres remèdes. Le Duc de Guise pour soulager la douleur qui était à la tête, recommande (comme il sait que le meilleur remède pour guérir le mal des dents est de les arracher) de couper la tête. C'est à ce propos, que lors des Barricades à Paris, il fit enfermer le Roi dans le château du Louvre, mais alors très follement, ayant l'oiseau en cage, il le laissa s'envoler.

Commines.

Le Cardinal, qui par son métier aurait dû administrer la meilleure et la plus lénitive des médecines, et si cela eut été possible, soigner la France, avec de bons conseils et la prescription d'une bonne diète, n'administra parmi les nobles, que des pilules amères et corrosives.

Le Duc de Parme, comme un docteur de grande expérience, apporta avec lui une boutique entière de médecine (assez pour purger toute la France); il appliqua une ordonnance de soldats des Pays-Bas, pour brusquer la maladie, mais l'estomac faible du pays ne put supporter un si fort ingrédient, et il le vomit avant qu'il ait pu donner la mort.

Le Duc de Joyeuse, comme un hardi jeune docteur qui voudrait inspirer confiance dans son métier, aux dépens de son premier malade, confiant tout au hasard, sans avoir fait le moindre préparatif, ni observé les jours critiques, administra la potion, avant que Monsieur Matignon ait pu le rejoindre, qui vint avec une aussi bonne médecine, pour l'assister dans sa pratique.

Mais on dit qu'en ce moment, Mars, qui est une maligne planète, avait rétrogradé dans Ariés, ou entré dans Taurus, et il semble bien qu'il en fut ainsi; car quelqu'un des troupes du roi de Navarre, appelé Monsieur Taurin, lui donna une pistolade dans la tête. Joyeuse ne fut pas assez léger pour percer l'abcès, avant qu'il

fût mûr. Mais le Duc de Mayenne fut aveugle pour manquer l'occasion ; car, lorsque son frère, de Guise, fut assassiné, et que toutes les grandes villes se révoltèrent contre lui (car il ne faut pas que qu'alors c'est le cœur qui était malade), il aurait dû solliciter pour avoir appliqué ses remèdes ; mais il avait encore un remède à essayer, et plus tard, quand le malade fut finalement sauvé et commença à refuser les remèdes (ayant laissé de côté le régime et la prise des bons conseils), alors il vint dans une telle hâte, qu'il brisa ses flacons sur la route et ainsi il devint le perdant dans le marché.

Quant au Duc de Mercœur, il joua le rôle du docteur Kitchin, dont parle Rabelais, qui donna à son malade le cou et les arêtes à ronger, et garda les ailes pour lui-même ; car il laissa en France ses alliés fatigués et malades, aussi décharnés qu'une carcasse d'oiseau, et prit pour lui la Bretagne, une des ailes les plus grasses du Royaume, se proposant d'obtenir le titre de Duc. Ils étaient tous de prétendus médecins. Le Roi chercha bien, en vérité, le remède à ces maux, mais il manquait d'adresse, et il lui fut prouvé par l'expérience (après qu'il eut fait tuer le Guise, et épargné le reste de la Maison, qui était aussi compromis dans les conspirations), combien il est dangereux en matière d'exécution, d'agir avec trop de hâte, et qu'en administrant on se

cine, un violent poison n'est pas plus dangereux qu'un poison trop faible, capable seulement d'exciter les humeurs, sans être capable de les chasser. Parmi ce grand nombre de médecins, nous avons une femme à montrer au malade : c'était la Reine-Mère, de qui nous pouvons, ainsi que de son fils Charles IX, qui consentirent au massacre de Paris, nous pouvons dire avec le poète :

Crudelis mater magis an puer improbus ille ?
Improbus ille puer, crudelis tu quoque mater.

Virgile.

Qui a le plus ruiné et meurtri la France ?
Est-ce la cruelle mère, ou son méchant fils ?
Il était un méchant fils,
Et elle, une cruelle mère.

Cette Reine, qui, avec les deux autres reines, avec lesquelles nous l'avons comparée, peuvent être appelées : Alecto, Tisiphoe et Mégère, les trois Furies de la France, au lieu d'être une nourrice chérissant ses enfants et sa famille, (ce qui aurait dû être par loi et raison) fut une marâtre, et cela fut par sa nature, étant Italienne : qui, pour plus, dit-on, qu'un honnête amour pour les docteurs Guisards, désira voir son peuple, encore plus bas et malade, qu'ils le rendirent par leurs maléfices. Ce sont ces gens-là qui ont laissé la France dans un état si pitoyable, sous le faux prétexte de la réformation de l'Etat, que nous pourrions en dire,

Commines

comme il est dit du malheureux connétable
 temps de Louis XI : « Il ne scavait à quel
 » se vouer, se tenait comme perdu », ou, com-
 dit ici un proverbe : « Il ne scavait de quel
 faire ses flesches ».

Mais laissant pour un moment la France
 dans cette fâcheuse maladie (puisque cet E-
 cule qui règne maintenant a vaincu l'hy-
 monstrueuse, et comme un habile Escula-
 l'a sauvée de cette fièvre pestilentielle), nous
 pouvons observer cette epiphonéma invoqué
 naturellement ici, savoir, que « la division dans
 » un Etat, est le moyen le plus sûr de sa
 » chute, *Discordia res magnæ dilabuntur* », -
 par la discorde, les grandes choses tournent à
 rien, comme on l'a bien vu par ce triste Etat
 de la France. C'est aussi une bonne leçon à
 méditer pour les autres.

Horace.

Tum tua res agitur, paries cum proximus ardet.

Rabelais.

L'embrassement des tours de vos voisins
 vous touche de près, car votre tour est pro-
 chain. Et, comme a dit Rabelais : « Un fol en-
 » seigne bien un sage » ; et si vous voulez avoir
 plus de preuves des misérables effets des fac-
 tions, lisez Guicciardine et vous serez ample-
 ment pourvu : comme avec les Colonna et
 les Ursini dans Rome ; les Bianchi et les Neri
 dans Florence ; les Adorni et les Fregosi dans
 Gênes, et de même dans chaque Cité en parti-

ier, et en général dans toute l'Italie. les Guelphi et les Ghibellini.

Il y eut aussi en France une lutte pour une cause non moins grave qu'une manière d'amour entre Orléans et Bourgogne. Et nous en avons vu une en Angleterre pour une matière, non plus importante que la Couronne Impériale. *Imparientes consortis erant majestas et amor.* La majesté et l'amour sont deux raisons qui ne font pas deux Corivaux s'entr'aimer, entre les Maisons de Lancastre et de Yorke, qui, ainsi que le fit Cromwell, fit verser du sang, entre trois et quatre fois vingt années. Jusqu'à quel point cela est vrai, je ne m'en souviens pas : mais, ainsi que je l'ai lu, il y eut entre elles dix batailles, cent barons et chevaliers tués, dix princes, ducs et comtes, cent mille sujets anglais.

Animus meminisse horret.

Virgile.

Mon esprit tremble encore. rien qu'à ce souvenir.

Cette Division fut la seule cause qui nous fit perdre non seulement ce que nous avons eu en France, mais aussi les moyens de recouvrer ce que nous devions avoir : car à cette époque la France était aussi misérablement divisée et dans une si fâcheuse position, qu'un auteur a dit : « Dieu fit ce bien en ce temps-là, que les guerres et divisions en Angleterre étaient encores en nature les uns contre les autres. »

Comm. angl.

Si bien que maintenant, ils peuvent remonter à Dieu et notre dernière Reine, « la nourrice » la paix et le refuge des affligés » qui (comme) qu'on l'a dit du grand comte de Warwick, qui pensait que c'était un plus grand honneur de faire un roi que d'être roi soi-même), ne profita pas de cette occasion pour mettre son scut avec la pointe de ses lances sur cette loi publique, mais releva de cette position basse et triste le désolé roi de Dieppe, jusqu'à la possible possession de ce royaume de France.

Mais c'est une chose souvent observée que les grands États et Royaumes ne s'élèvent jamais à la grandeur, si ils n'ont rencontré beaucoup d'obstacles sur leur chemin et qu'ils ont été quelquefois réduits à un tel état de faiblesse que tout espoir a paru perdu ; comme Athènes du fait des Persans et Rome du fait des Gaulois. Il en est de même des grands princes, comme d'Edouard IV d'Angleterre et de ce Henry IV de France, de qui nous pouvons dire, comme l'a fait Plutarque de Camille : « Si Camillus » n'eust été perdu, Rome ne se fust pas retrouvée ». Posidonius appelle Marcellus (l'épée) et Fabius (le bouclier) de Rome. Mais nous pouvons dire que ce roi Henri IV est l'un et l'autre pour la France ; l'une pour détruire tous les perturbateurs de l'Etat ; et l'autre, pour protéger ses sujets dans la liberté de leur conscience et la jouissance de la paix. Il est

l'un maintenant dans son royaume paisible, comme il fut l'autre pendant les guerres civiles. Et comme toujours il arrive, ceux du parti des rois, qui lui prêtèrent leur aide pour arriver à la suppression de la Ligue, ne se soucient plus de lui, aujourd'hui que le fait est accompli. Comme le dit Plutarque de Thémistocle : « Les Athéniens n'y honoroyent, n'y ne » l'estimoyent point en temps de paix, mais » quand il leur survenait quelque orage de » guerre, et qu'ils se voyaient en danger, ils » recoureyent à luy ; ne plus ne moins qu'on » fait à l'ombre d'un platane, quand il survient » une soudaine pluie ; et puis après, quand le » beau temps est revenu, on l'esbranche et luy » coupe l'on ses rameaux. »

Le Roi, dont je suis appelé à parler maintenant, a environ 48 ans d'âge, de petite stature ; sa chevelure presque toute blanche ou plutôt grisonnante, son teint frais et de jeunesse : sa nature gaie et pleine de vie, comme celle d'un vrai Français. Un de ses sujets nous le dépeint ainsi :

« De son naturel il est si extrêmement vif et » actif qu'à quoy qu'il s'adonne, il s'y met » tout entier, ne faisant jamais guères qu'une » seule chose à la fois. De joindre une longue » délibération avec un fait pressé, cela lui est » malaisé. Le faire et le délibérer se rencontrent » en mesme temps. Mais aux conseils qui ont

Du Fail.

» traict de temps, à la vérité, il a be
 » d'estre soulagé. Une promptitude adn
 » d'esprit. Aux affaires de la justice, «
 » nances, aux négociations étrangères, au
 » pêches, à la police d'Estat, il croit les a
 » il ne s'en mesle point. »

Du Fail.

Il dit plus loin, que bien que par sa ph
 nomie, sa mode et manière d'être, vous pou
 juger le Roi léger et inconstant, il n'y a ce
 dant pas d'homme plus fermement con
 que lui. Il confesse que le Roi est dur pour
 même, non pour épargner, mais par cons
 ration du pillage excessif que son prédécess
 fit avant lui. Et pour le défendre à ce sujet
 établit cette différence que l'autre donna be
 coup à peu, et celui-ci peu à beaucoup.

Vous pouvez vous rappeler que lorsque n
 le vîmes ici, à Orléans, jouer aux dés avec
 noblesse, il ne voulait jamais compter exac
 ment son argent, avant de l'avoir retiré d
 partie.

Je ne veux pas épargner dans cette relat
 qui est pour vous, personnellement, de dir
 vérité, même d'un roi : nous sommes dans
 pays, où l'on peut entendre chaque jour
 propres sujets parler de lui très librement.

En outre, Sa Majesté a généralement c
 qualité, qui est très louable chez un pri
 que chacun puisse lui dire la vérité, même
 lui-même; ce que je veux imputer à sa sage

bien que peut-être quelques autres veuillent l'imputer à une trop grande facilité de nature. Quant à cette parcimonieuse vertu d'épargner, nous pouvons noter qu'il est très bon mesnager. « Il fait d'argent avec ses dens, » dit le Français, parlant de son épargne des grandes et superflues dépenses de la table. Et pour ses présents, nous pouvons l'appeler par une *antiphrasis*, comme Plutarque dit que l'on avait l'habitude d'appeler Antigone, par mépris (dison) c'est-à-dire « qui donnera, pour ce qu'il « promettoit toujours et jamais ne donoit ».

Pour ma part, je pense qu'il donne S. P. Q. R. non pas Senatui populoq. Romano, c'est-à-dire à toutes sortes de gens, mais Si Peu Que Rien. On dit que la Cour des Comptes doit vérifier les dons royaux pour les diminuer, si elle les trouve trop considérables. A ce sujet, on a écrit en grands caractères, dans ladite Cour : « Trop donné soit répété. » Que les dons trop considérables soient révoqués. Il semblerait que le Roi la préserve de ce travail. Louis XI fut d'une égale économie parcimonieuse ; de qui il fut établi par ladite Cour des Comptes (suivant Bodin) qu'il portait un chapeau graisseux et des vêtements de l'étoffe la plus vulgaire ; et la, nous voyons également indiquée une dépense de 20 sols pour une nouvelle doublure de laine à son vieux manteau ; une autre de 15 deniers pour de la graisse à nettoyer ses bottes. C'est

Bodin.

Commines. lui qui nomma son tailleur, son h
d'armes ; son barbier, son ambassadeur, m
médecin, son chancelier ; et encore, il se
rait que Commines, son serviteur, ne v
pas tout dire, car un autre historien fra
Haillan. parlant avec impartialité de ce Louis, dit :
avons librement dit ce que Commines n'a
ni voulu dire, et ce que les autres n'ont
bien qu'il proteste lui-même qu'il n'a la
aucune de ses tromperies ou sentiments doubl
sans les révéler.

Commines. Non pour en user, mais pour s'en garder.

De même que dans la boutique des apothicaires, nous désirons distinguer les poisons de
autres drogues, non pas pour nous en servir
aux dépens des autres, mais pour les éviter
pour notre propre salut.

Et cependant il est vrai que Haillan taxe
Commines de partialité, et il est vrai aussi que
la Reine-Mère ne l'aimait pas plus que les
autres, car elle dit de lui : « Il a fait comme
» beaucoup d'hérétiques, en politique, et
» comme fit Luther pour la religion, en décou-
» vrant les secrets de l'Etat » ; ce qui devrait
être tenu aussi secret que la cabale des Juifs,
ou les vers des Druides. Mais ni la parcimonie
du Prince qui règne maintenant (des vertus
duquel je vais présentement parler) ni les fautes
de Louis XI, ne les font, du reste, les seuls

trois blâmables : car un de leurs historiens en général, que la France a été si longtemps sujette à ce malheur d'avoir des « imbécilles et estropiés ». Il en accuse beaucoup : comme Charlemagne, d'être un dur; Pépin, un usurpateur; Louis I^{er}, dur et cruel, et, après ceux-ci, trois autres : le Chauve, le Gros, le Simple. et sans dire si ils avaient mérité d'autres épithètes. Je leur décernerait. De telle façon que l'on a vu des bons Rois de France, comme le fit une des Romains de son temps « se pour-
raient bien tous gravés en un anneau ».

Mais je pourrais plus justement en conclure : Bodin : « Il n'y a pas de prince sans son défaut. » Toutefois, les quelques défauts, il y a en ce Prince, sont compensés par de très hauts héroïques et princiers, à la fois de cœur et d'esprit. Pour celles de l'esprit, laissez-moi seulement louer l'excellence de son esprit et l'à-propos de ses réponses, que nous pouvons reconnaître dans ces trois suivantes, je veux relater et qui sont, dans mon opinion, comparables aux meilleurs de ces apophtegmes des anciens rois et philosophes que l'histoire nous a conservés et loués. Lorsqu'il vint ici à Orléans, en juin de l'année dernière, les seigneurs et les bourgeois de la ville vinrent devant sa Majesté, pour lui exprimer leur désir d'être exemptés de certaines taxes et impositions,

dont, du temps de la Ligue, ils avaient été chargés par Mons^r de la Chastre leur gouverneur : « Monsieur de la Chastre, dit-il, vous êtes déligués, qu'il vous déligue. »

Quand il fut au siège d'Amiens, parmi les seigneurs de la noblesse, qu'il appela pour son conseil, il envoya aussi sommer le comte de Soissons, Prince du Sang, et l'un des meilleurs gentilshommes de France, auquel le Roi donnait, dit-on, 5,000 couronnes de pension. Comte, mécontent à cette époque, renvoya répondre au Roi qu'il était un pauvre gentilhomme et manquait des moyens nécessaires pour venir à son service, comme devrait le faire quelque'un de sa naissance et de sa position, étant prince du Sang et pair de France. Toutefois, il en demandait humblement pardon, ajoutant qu'il ferait des prières pour l'heureux succès de Leurs Majestés, et que c'était tout ce qu'il pouvait faire. « Bien, dit le Roi, d'autant plus » que les prières ne servent pas sans jeusne, il » faut qu'il jeusne de la pension de ses 5,000 » couronnes. »

Après la mort du Duc de Guise, lorsque la France, presque entière était révoltée contre le Roi, qui, comme un pauvre « Roi d'Ivetot » (comme était le proverbe français) était chassé par ceux de la Ligue de toutes les places de France, dans Tours, où il était assiégé par Charles, Duc de Mayenne ; alors le présent Roi

vinrent avec ses petites forces au secours du Roi malheureux, et le Roi de France, dont le nom était aussi Henry, s'efforçait de persuader à Henry, roi de Navarre, qu'avec les deux petites forces qu'ils avaient, ils devaient sortir de la ville, à la rencontre des forces du Duc, qui étaient doubles des leurs. « Sire, dit-il, ne hâ- » zardons pas un double Henry contre un Ca- » rolus. » Le louis est une pièce d'or de 14 shillings, et le carolus, une pièce de cuivre de 10 deniers.

Pour sa valeur et son courage princier, ils sont tels, à vrai dire, que jamais aucun de ses prédécesseurs rois de France ne peut lui être comparé, lui, qui pendant l'espace de presque trente années, n'a jamais été, on peut le dire, désarmé ; sans les pieds dans l'étrier et la lance en arrêt ; a été lui-même le premier en tous périls, et le dernier hors du champ de bataille ; prince prompt dans la résolution et, une fois résolu, plus prompt encore dans l'exécution, et lui-même toujours ferme dans l'action. Peut-être, pourrait-on lui reprocher d'avoir trop hasardé sa propre personne, ce qui convient plutôt à un jeune roi de Navarre qu'à un roi de France. Car je lis qu'Epaminondas fut puni pour avoir été trop audacieux et avoir servi sans une bonne armure ; et cela, après une victoire qu'il avait remportée contre les Lacédémoniens.

Plutarque.

Cette ardeur est en vérité très honorable et

louée à juste titre dans toute la noblesse des commandants de toute espèce, excepté; mais, pour le seul commandant en chef. Cratée, capitaine athénien, dit que l'avant représente les mains, les gendarmes, les piques, le bataillon à pied, la poitrine, et le général la tête, qui, dit-il, doit être bien armée et fendue avec le plus grand soin. Et c'est pour cela que la réponse de Callicratidas n'est pas goûtée, qui, lorsqu'on lui dit que dans la bataille qu'il allait livrer aux ennemis, il devrait prendre soin de sa personne parce que les Sacrificateurs avaient prédit quelque danger : « Sparte, dit-il, ne dépend d'un homme seul. »

Plutarque.

Plutarque adresse le même reproche à Pélépidas. Et Homère, dans ses descriptions, nous présente toujours Achille et Ajax, les meilleurs et principaux commandants, bien armés.

Stetit sub Ajacis clipeo septemplex tectus.

Le bouclier d'Ajax sept fois couvert, le conservait sauf, et le rendait bouillant. Et les lois de la Grèce punissaient le soldat qui se débarrassait de son bouclier.

Mais je veux terminer cette partie de ma relation par la réponse de Timotheus à Charès, un général, qui parlant des nombreuses blessures qu'il avait reçues dans son corps, et des déchirures dans son bouclier. Et moi, dit-il, je suis, au contraire, honteux de ceci, que lorsque

j'assiégeais Samos, je vins si près des murs qu'une flèche lancée de la ville frappa près de moi, parce que « je m'étais trop avancé en » jeune homme, et hazardé plus témérairement » qu'il ne convenait à chef d'une si grosse » armée ».

Lorsque quelqu'un dit à Antigonus que l'ennemi avait plus de vaisseaux que lui à l'île d'Andros. « Et moi, dit-il, pour combien comptes-tu ? » Si donc, un général vaut plusieurs vaisseaux sur mer et beaucoup de troupes sur terre, il convient qu'il soit très soigneux de ses forces, c'est-à-dire de sa propre personne, si il veut faire un bon service pour son pays.

Vous devez noter toutefois qu'il n'y a pas d'homme, quelque élevé qu'il soit de Naissance, ou noble auquel il ne convienne d'être aussi vaillant et intrépide que le meilleur, fût-il même un roi ; et en vérité plus il est grand, plus son honneur est engagé à ce qu'il soit vaillant, pourvu toutefois qu'il ne soit pas général en chef. Ainsi le roi de Bohême mourut sur le champ de bataille, à côté du roi de France en combattant l'Anglais en France, avec plus d'honneur, que le roi français, François I^{er} à Pavie, en Italie, où, à cause de sa trop grande témérité, il fut fait prisonnier. C'est pour cela que l'on a dit : « Un bon et sage général doit » mourir de vieillesse. »

Vigner.

Mais revenons-en au Roi. Il est naturelle-

ment très affable et familier et plus (cela est du moins l'opinion de nous autres Etrangers) qu'il ne convient à la majesté d'un grand Roi de France. Mais c'est la coutume de ce pays de France (à ce que dit Bodin); bien qu'il semble ne pas l'apprécier et préférer la mode d'Angleterre, de Suède et de Pologne, où les princes ont plus de majesté, et par suite plus de respect de la part de leurs sujets; car, dit Plutarque, « c'est bien difficile de maintenir une sévère » gravité, pour garder sa réputation, en se laissant familièrement hanter à tout le monde ». Et, là-dessus, il nous montre combien Périclès vivait retiré et à l'écart du regard commun de la multitude. Nous pouvons lire la même chose des rois de Borny, d'Ethiopie, de Tartarie, du Grand-Seigneur lui-même et du Grand-Duc de Moscovie qui vont rarement dehors en public, pour être vus du peuple.

Plutarque.

Nous pouvons toutefois dire des libertés du peuple français, ce qu'Artabanus, lieutenant-général de Xerxès dit à Thémistocle : « Quant » à vous autres Grecs, on dit que vous estimez » la liberté et l'égalité sur toutes autres choses, » mais quant à nous, entre plusieurs autres » belles coustumes et ordonnances que nous » avons, celle-là me semble la plus belle de ré- » vérer et adorer nostre Roy, comme l'image » de Dieu de nature, qui maintient toutes » choses en leur estre et leur entier. » Nous

pourrions en inférer, comme le dit Haillan, que : « *Familiaritas parit contemptum et con-* » *temptus, conjurationem* », Le mépris est la cause des conjurations contre le Prince.

Vous avez vu ici dans Orléans, lorsque les comédiens italiens vinrent jouer devant le Roi. Il vint, tournant de tous côtés ; une petite baguette à la main, pour faire agrandir le cercle et faire place pour cette canaille d'acteurs (car, en vérité, c'était la plus détestable compagnie, et telle que dans son propre pays, elle n'eût été reçue nulle part). Vous n'auriez vu dans aucune résidence de la Cour, un salon mieux disposé ; ce qui est le plus dérogoire à la majesté d'un roi de France.

Et dernièrement à Paris (comme on nous l'a dit), lorsque les otages Espagnols vinrent pour être entendus, il les fit entrer dans la grande chambre, comme il avait fait ici précédemment, et voyant que la chaire n'était pas bien placée sous le trône, il l'arrangea très bien lui-même, et après cela, il s'assit pour leur donner audience.

Pour continuer ma relation, je parlerai de cet arbre généalogique, d'après lequel vous verrez qu'il descend en ligne directe de la Maison de Bourbon, par Robert, comte de Clermont, le plus jeune fils de Louis, surnommé le Saint, d'où, à défaut d'héritiers mâles dans la Maison de Valois, descendant de Philippe le Hardi, le

SON ARBRE
GÉNÉALOGIQUE.

filz aîné, il est maintenant, de droit de la couronne de France.

La descendance directe de la Maison de bon, dont la devise est espérance, est ceci
(Voyez l'arbre généalogique ci-joint.)

Vous voyez maintenant de quels ancêtres Roi est descendu. Vous pouvez observer aussi ce qui est issu de lui. Pendant cet infortuné, inhumain massacre à Paris, où le vieil amiral le plus illustre soldat de France et plusieurs milliers d'autres de la Religion furent assassinés ; pendant ce temps-là, dis-je, ce Roi était marié à Marguerite de Valois, fille de Henri II et sœur du dernier Roi. Il n'a pas vécu avec elle pendant ces quelques dernières années, et elle n'a pas eu de descendance. J'ai entendu dire que la cause de leur vie séparée est l'incontinence de la Reine. De M^{me} Monceau, sa maîtresse, qu'il a faite récemment duchesse de Beaufort, il a trois enfants vivants ; mais, en raison de leur illégitimité et incapacité à succéder, l'apparence de la succession au trône est pour le jeune prince de Condé, un gentilhomme de bon naturel, de beaucoup d'espérances et de très bonne mine, âgé de onze ans, que nous avons vu à Saint-Maur.

SON
COURONNEMENT.

Quant à ce qui concerne le couronnement des rois de France, je lis que sous la première

SAINT LOUIS EUT DEUX FILS, SAVOIR :

1^o Philippe le Hardi, roi de France.

2^o Robert, comte de Clermont,
 marié à Béatrice, fille d'Archibald de Bourbon.

Trois enfants
 illégitimes.

être mariée

au prince de Lorraine.

Henry,
 prince de Condé,
 héritier

apparent de la
 couronne de
 France.

1^o César, 2^o Henriette, 3^o Alexandre,
 duc comte
 de Foix.

de Vendôme.

fil aîné, il est maintenant
de la couronne de France.

La descendance directe de
bon, dont la devise est *espér*
(*Voyez l'arbre généalogique ci-joint*)

Vous voyez maintenant de
Roi est descendu. Vous pouvez
ce qui est issu de lui. Pendant
inhumain massacre à Paris, où
le plus illustre soldat de France
milliers d'autres de la Religion
nés ; pendant ce temps-là, dis-je
marié à Marguerite de Valois, fille
et sœur du dernier Roi. Il n'a pas
pendant ces quelques dernières an
n'a pas eu de descendance. J'ai e
que la cause de leur vie séparée
nence de la Reine. De M^{me} Monce
tresse, qu'il a faite récemment duch
fort, il a trois enfants vivants ; ma
de leur illégitimité et incapacité à s
parence de la succession au trône
jeune prince de Condé, un gentilho
naturel, de beaucoup d'espérance
bonne mine, âgé de onze ans, que
vu à Saint-Maur.

SON
COURONNEMENT.

Quant à ce qui concerne le co
des rois de France, je lis que sous

face, il n'y avait pas d'autre cérémonie ou solennité, que d'élever le roi sur un bouclier et le le porter autour du camp en criant : vive le Roi. C'est ce que rapporte du Haillan, d'après Grégoire de Tours, sur le couronnement de Clovis qui, le premier, fut baptisé chrétien. Depuis, en l'année 1179, Philippe-Auguste ordonna que le couronnement aurait toujours lieu à Reims en Champagne ; mais, avant ce temps-là les rois avaient été couronnés, mais ailleurs : Louis le Gros à Orléans, en 1009 ; Pépin à Soissons et Charlemagne à Saint-Denis. Et, depuis lors, suivant l'occasion, on changea plusieurs fois le lieu du couronnement. Ce que nous vîmes pour le présent Roi, qui fut couronné à Chartres. Les ornements dont on se servait ici autrefois pour cette solennité étaient eux-ci : Une grande couronne d'or, avec laquelle il était couronné ; une plus petite couronne qu'il portait ce jour-là pour le dîner, faite pour le roi Philippe-Auguste. Les camioles, sandales, tuniques, dalmatiques et manteau de satin bleu faits pour Henri II, qui aussi fit garnir à neuf les anciennes couronnes, le sceptre, l'épée et les éperons. Tous ces ornements étaient ordinairement gardés dans l'église de Saint-Denis d'où, pendant les dernières guerres civiles, ils furent enlevés par les ligueurs, qui en firent de la monnaie. « La ligue, un monstre insatiable, un gouffre qui

Haillan.

Une fois depuis lors, l'Espagnol prit la première place à la cour des Empereurs, et plus récemment, en Pologne, il tenta de nouveau de le faire, et là, il fut ordonné (ainsi que cela est fixé dans nos lois sur les cérémonies, à Londres) que celui qui arriverait le premier, légerait le premier. Le Turc, quand il écrit au Roi, lui donne ce titre « le plus grand et le plus puissant des plus grands princes chrétiens. »

Bodin.

Et du Haillan, sans grand fondement tiré des histoires, voudrait chercher à prouver que tous les autres princes chrétiens dépendent de l'Empire. Il affirme que par une singulière prééminence et prérogative, son Roi ne dépend en rien ni de l'Empire, ni de l'Église de Rome ; mais qu'il est voisin et immédiatement sous l'Empereur, suprême à la fois, sur les corps civil et ecclésiastique de France : parce que, dit-il, il eut imposé des taxes et paiements sur l'Église sans demander la permission au Pape. Il eut non seulement présenter pour des bénéfices, mais les conférer. Il a en droit l'élection du pape, comme Charlemagne l'avait, bien que Louis le Débonnaire, son fils, ait renoncé à cette autorité : car « un Roy ne peut quitter son droit. »

Haillan.

Mais Charlemagne n'avait pas ce pouvoir comme roi de France, mais bien parce qu'il était empereur. Je pense qu'en cela il fit tort à l'Empire (à qui ce droit appartenait sans con-

» dévore tout, un feu qui consume tout
» torrent qui ruine tout, a vollené, brisé,
» fondu tous ces ornements royaux. »

Le roi de France actuel a fait faire de
veaux ornements pour le couronnement,
vous avez vus à Saint-Denis. Les princes et
pairs de France ont les offices suivants en
solennté : L'archevêque de Reims doit oir
le Roi ; l'évêque de Laon porte l'ampoule ;
vêque de Beauvais porte le manteau ro
l'évêque de Noyon porte la ceinture ; l'év
de Châlons, la bague ; le duc de Bourgogne
couronne ; le duc de Guienne, la première
nière ; le duc de Normandie, la seconde
nière ; le comte de Toulouse, les éperons ;
comte de Champagne, la bannière royale
étendard ; le comte de Flandres, l'épée royal
Ainsi couronné, il tenait l'épée à la main, et
tournant quatre fois : est, ouest, nord et sud, il
jurait de défendre l'Eglise et de maintenir la
justice contre toutes personnes dans le monde.
Pour cela, il porte le nom de Roi très chrétien
et premier fils de l'Eglise, et il a de droit la
préséance, à côté de l'Empereur, sur tous
princes chrétiens, bien que l'ambassadeur
d'Espagne ait récemment réclamé cette place,
et parfois l'ait occupée, comme, par exemple, au
concile de Trente, tort qui fut confessé plus
tard par le Pape et le Collège des cardinaux,
qui désavouèrent le fait.

fois depuis lors, l'Espagnol prit la pre-
place à la cour des Empereurs, et plus
nent, en Pologne, il tenta de nouveau de
, et là, il fut ordonné (ainsi que cela

dans nos lois sur les cérémonies, à
ce) que celui qui arriverait le premier,
t le premier. Le Turc, quand il écrit au
lui donne ce titre « le plus grand et le
eur des plus grands princes chrétiens. »

Bodin

du Haillan, sans grand fondement tiré des
sires, voudrait chercher à prouver que tous
utres princes chrétiens dépendent de l'Em-
. Il affirme que par une singulière préémi-
ce et prérogative, son Roi ne dépend en

ni de l'Empire, ni de l'Église de Rome ;
s qu'il est voisin et immédiatement sous
u, suprême à la fois, sur les corps civil et
ésiaslique de France : parce que, dit-il, il
t imposer des taxes et paiements sur l'É-
se sans demander la permission au Pape. Il
t non seulement présenter pour des béné-
s, mais les conférer. Il a en droit l'élection
pape, comme Charlemagne l'avait, bien que
uis le Débonnaire, son fils, ait renoncé à
te autorité : car « un Roy ne peut quitter son
droict. »

Haillan

Mais Charlemagne n'avait pas ce pouvoir
nme roi de France, mais bien parce qu'il
it empereur. Je pense qu'en cela il fit tort à
mpire (à qui ce droit appartenait sans con-

teste), en le transportant à la France. lorsque l'Empire fut transféré hors de l'Europe en Germanie, ce qui eut lieu en 880, alors les droits et privilèges lui appartenant, revinrent nécessairement ce pays, en même temps que l'Empire, auquel ils étaient inséparablement annexés. Quant au Pape, sur lequel les écrivains français voudraient donner à l'Occident un privilège d'élection, il leur souhaite que j'ai appris) d'avoir plutôt « une rampe pour diriger leur propre bateau. »

SES ARMES.

Quant aux armes de la France, elles ont été changées à diverses époques, ainsi qu'il résulte de l'histoire ; car les premières armes de France furent trois crapauds. Après cela, changées contre trois croissants, puis contre trois couronnes, et, plus tard, à l'époque où la France embrassa le christianisme, il lui fut envoyé du ciel (disent les écrivains fabuleux, « les fleurs de lys sur un champ d'azure ».

Haillon.

Avec ces armes de France, le président a écartelé celles de Navarre, qui sont un lion sur une chaîne avec une escarboucle de sautoir au milieu (à ce que disent les uns) ou quelque chose d'autre que je ne connais pas. Je n'ai pu être renseigné d'une manière satisfaisante par aucun Français à qui je l'ai demandé.

SA COUR.

Je devrais maintenant (pour suivre l'ordre de ma relation) parler de la cour de France, mais y ayant passé peu de temps, j'ai

Philippe de Macédoine et Ferdinand de Naples portaient la tête penchée sur une épaule, et eurs deux cours, d'en faire de même « tel naistre, tel vallet ».

Vous voyez que sur ces sujets que vous voudriez bien connaître, je suis à peine capable de vous satisfaire, par la raison que nous n'avons pas du tout vu la Cour, sinon, pendant deux jours qu'elle a été à Orléans. Cependant, par ce que j'ai vu ici, de ce que j'ai entendu raconter par d'autres, ou lu dans divers auteurs, je veux m'aventurer à vous renseigner en ce qui concerne les officiers de cette Cour : car pour les autres grandes charges, comme celles de Connétable, amiral, maréchal, grand-maître des eaux et forêts, grand maître de l'artillerie, et d'autres, je vous en parlerai, quand j'en serai arrivé à parler des forces du Roi en général, et à la place appartenant spécialement à chacune de ces charges.

CHARGES DE LA
COUR.

La première charge de cette Cour, est celle de Grand-maître, qui dans les temps anciens était nommé Maire du Palais; et ce nom fut changé contre celui de grand sénéchal, et plus récemment contre celui de grand maître. Le comte de Soissons, le plus jeune fils de Louis de Bourbon, prince de Condé, jouit maintenant de cette place. Elle était, il n'y a pas longtemps, dans la maison de Montmorency; mais le roi de France, pour favoriser le duc de Guise

Grand-Maitre
de France.

très frappants ici en France, de Louis XI et François I^{er}, sans chercher plus loin.

Le roi Louis XI aurait voulu que son fils Charles n'apprît du latin, rien de plus que cette sentence « qui nescit dissimulare, nescit regnare ». Celui qui ne sait pas dissimuler ne sait pas régner. Alors toute la cour commença à dédaigner l'instruction, et à dire que le latin est bon pour un prêtre et non pour un gentilhomme. Et que cela était assez d'instruction pour un homme noble, s'il peut écrire son propre nom ; et encore, j'ai entendu dire d'un amiral de France, qu'il ne savait même pas le faire.

Le second exemple est de François I^{er} qui coupa sa chevelure courte, à cause d'une blessure qu'il avait à la tête ; et alors toute la cour et la noblesse suivirent cette mode, coupant, dit Bodin, ses longues boucles, « qui estaient l'ancienne marque de beauté et de la noblesse ». Cette ancienne mode venait, j'en suis persuadé, des Lacédémoniens, chez lesquels la jeunesse avait ordre de porter de longues boucles, parce que (dit leur législateur), « les cheveux rendent »
 » ceux qui sont beaux, encore plus beaux, et
 » ceux qui sont laids, plus espouvantables et
 » plus hideux à voir ».

Le port d'un Prince, lors même qu'il est disgracieux et qu'il a un défaut de nature, est souvent imité des courtisans par affectation.

La charge de Grand Escuyer n'est pas très ancienne bien qu'elle soit maintenant très honorable et elle est la même que celle de maître de l'écurie, en Angleterre : elle a été prise de celle des Connétables à qui elle appartenait naturellement et d'où venait son nom « conestable » quasi « *comes stabuli* » comte de l'écurie. Elle fut d'abord instituée du temps de Charles VII. Lors de l'entrée du Roi dans la cité, il porte l'épée dans le fourreau devant lui : les vêtements d'état portés devant le Roi par le Maire et les échevins font partie de ses émoluments. Personne ne peut être nommé maréchal, ni à autre semblable charge d'officier, sans la tenir de lui ; il en est de même pour les offices inférieurs dépendant des écuries. Il avait dans les temps passés le commandement sur les relais de postes aux chevaux, mais c'est le contrôleur général des dites postes qui l'a maintenant. Cette charge est maintenant à M. de Thermes, seigneur de Bellegarde, un galant gentilhomme, et un des plus beaux courtisans de la France.

Grand Escuyer.

Connétable.

Contrôleur
général
des Postes.

L'office de Maistre d'hostel de la maison du Roi, a la charge des dépenses de la maison du Roi. Comme marque de son autorité, il porte un bâton garni à chaque extrémité, d'argent et de dorure : il marche devant l'écuyer, quand le dîner du Roi est porté sur la table.

Maistre d'hostel
de la Maison
du Roi.

Aucun sergent ne peut arrêter quelqu'un de

à qui il accorda cette charge, força l'écuyer à s'en démettre. C'est son office de juger les différends, entre les autres officiers de la Cour. Il a aussi la charge de donner le mot à la Cour de conserver les clefs des appartements du Roi, de juger dans les disputes des chevaliers (qui suivent la Cour) pour leurs loges. Dans les assemblées, il se tient droit, devant le Roi, un degré plus bas, ainsi que vous le vîtes dans les derniers troubles.

Grand Boutellier.

Le Grand Boutellier ou Eschançon était aux premiers temps une grande charge dans la maison des rois ; il avait place dans les assemblées de justice, comme Pair. Cette charge fut supprimée dans la maison des comtes de France, mais elle n'existe plus maintenant, et il n'y a plus que celle de Grand Panetier : cette charge est très ancienne ; elle a, en dehors de la Cour royale, la supérintendance sur les boulangers dans la ville et les faubourgs de Paris, ce que l'on appelait autrefois panetiers, et les valets et vallets-tranchans, sont nommés aujourd'hui gentilshommes serviteurs de la Cour.

Grand Panetier.

La charge de Grand Panetier est très ancienne ; elle a, en dehors de la Cour royale, la supérintendance sur les boulangers dans la ville et les faubourgs de Paris, ce que l'on appelait autrefois panetiers, et les valets et vallets-tranchans, sont nommés aujourd'hui gentilshommes serviteurs de la Cour.

Gentilshommes serviteurs de la Cour.

La charge de Grand Chambellan fut supprimée dans la maison de Tankerville, mais elle tient au pied du Roi, quand la Reine n'est pas là. Ses privilèges ne sont rien maintenant en comparaison de ceux des temps passés, mais qui autrefois étaient appelés chambellans.

Grand Chambellan.

La charge de Grand Chambellan fut supprimée dans la maison de Tankerville, mais elle tient au pied du Roi, quand la Reine n'est pas là. Ses privilèges ne sont rien maintenant en comparaison de ceux des temps passés, mais qui autrefois étaient appelés chambellans.

Gentilshommes de la Chambre.

maintenant gentilshommes de la chambre.

ays : ceux-ci suivent toujours le Roi à pied ; les autres à cheval. Ici, nous pouvons à cette occasion faire observer que la raison de l'entretien des Écossais dans la garde royale est, dit-on, qu'ils étaient « anciens ennemis des Anglais », et de même, depuis que la maison d'Autriche s'allia à celle de Bourgogne, le Roi a eu aussi sa garde de Suisses « ennemis héréditaires de la maison d'Autriche ».

Appartiennent aussi à la Cour : les maréchaux des logis et fourriers, dont la charge est la même que celle des fourriers à la Cour d'Angleterre. Il y a encore divers offices dont il est inutile de parler ici, et sur lesquels vous désirerez, peut-être, avoir plus tard des renseignements.

Je veux maintenant arriver à vous parler de l'ordre de France, qui fut institué par Henri III en l'an 1579, et est appelé l'Ordre du « Saint-Esprit ». La raison de cette institution était : « Comme une authentique déclaration, qu'il ne pouvait ny aimer, ny faire bien aux hérétiques ; obligeant par un serment solennel tous les chevaliers à des conditions qui ne plaisent qu'aux âmes toutes catholiques. » A cause de cela, vous pouvez noter qu'aucun de la noblesse réformée, ne fait partie de cet ordre, et que le Roi lui-même n'en était pas, jusqu'en 94, quand il le porta, lors de son couronnement à Chartres.

SES ORDRES.

Ordre
du Saint-Esprit.

la maison du Roi, sans leur permission. servent par quartier : ils n'étaient d'abord quatre ; mais j'ai entendu dire qu'ils sont maintenant quatre-vingts en nom, mais tous ne pas en service effectif de cet office.

Grand Prévost
de France et de
l'hôtel du Roy.

Le Grand Prévost de France et de l'Hôtel du Roy, ainsi appelé depuis Charles IX ; auparavant il était nommé roi des Ribauts ; son office est de surveiller les serviteurs, les laquais et filles de joie, qui suivent la Cour, de punir les fautes de ce monde-là.

Grand Faucon-
nier.
Grand Veneur.

J'aurais dû nommer avant tous ceux-ci et une place très honorable, les charges de Grand Fauconnier et de Grand Veneur ayant autorité sur tous les officiers de la chasse. Ceux de la chambre du Roi sont ou les gentilshommes de la chambre, dont j'ai parlé plus haut, ou les valets de la chambre qui ne sont que bas officiers et roturiers.

Les cent
gentilshommes
de la Garde.

Les cent gentilshommes de la garde (bien qu'ils soient deux cents), tiennent et portent une arme que l'on appelle « le bec de Corbin ». Ils marchent deux par deux devant le Roi : ils sont en partie Français ; en partie Écossais. Les Écossais portent une casaque blanche, chamarrée de plaques d'argent sur laquelle est la devise du Roi. Les Français portent les couleurs royales. Il y a aussi une garde Suisse qui porte un costume de plusieurs couleurs avec ornements d'argent, suivant la mode de son

lier d'or massif ; les autres un ruban de soie.

Avant ces Ordres, il y avait l'ordre de « l'Etoile », ou, comme d'autres le nomment, de la « Vierge Marie », institué par Jean, roi de France, en 1365, qui, après, devint très commun (faute notée dans tous les pays où les Ordres sont créés, puis accordés à un trop grand nombre, dont quelques-uns sont indignes).

Ordre
de l'Etoile.

Nous devons seulement excepter le très noble ordre de « la Jarretière », qui, d'après l'aveu de tous les écrivains, conserve encore son ancienne gloire. L'Ordre de l'Etoile, dis-je, devenant trop commun, et, pour cette raison, les princes et la noblesse dédaignant de le porter, il fut conféré aux « Archers du Guet » qui le portent encore. Mais l'Ordre le plus ancien est celui de « la Genette », créé par Charles Martel. Les chevaliers de cet Ordre portaient une bague sur laquelle était gravée la forme d'une genette. La cause de l'institution de cet Ordre n'est pas connue : il dura jusqu'au temps de saint Louis.

Ordre
de la Genette.

En outre des quatre Ordres que nous avons nommés, qui ont été institués par les rois, je lis qu'il y en eut deux autres, qui doivent leur érection à des princes du sang et n'ont été portés que par des chevaliers de leur parti.

L'Ordre du « Porc-Epic », créé par le duc d'Orléans, par jalousie de l'Ordre de son ennemi, le duc de Bourgogne.

Ordre
du Porc-Épic.

Parmi les divers statuts de cet ordre, est un qui porte, que personne ne peut tenir, s'il ne peut faire preuve de sa naissance par trois générations du côté paternel. Vous avez plusieurs en France qui sont à la fois « chevaliers des ordres du Roy » ; c'est l'ordre du Saint-Esprit et celui de l'Ordre de Saint-Michel réunis. L'ordre de « Saint-Michel » institué par Louis XI, en 1469. Les statuts prennent 98 articles : il en est un qui dit qu'il n'y aura jamais plus de trente-six chevaliers de cet ordre. Mais La Noue dit que cet article si mal observé qu'à une époque, il y en eut 100 cents ; dont cent, peu de temps après, furent contraints, à cause des grandes charges et travaux qu'ils menaient, de, suivant son expression : « Serrer le colier dans leurs coffres. » En 1566, née 60, il fut créé dix-huit membres de l'ordre. C'est la première fois que l'on vit une telle promotion à la fois. Ce que le comte de Méprisant, dit : « Que l'ordre était mis en désordre » ; Bodin s'en indigna aussi, ainsi que du grand nombre de barons faits en France, sans aucun mérite ou haute position ; et un autre se plaignait de ce que les honorables ordres de France sont « exposés à l'ambition » qui estoient destinés au mérite ».

Bodin.

Haillan.

Vous pouvez noter que dans l'Ordre de « Saint-Michel » il y a deux sortes : « du Grand Ordre et du Petit » : les uns portent un co-

d'Or de Colchos, après laquelle Jason s'aventura avec ses vaillants de la Grèce. La fête de ces chevaliers est célébrée le jour de la Saint-André. Leur habillement : un manteau de velours écarlate et une coiffure de couleur violette.

Cet Ordre fut institué en l'an 1430.

Il y a aussi l'Ordre de « l'Annonciade », créé Ordre
de l'Annonciad. par Amédée, duc de Savoie. Dans le collier de cet Ordre est inscrit en lettres d'or ou de pierres, cette devise : Fert, Fert, Fert, trois fois, en l'honneur d'Amédée le Grand, son prédécesseur, signifiant « Fortitudo ejus Rhodum tenuit. » Sa valeur prit Rhodes ; parce qu'il aida les chevaliers de Jérusalem à prendre Rhodes sur les Turcs ; qui fut depuis reconquise de nouveau, et ils s'installèrent dans l'île de Malte. A l'extrémité du collier pend le portrait de la Vierge Marie et l'Ange la saluant.

Chevaliers
de Malte.

Sur cet ordre des « Chevaliers de Malte » nous verrons un livre écrit tout entier, quand nous serons en Italie ; et aussi sur l'ordre de « Saint-Etienne », institué par Côme de Médicis, premier duc des Forces unies de Florence et de Sienne. Je ne parlerai donc ni de l'un ni de l'autre. Ni de l'Ordre de « l'Echarpe » (Band ou Scarfe), institué par Alphonse, roi d'Aragon, sur lequel il manque de détails suffisants pour pouvoir en parler. Je veux terminer ce chapitre sur les Ordres de chevalerie par cette seule observa-

Ordre de
Saint-Étienne.

Ordre
du Croissant.

L'Ordre du « Croissant », créé par le duc d'Anjou, en 1464, avec ce mot (Los); comme vous diriez « Los en croissant. » Loue en augmentant.

Les chevaliers de cet Ordre avaient dans le milieu du croissant, un bâton pour signifier qu'ils avaient été dans les guerres (sans quoi ils n'en pouvaient faire partie) : s'ils y avaient été deux fois, deux bâtons ; si trois fois, trois bâtons et ainsi de suite. Leur habillement était de velours cramoisi, avec une coiffure de velours blanc.

Ordre
Saint-George
d'Angleterre.

On ne peut pas dire que cela ne soit ici la place de parler des Ordres qui ont été institués dans d'autres pays ; dont le très noble et renommé ordre de « Saint-George » d'Angleterre est le plus élevé et, par conséquent, le premier dont on doive se souvenir.

Il fut institué par le roi Edouard III, avant aucun de ceux de France, excepté seulement celui de la Genette qui, sans doute, était un ordre obscur, si l'on en juge par la place où il était porté, et par le peu de choses, ou plutôt le rien qu'en disent les écrivains français.

Ordre de
Toison d'or.

Vient après, l'Ordre de la « Toison d'Or », institué par Philippe II duc de Bourgogne.

Le collier de cet Ordre a une Toison d'Or, pendant à l'extrémité, en mémoire, disent les uns, de la Toison de Gédéon ; d'autres disent (ce qui est plus vraisemblable) de la Toison

« tons que nous n'avons rien à faire ce jour-là, qu'à jouer aux cartes, ou dormir sur notre rempart ».

Sur ces deux forces de la France, cavalerie et infanterie, vous pouvez noter ce qui suit : On rapporte du Grand-Turc, que lorsqu'il avait conquis quelque province ou pays, il partageait ces terres entre ses cavaliers ; à chacun sa part, avec exemption de tout payement de rente, d'axe ou taille, de quelque nature que cela soit.

Mais ils étaient engagés à servir le Grand-Seigneur (Grand-Turc), avec une proportion de chevaux, à leur propre charge et de leur propre personne dans ses guerres, sauf les cas de grand âge ou de maladie, seules excuses admises. Ils étaient appelés ses Timars, de la même nature que sont les Calasyres d'Egypte. Vous pouvez trouver ceci, qui a été dit par Plovius, confirmé par la Nouë, disant de la Grèce : « Où, ils tirent leurs meilleurs hommes de guerre sur leurs terres conquises, qu'ils leur départent, à la charge de se tenir en équipage, pour venir servir au mandement du Grand-Seigneur ».

Bodin.

La Nouë.

De même, les rois de France, dans les premiers temps, accordèrent aux gentilshommes, diverses terres et possessions, les exemptant aussi des taxes et aides, sous condition d'avoir leur service personnel en cas de nécessité. Ces terres furent appelées fiefs, institués avant le

tion qui est que, dans les temps passés, il y (comme chez nous), des chevaliers qui ne rent pas de l'Ordre. De ceux-ci, il y eut t sortes : chevaliers Bannerets ; chevaliers cheliers, chevaliers Escuyers. Les pre avaient deux fois autant de pension que deuxièmes et ceux-ci deux fois plus que troisièmes.

ES FORCÉS.

Je dois maintenant parler des forces de France, Cavalerie et Infanterie. De la première ce pays est très bien pourvu, et en vérité vante (je pense que cela est à juste titre) d'être la plus belle et la plus nombreuse gens rie d'aucun royaume de la chrétienté ; mais, l'autre côté, son infanterie n'a pas de réputation, à ce point que l'année dernière, devant Amiens, nous avons pu entendre l'Espagnol parler (de l'intérieur de la ville, par dessus les murs, avec les soldats anglais qui étaient dans les tranchées, après avoir sauvé les canons du Roi) de ce qu'ils avaient battu les Français en tombant sur eux, de l'intérieur de la ville.

« Vous êtes de solides soldats, disaient-ils, » et nous vous honorons beaucoup ; pensant » qu'il n'y a pas d'infanterie qui puisse nous » approcher plus que vous en réputation » Aussi, quand vous, les Anglais, venez au » tranchées, nous doublons notre garde et veillons » aux corps ; mais quand c'est le tour de » ces lâches et indignes Français, nous com-

que nous n'avons rien à faire ce jour-là, jouer aux cartes, ou dormir sur notre part ».

« Ces deux forces de la France, cavalerie et artillerie, vous pouvez noter ce qui suit : le Grand-Turc, que lorsqu'il avait conquis quelque province ou pays, il partageait ses terres entre ses cavaliers : à chacun sa part, exemption de tout payement de rente, ou taille, de quelque nature que cela soit. Ils étaient engagés à servir le Grand-Seigneur (Grand-Turc), avec une proportion de vaux, à leur propre charge et de leur propre personne dans ses guerres, sauf les cas de grand âge ou de maladie, seules excuses mises. Ils étaient appelés ses Timars, de la même nature que sont les Calasyres d'Egypte. Vous pouvez trouver ceci, qui a été dit par Livius, confirmé par la Nouë, disant de la Grèce : « Où, ils tirent leurs meilleurs hommes » de guerre sur leurs terres conquises, qu'ils leur départent, à la charge de se tenir en équipage, pour venir servir au mandement du Grand-Seigneur ».

De même, les rois de France, dans les premiers temps, accordèrent aux gentilshommes, diverses terres et possessions, les exemptant aussi des taxes et aides, sous condition d'avoir leur service personnel en cas de nécessité. Ces terres furent appelées fiefs, institués avant

244

La Nouë

temps de Charlemagne, mais jusqu'alors, ils étaient donnés à vie comme chez les Turcs ; cela se fait encore aujourd'hui ; mais depuis, ils ont été héréditaires. Le mot fief a son étymologie de foy, signifiant que ces terres ont été données par le Roi, à sa noblesse et hommes de valeur, avec haulte et basse justice, avec vœu de fidélité et d'hommage, et service au roi dans ses guerres, à leur propre charge. Certain fief était engagé à fournir un homme d'armes, d'autres un archer ; un autre un tiers ou même un quart d'archers, proportionnellement à la quantité de terre qu'il possédait.

Celui qui avait une terre de la valeur de cinq à six cents livres de rente (cela est cinquante à soixante livres sterling), était engagé à trouver « un homme de cheval en habillement d'hommes d'armes » ; et de trois à quatre cents « fera un bon homme de cheval léger », qui, si cela plaît au prince et suivant les besoins du service, quittera son cheval et servira à pied, pourvu qu'il ait avec lui un « vallet harquebutier ». Mais ceux qui ont moins de trois ou quatre cents, ont une moindre proportion de charge. Il y a quatre cas d'exemption, pour qu'un homme ne soit pas obligé de servir en personne. S'il est malade, s'il est trop âgé, s'il a quelque charge, s'il garde une place frontière, ou quelque citadelle pour le Roi : en ces cas, il peut envoyer quelqu'un à sa place.

Publica militiæ vassalus munera justæ,
Non renuat, dominique libens in castra vocatus,
Aut eat, aut alium pro se submittat iturum.
Arbitris domini vel quem laudaverit ille,
Compenset, redimatque suum mercede laborem.

Tillet.
Recueil.

Ils sont engagés, sous forfaiture de leur fief, à servir trois mois à l'intérieur du pays et quarante jours au dehors, sans compter les jours de marche. Vous pouvez observer que, de même que les seigneurs tiennent leur fief du Roi, en haute justice, de même, les autres gentilshommes le tiennent des seigneurs en basse justice, sous charge de suivre ces Seigneurs à toutes époques dans les guerres. Car « le fief est la chose par l'acceptation de laquelle » ceux qui le tiennent sont tenuz de serment » de fidélité envers leurs seigneurs ». C'est pour cela qu'ils étaient appelés leurs vassaux, (de Wessos), mot du vieux gaulois, qui veut dire vaillant ; et c'est à des vaillants que les fiefs furent donnés. Quant aux serfs (esclaves ou vilains), ils sont domestiques, et servent en très humble condition, pour des gages et la nourriture. Il y a aussi le « sujet, qui est le pauvre paysan qui laboure et cultive le fief » ; et c'est pourquoi nous pouvons entendre M. le gentilhomme parler de « ses terres, ses hommes, ses sujets », et lui-même est vassal du seigneur, qui a droit de haute justice. Mais vous pouvez remarquer qu'aucun mot de service, quel qu'il

Haillan.

soit, dans cette relation, ne doit porter préjudice à la liberté naturelle du vassal. Ni le sujet, ni le serf ne sont obligés d'aller aux guerres, mais seulement le vassal.

L'appel et le rassemblement de ces forces sont appelés, le ban et l'arrière-ban, des mots allemands (Here) exercitus, armée, et (ban) convocation. Un appel du ban et de l'arrière-ban à la fois, consistait autrefois en douze, quelquefois quinze mille gens d'armes ; mais après, la corruption vint en cela, lorsque les fiefs tombèrent entre les mains d'hommes incapables et indignes. Les rois de France furent obligés dans des temps postérieurs de créer les

LES GENS
D'ARMES.

Gens d'armes
des ordonnances.

Gens d'armes des Ordonnances, du temps de Charles VII. Nous pouvons considérer qu'il y a eu quatre principales causes de la ruine de ces ban et arrière-ban. La première fut : les dons au Clergé, qui avait, dit-on, la 6^e partie de ces fiefs entre les mains, contribuant en rien aux guerres, car un auteur a dit : « Ils ne veulent » rien perdre, rien payer, rien contribuer » pour leur garde, et néanmoins veulent être » gardez. »

Haillan.

La 2^e fut les voyages en Terre-Sainte, car celui qui a fait un vœu d'y aller pour servir contre les Sarrasins et les Infidèles, vend son fief pour s'équiper pour ce dessein. — La 3^e fut les guerres avec les Anglais, pendant lesquelles ils perdirent leurs fiefs. La dernière en

est, la vente à toutes sortes de gens, comme des hommes de Loi, des métayers et autres personnes incapables, de toutes espèces, qui voulaient les acheter ; ce que, jusqu'à Charles VII, ils ne pouvaient faire. Vous voyez donc combien il était nécessaire ; cette ancienne institution étant corrompue et déchuë, d'en créer une nouvelle, qui fut appelée les Gens d'Armes des Ordonnances, parce que, lors de leur première érection, il fut fait plusieurs lois et ordonnances qui devaient être observées, et dont l'infraction était sûrement punie.

Ils furent d'abord 1,500 seulement ; mais depuis, ils furent augmentés, jusqu'à cent compagnies et donnés à divers princes du sang et nobles de France, pour les conduire et les commander, avec une honorable pension. Dans ces compagnies, il devait y avoir 6,000 hommes, mais dans quelques-unes, il n'y en avait que 100, dans d'autres 50 seulement. De quelque manière que cela soit, on pense qu'il en manquait quelques-uns dans chaque compagnie, pour le bénéfice des Officiers, et qu'il n'y en avait pas plus de 4,000 en tout. Pour pourvoir à la subsistance de cette gendarmerie, il y avait une taxe levée sur le peuple dans toute la France, appelée la taille. Pour ce qui concerne le nombre des gens d'armes et la proportion de ce qui leur est alloué par la taille, voici le jugement de La Noue : « Les gens de

» cheval du temps de Henri II, passaient six
 » mille lances : mais elles ne sont maintenant
 » que 4,000, et il me semble que quatre régi-
 » ments d'infanterie se doivent entretenir, en
 » temps de paix, réglés à six cents hommes cha-
 » cun et 15,000 escus par mois y suffiraient. »

Antiquités pari-
 siennes.

SON INFANTERIE.

En ce qui touche l'infanterie, François I^{er} fut le premier qui institua les Légionnaires qui furent en tout huit légions, et chaque légion composée de six mille hommes, suivant la règle des anciens Romains. La 1^{re} légion était de Normandie, une de Bretagne, une de Picardie, une en Bourgogne. En Champagne et Nivernais, une; en Dauphiné et en Provence, une; dans le Lyonnais et l'Auvergne, une. Et une pour le Languedoc. Ces Compagnies furent licenciées peu après, et de nouveau reconstituées après un espace de huit années; elles ont été de nouveau licenciées dans les dernières années, et à leur place, les régiments maintenant entretenus sont au nombre de cinq. Le régiment de la Garde, le régiment de Picardie, le régiment de Champagne, le régiment de Piémont. Et plus tard le régiment de Gascogne communément appelé le régiment de Navarre. Dans chacun de ces régiments, il y a 12,000 hommes.

Ils sont tous en temps de paix partagés entre les villes de garnisons et les places de frontières. L'opinion de Bodin est qu'il suffirait de

conserver dans le pays quatre légions de 5,000 hommes chacune ; car, dit-il, l'empire romain, qui était vingt fois aussi grand, n'avait que onze légions à payer ; mais il ne parle que des légions qui étaient en solde ordinaire en Italie, et non de celles qui étaient dans les autres pays de leur domination, en Espagne, en Angleterre, dans les Pays-Bas, etc. ; car, autrement, nous lisons de ces Empereurs, et Bodin confesse lui-même, qu'Auguste avait à une époque entretenu en solde, quarante légions avec onze millions de charge par année. Mais cet écrivain (bien qu'il soit approuvé, ainsi qu'il le mérite bien), si, il se trompa dans quelque'un de ses écrits, c'était surtout sur les matières des guerres dont la profession allait mal avec sa robe longue. Vous pourrez vous en fier au jugement d'un sage soldat de France, pour savoir quelle force la France peut lever ou entretenir des autres pays, qui est celui-ci : « Si notre » Roy sentait qu'un voisin lui volust venir mu- » gueter sa frontière, j'estime qu'il pourrait » aisément composer une armée de soixante » compagnies de gendarmes, vingt cornettes de » cheveu-légers et cinq compagnies d'harque- » busiers à cheval, le tout faisant dix mille » chevaux. A quoi on pourrait ajouter trois ou » quatre mille Reisters, plus cent enseignes » d'infanterie française et quarante de ses bons » amis les Suisses, et ceci n'empescherait pas

La Noue.

» que les autres frontières ne demeurent
» suffisamment pourvues d'hommes. »

Ainsi, vous pouvez conclure que quatre-vingt mille hommes d'armes bien équipés, et une proportion de cheval-légers et d'infanterie exportée, montreraient toute la fleur, beauté et force de la France.

Cependant, l'auteur du cabinet avoue évidemment que l'on pourrait facilement sembler ici, et entretenir quatre-vingt et quelques mille chevaux de l'une et l'autre lance et cavalerie légère. Mais je crains que nous puissions dire d'eux, ce que Tacite dit de la noblesse d'Athènes, usurpé sur la démocratie de cette cité : «
» tant qu'ils étaient quatre cents, et toutefois,
» ils aient appelé les cinq mille. » Ainsi je crains, moi, qu'il ne soit compté, comme chez les Athéniens « dix pour un ».

Le raisonnement du cabinet est celui-ci : il y a en France cinquante mille gentilshommes en état de porter les armes, dit-il, en se basant sur la proportion de un gentilhomme par lieue carrée (la superficie de la France étant de quarante lieues carrées) et il en manque seulement dix-huitième. Toutefois, dit-il, dans quelques provinces, nous pourrions en avoir trente ou quarante, dans l'espace d'une lieue, sans compter leurs enfants.

En outre de ceux-ci, le Roi pourrait,

voulait, composer une gendarmerie de 8,000 hommes armés, et de 16,000 archers ; chaque corps de 24,000 gentilshommes ; ce qui représenterait sur le terrain 60,000 chevaux. Il pourrait aussi avoir une « cavallerie légère » de quatre ou cinq mille gentilshommes. Il pourrait aussi fournir, suivant l'ancienne mode, le ban et l'arrière-ban de 12 à 15,000 gentilshommes. Et il pourrait en avoir encore, en outre de tous ceux-ci, quatre ou cinq mille, pour la dignité de sa cour et le gouvernement de ses provinces. Tel est son calcul. Mais vous verrez ceci prouvé, quand nous en serons arrivés à parler de la noblesse de France : qu'elle est excessivement restreinte en nombre, déchue de sa fortune, et pour cela tout à fait incapable d'approcher de ces chiffres.

Cela serait une conséquence aussi logique de dire, que, parce que nous avons en Angleterre deux ou trois millions d'hommes en état de combattre, notre État peut en amener un nombre aussi considérable sur le terrain, sans considérer la provision des armes et autres choses nécessaires.

Mais ce cabinet fut écrit par un auteur de la Religion, qui était transporté hors de lui-même par la chaleur de son zèle et sa haine contre le pouvoir temporel de l'Église. Ces projets et desseins ressemblent beaucoup à ceux de la supplication des *Beggards*, un livre publié du

temps de Henri VIII, où l'auteur conçut sa fantaisie, une utopie et félicité que l'on peut espérer en France; bâtissant des châteaux en l'air, et concluant, que si il pouvait au Roi, d'aliéner les biens temporels de l'Eglise, et de les réunir au domaine, « *n dictu facilius* », chose plus facile à dire qu'à faire, il pourrait, en outre, des forces de vingt mille chevaux, dont nous avons au plus haut, entretenir une infanterie de gentilshommes français; plus une autre milice, de 48,000, et enfin, une autre milice légionnaire de 48,000.

Sir Thomas Morus répondit à cette suggestion par son livre, intitulé : *La plainte des âmes gémissant dans le royaume*. Cette réponse était-elle bonne? Je ne sais rien; mais ce dont je suis sûr, c'est qu'une telle quantité de cavalerie et d'infanterie, entretenue sur les biens de l'Eglise, le pauvre peuple (sur qui tombent toutes les charges des gens d'armes), il y aurait beaucoup plus d'âmes gémissant et de complaintoyables en France, qu'il n'y en a dans le royaume de sir Thomas Morus.

Il reste alors, que nous nous en tenions au jugement précité de La Noue, qui avoit dit, du temps de Charles VI, il y eut sur le champ de bataille 22,000 lances, mais que depuis la création de la gendarmerie, il n'y a

qu'une fois à Valenciennes environ 10,000. Quant à ce grand nombre, qui, d'après ce que nous lisons dans M. d'Argenton, assiégea Louis XI dans Paris, c'étaient les forces réunies de trois grands princes, et pour la plupart bourguignons.

Commines.

Il y aurait encore à noter la raison qui fit que la France abandonna la lance, pour se servir du pistolet; nous avons lu ce qu'a écrit La Noue sur ce sujet et entendu beaucoup de raisonnements, mais je n'en écrirai rien, parce que je n'ose m'élever, *ultra crepidam*, dans une matière que je ne possède pas entièrement.

Je dois vous parler maintenant des charges pour la guerre en France; et comme la guerre se fait en même temps sur terre et sur mer, je devrais vous parler des officiers de mer; mais comme je n'ai pas entendu dire que la France en eût aucun, je n'en dirai rien.

OFFICES
DE GUERRE

Le premier et le principal, et qui commande tout en l'absence du Roi, même avant les Pairs et les Princes du sang, est le Connétable, qui ainsi que je l'ai déjà dit, a son nom, de *Comes stabuli*, comte de l'étable ou des écuries, car dans les anciens temps ces officiers étaient appelés comtes avec l'addition de leurs offices, comme: *Comes palatii*, comte du palais, *Comes præsidii*, comte de la garde; *Comes rerum privatarum*, *Comes sacrarum largitionum*, *Comes castrorum*, *Comes navium*, etc.

Connétable.

Et, bien que maintenant il n'ait plus le mandement des écuries du Roi, il porte toujours le même nom. Cet office fut au temps de Louis le Gros ; il fut confié à la maison de Montmorency, sous le règne de François I^{er}, et est resté depuis, dans la même maison.

L'ancienne devise de la maison de Montmorency est celle-ci : « Dieu aide le premier » tien et premier baron de France. »

Elle a la garde de l'épée royale, et de plus que le Grand Escuyer a l'épée dans le four d'azur, semé de fleurs de lys d'or, ou ajoutée à ses armes, de même le Connétable, comme marque d'honneur porte l'épée nue. Le Grand Chal porte la hache et l'Amiral porte l'arc. Le Connétable et les Maréchaux prêtent serment au roi. Il siège, juge suprême (à la table de Marbre) de toutes les personnes, pour les procès ou plaintes quelles qu'elles soient, à l'exception du rapport à la guerre. Lorsque le Roi fait entrée dans une Cité, dans sa plus grande pompe, ou après la délivrance, il marche devant avec l'épée nue, et lorsque le Roi siège en assemblée des trois États, il est placé à son côté droit. Celui qui tue le Connétable est coupable de haute trahison.

Les Maréchaux tiennent, dit-on, leur nom, de (mare) cheval et de (shal) maître, « qui commande aux chevaux » ; d'autres disent que ce

om vient de (marcha) c'est-à-dire limites ou frontières : « *Quasi præfectus limitum* » comme on dit, gouverneur des frontières. Jusqu'à François I^{er}, il n'y en eut que deux en France ; puis quatre et maintenant dix. Car, ainsi que nous l'avons déjà dit : lorsqu'un personnage qui tient une ville forte ou une place d'importance, se rend au Roi, il veut toujours capotuler pour avoir quelque'une de ces Charges, en outre de sommes d'argent, et un gouvernement aussi. Telles étaient, dit Haillan, les nécessités du temps. Ces maréchaux, sous le Connétable ont le commandement sur les ducs, comtes, barons, capitaines et gens d'armes, mais ils ne peuvent sans son commandement, ni engager une bataille, ni faire de proclamation, ni passer les hommes en revue. Ils ont sous leurs ordres des lieutenants qui sont appelés prévôt-maréchal et sont chargés de punir les soldats mutins, déserteurs, etc.

Derniers
troubles.

Amiral.

Voici maintenant quel est l'office de l'Amiral : Ce que les Maréchaux sont en une armée de terre, l'Admiral est en une navale et ces offices sont distinguez, d'autant que le subject est différent et divers. »

Cet office est le plus ancien de la France, car César en dit : « Les Admiraux de la Provence, de Bretagne et Narbonne sont loués pour la pratique et dextérité des guerres navales. » Je m'émerveille cependant de ce que Haillan

César.
Commentaires.

dit, qu'ils furent créés en premier du temps de Charlemagne, et qu'un M. Ritland fut le premier qui fut fait. Il y a maintenant trois Amirautés : France, Bretagne, Guyenne et Gascogne. Cette dernière est toujours annexée au gouvernement maritime de cette province. On fut de même de celle de la Guyenne, jusqu'à ce que le roi d'aujourd'hui vint à la cour. Celui qui fut gouverneur et amiral de Guyenne et Gascogne depuis, le commandement fut divisé. On peut observer dans les histoires que pendant tout le temps que les voyages français se firent sur les mers du Levant, soit la Terre-Sainte, la Sicile, Naples, etc., les Français eurent toujours leurs vaisseaux et leurs commandements venant de l'Italie. La France tira ses Armes de Gênes, Pise, Venise et Lucques. Ils eurent la dixième partie de tous les butins, prirent les prisonniers faits à la mer.

Grand maître
de l'artillerie.

Avant l'invention des armes à feu, il y avait en France un officier nommé : « Grand Maître » des arbalestriers et cranequiers » (ce mot est un mot général employé pour désigner tous les instruments de balistique) ; ce mot est appelé maintenant : « Grand Maître de l'artillerie », qui en premier aussi, immédiatement après l'invention des armes à feu, fut nommé « capitaine général de l'artillerie ».

Trésoriers pour
les guerres.

Vous avez aussi les Trésoriers de la guerre, qui sont ou ordinaires ou extraordinaires.

uns payent les gendarmes, et les autres, les régiments de l'infanterie. Il y a autant de trésoriers ordinaires qu'il y a places où l'on fait des contrôles; il y a toujours quatre trésoriers extraordinaires.

Les Hérauts d'armes sont au nombre de six. Hérauts d'armes: Normandie, Guyenne, Valois, Bretagne, Bourgogne, appelés ainsi des diverses provinces (comme chez nous en Angleterre) et Montjoie qui est le chef de tous les autres. Leur ancien office était d'être présents à toutes les luttes et tournois, de porter la guerre et la paix, de sommer les places, de défier les ennemis des princes, de donner les armes aux hommes nouvellement anoblis. Mais maintenant ils servent seulement dans les fêtes, couronnements, solennités, funérailles, etc., car on ne s'en sert plus dans les traités ou négociations avec les princes étrangers. Je pense que la raison en est, que cet office avait été concédé dans les dernières années à des personnes indignes ou insuffisantes.

Il n'y a pas nécessité de nommer ici tous les autres officiers de la guerre, qui sont les mêmes que ceux des autres pays, comme : colonel, capitaine, sergent, lieutenant, enseigne, caporal, etc., etc. Je veux seulement rappeler en un mot la manière française de lever les troupes, leur marche, charge et service en général et puis passer à une autre partie de cette relation.

RESSE DES
SOLDATS.

Marche.

Vous pouvez observer que (sauf les gens et les régiments nommés plus haut) que les soldats doivent être pris pour la guerre, sont pas « pressés » comme chez nous, le capitaine, ayant sa commission, les réunit son du tambour ; engageant seulement ceux qui le veulent ; ce qui est en partie cause de la faiblesse et du peu de consistance de l'infanterie française ; car étant prise communément la classe misérable et n'ayant pas de moyens d'existence, ils ne peuvent trouver dans leurs esprits abjects cette vraie et honorable résolution requise chez un soldat. Cette commission doit être d'abord montrée au gouverneur, bailli, ou lieutenant général, ou sénéchal de la province, sous peine de mort. Elle n'est valable que si elle est signée par le Roi et un des secrétaires d'État, et scellée avec le grand sceau. Les soldats levés sont à la charge de la province où ils ont été levés, jusqu'à leur départ. Leur marche est, paraît-il, en quelque sorte plus vive que celle des nôtres. Car je me rappelle avoir entendu dire qu'à une époque, le vieux maréchal Biron l'aurait dit à sir Roger Williams, amenant ses compagnies plus lentement, et blâmant la lourde marche des Anglais : « Monsieur, répondit-il, avec cette marche, nos ancêtres ont conquis votre royaume de France et il ne me convient pas de l'altérer ». Méorable réponse d'un honorable

soldat. Pour la charge française, nous avons entendu de La Noue, l'opinion des Espagnols :

Charge.

« L'infanterie française escaramouche bravement de loin, et la cavallerie a une furieuse boutée à l'affront, puis après, qu'elle s'accorde ». Et, en vérité, c'est ce que les écrivains leur attribuent, et ce qui agréé le plus à leur nature ; car, nous pouvons dire d'eux ce qui a été dit de Thémistocle : « Il était si chaud à l'attaque qu'il perdit le souffle au milieu de la carrière ». Quelqu'un a dit d'eux, comme Fabius, d'Hannibal : « Sa valeur est comme un feu de paille et une flamme allumée en une matière de peu de durée ».

Plutarque.

Id.

Quant à la discipline française, *César* lui-même dit qu'elle leur vint primitivement de nous : « Gallorum disciplina in Britannia recepta, atque inde in Galliam translata esse dicitur, et nunc qui eam rem diligentius cognoscere volunt, plerumque illuc discendi causa proficiscuntur », c'est-à-dire, la discipline des Gaulois fut d'abord inventée en Bretagne, et de là, transportée dans la Gaule, et maintenant ceux qui veulent en atteindre la perfection, y voyagent pour l'apprendre. Mais ils ont depuis longtemps déjà dégénéré de leur ancienne discipline de guerre, et ils confessent eux-mêmes que depuis le commencement des dernières guerres civiles pendant lesquelles les soldats, dans leurs mœurs désordonnées et dis-

Discipline.

solues, se sont adonnés au pillage et « leries », elle s'est beaucoup « abbastée ». Et La Noue s'en plaint dans son histoire : « Quant à la discipline militaire, il faut fesser qu'elle est gisante au lict, tourmentée d'une griesve maladie ».

Commines.

La noblesse combat toujours à cheval et trouve que c'est un déshonneur de servir à pied. Mais Commines dit de la noblesse de Flandre, dans les guerres avec Louis XI, qu'elle a laissé leurs chevaux : « Car lors, ils étoient le plus honorez, qui descendaient à pied avec le peuple en fust plus assuré et combattant mieux, et tenaient cela des Anglais ». Et il est évident que si quelques-uns de la noblesse française voulaient agir ainsi, cela encouragerait leur infanterie par l'exemple de leur valeur et de leur résistance, et cette infanterie recouvrerait sa réputation qu'elle a maintenant perdue dans le monde.

Et je ne crois pas que cela soit la moindre raison qui ait fait nos ancêtres gagner beaucoup de batailles sur les Français, d'avoir eu des hommes de nobles maisons pour entraîner et combattre à pied avec nos armées ; c'est une manière parfaite d'affermir et d'assurer la hardiesse inconsistante de la multitude.

Commines.

Et pour l'opinion que le monde a de notre infanterie, nous remarquerons ce que le même historien dit autre part : « Bonnes gens d'

» pied, et meilleurs que leurs voisins, comme
 » nous pourrions aujourd'hui dire les Anglais
 » et les Suisses ».

Et dans un autre endroit où il donne son opinion sur la manière du service, il dit :
 « Mon avis est que la souveraine chose du
 » monde ès batailles sont les archers et la fleur
 » des archers sont les Anglais », et il ajoute sagement combien c'est une chose dangereuse d'engager une bataille quand on n'a pas la meilleure infanterie.

Ceci ne fut pas, dans mon opinion, la principale raison qui empêcha le Roi de France de se battre contre le Cardinal, l'année dernière, 1597, devant Amiens. L'infanterie ennemie était estimée au chiffre de 18,000 hommes ; je ne pense pas qu'elle pût être aussi nombreuse ; chiffre égal à celui des Français, soldats de beaucoup supérieurs, étant tous Français excepté quelque trois mille Anglais et Suisses, et choisis parmi les hommes de toutes ses garnisons et les soldats expérimentés des Pays-Bas. Et il est vrai aussi que les gens d'armes du Roi étaient deux contre un, et considérés comme les meilleurs soldats, aussi bien parce qu'ils étaient en quelque sorte toute la Noblesse et la Fleur de la France, que parce qu'ils avaient l'avantage sous le rapport des armes ; car les Français se servaient du pistolet, tandis que les Espagnols avaient encore la lance. Je ne mets

pas en doute que la considération du nombre de l'infanterie ne fut pas la principale raison qui nous empêcha de combattre ce jour-là, car nous avions un très bon champ de bataille avec une plaine aussi étendue que possible ; ce qui est un singulier avantage pour celui qui est le plus fort en cavalerie, et nous avions le vent et le soleil dans le dos, ce qui est considéré comme un grand avantage.

Mais voici ce qui fut la raison : le Roi pensa qu'il n'était pas de bonne politique de jouer tout son reste à la fois, alors qu'il aurait pu perdre en une seule partie tout ce qu'il avait gagné en huit ans. Mais il n'avait pas raison, car jouer la carte qui se présentait alors, c'était un pont d'or, comme dit le proverbe, considérant que par ce moyen il pouvait gagner la ville d'Amiens ; rassurer d'autres cités qui alors étaient hésitantes, et recouvrer sa réputation dans le monde, qui avait été beaucoup discutée par la perte de cette ville.

J'ai déjà parlé précédemment de ce sujet ; je me réserve d'en parler encore ultérieurement, ainsi que des armées françaises, du service des guerres ; je ne veux pour le moment que rappeler le raisonnement de ce Français, qui s'estimait un homme de grande sagesse et qui s'efforçait de prouver que le service et le soldat aussi étaient meilleurs en France qu'en Angleterre, parce que, disait-il : « Nous avons plus

» de vieux capitaines en France que vous en » Angleterre ». Cela est beaucoup comme le raisonnement de Rabelais, qui voulait prouver que l'ivrognerie était meilleure pour le corps que la médecine, parce qu'il y a plus de vieux ivrognes que de vieux médecins.

Rabelais.

Il nous reste maintenant à parler des dépenses de la France qui consistent principalement en ces deux points que nous avons déjà traités, savoir : sa Cour et ses armées, dont il est très difficile d'indiquer les chiffres exacts, à cause non seulement de la variété et de la différence des écrivains, mais aussi de l'incertitude sur le nombre des pensionnaires et des gens pourvus de charges, et enfin à cause des changements et de la différence des allocations, qui ne sont pas toujours continuées au même chiffre.

Toutefois, ce que l'on calcule le plus communément, c'est que l'entretien de cinq régiments d'infanterie, à six couronnes par mois, s'élève à 468,000 couronnes par an, outre la pension de cinq colonels à 2,000 couronnes chacun ; de trente capitaines à 1,000 couronnes de pension chacun, et de beaucoup de lieutenants à 500, et des enseignes à 300 l'un, ce qui fait en tout 74,000 ; ce qui ajouté à la première somme, fait que toute la charge de ces régiments monte à la somme de 542,000 couronnes par an. Ce chiffre ne diffère pas beaucoup de

celui indiqué par Bodin, quand il dit : « Le Roi peut entretenir à l'ordinaire 20,000 fantassins à raison de 3 millions et 500 mille couronnes, que si vous réduisez en couronnes le nombre de 6,000 fantassins, s'élève à un chiffre inférieur à l'autre, c'est-à-dire à 408,533 couronnes ; mais je pense que le premier chiffre est le plus près de la vérité. »

Pour l'allocation de ses gens d'armes sont calculés à 6,000, comme on l'a dit (bien qu'en réalité il n'y en ait que 4,000, et il en paye ainsi un nombre plus considérable) ; je suis la proportion de ceux qui disent que 51,750 couronnes est l'allocation ordinaire d'une compagnie de 100 par an, car lorsqu'il y a 6,000 hommes d'armes sur le terrain, il y a 18,000 chevaux en tout. D'après ce calcul des 100, précédemment établi, la solde entière de la gens d'armes s'élèverait à 3,105,000 couronnes.

Cabinet du Roi. Pour les dépenses de la Cour, vous pourrez les entendre établir ainsi : la table du Roi et celle des gentilshommes de la chambre à 112,000 couronnes ; pour ses menus plaisirs, 1,000 couronnes par jour, en tout 165,000 (mais ces chiffres sont ceux du dernier Roi qui était un grand donneur). Pour la grande et la petite écurie, 190,000 ; pour le connétable, 24,000 ; pour le grand-maître, 20,000 ; pour les maréchaux de France, 18,000 chacun,

ils n'étaient que quatre, mais maintenant ce n'est qu'un titre, sans aucune pension ou commandement, sauf pour les quatre principaux ; pour l'amiral, 15,000 ; pour le grand-veneur, 16,000 ; pour les gouverneurs de ses provinces, en tout 118,000 ; pour les gentilshommes de la chambre, leur pension, 1,200 couronnes chacun, en tout 600,000 ; pour les capitaines de ses gardes à cheval, 2,000 chacun ; pour leurs lieutenants, 800 ; pour 2,000 suisses de sa garde, 10,000 couronnes par mois, soit 24,840 ; pour tous les autres officiers domestiques, 100,000 ; pour les hérauts, 6,000 ; pour les maréchaux des logements et fourriers, 4,600 ; pour les prévôts-maréchaux des provinces, 1,000 chacun, en tout 24,000 ; pour 2,400 archers destinés à accompagner ces prévôts dans l'exécution de leur office, 720,000 couronnes ; pour ses ambassadeurs en divers pays, 250,000 ; pour ses officiers des finances, trésoriers, receveurs, contrôleurs et autres officiers de toutes sortes dans toute la France, une somme infinie et incroyable. Et aussi pour ce nombre considérable de cavalerie et d'infanterie fixé par le cabinet, outre ces gensdarmes et ces régiments que l'on nous a dit être à la solde du Roi.

Mais nous devons faire observer que de toutes ces charges de la Cour et d'autres ci-dessus mentionnées (excepté de celles de ses armées), nous n'avons aucune donnée assez

sûre pour en attester la véracité; ce sont seulement les charges supposées par ledit qui, par ses erreurs en diverses matières, perdu chez nous son crédit en ceci.

Toutefois, je crois qu'il est bon de rappeler que nous pourrions avoir par là quelques notions sur la différence entre ces offices et bien l'un dépasse l'autre, aussi bien en puissance et bénéfice qu'en préséance et honneur.

Pour parler particulièrement des dépenses de la Cour et de ce qui n'est que certain, le puis, n'ayant rien entendu à cet égard; seulement on suppose que les charges de la Maison du Roi s'élèvent à 500 couronne par jour. Il est sûr que ces dernières guerres ont forcé la Couronne de France à prendre une charge infinie; car nous lisons dans La Bruyère qu'en vingt années « nos Roys ont dépensé » aux guerres civiles, joinant dix millions d'or ». Et l'on dit que M. Gobelins, trésorier d'Espagne a soldé ses comptes, l'année dernière, par vingt et un millions d'or de dépenses; si cher coûta la reprise d'Amiens ne peut être mis en doute que cela fut une grande dépense (excepté le paiement des indemnités financières).

Ce qu'a été la dépense dans l'espace de trente-huit années de guerres civiles peut être aisément estimé comme infini, quand on considère toute la folle prodigalité et la

pation démesurable des princes, et spécialement du dernier, qui, on n'hésite pas à le dire, a laissé l'État engagé d'une façon ou de l'autre, soit par la vente des aides, l'aliénation de ses domaines, de l'argent pris à usure, etc., pour non moins de 200 millions de couronnes de dettes.

Ainsi nous pouvons dire que le Roi actuel trouva la France, après Charles IX et Henri III, comme Vespasien trouva l'Empire après Néron et Caligula, dont l'un dissipa 55 millions, et l'autre dépensa 67 en un an. A ce sujet, il proclama en plein Sénat que « quadragenties » millies (s. 1,000 mill.) opus esse ut resp. » stare possit ».

Mais il n'est pas merveilleux que la Couronne de France ait vu accroître ainsi ses dettes, quand on considère que même avant ses guerres civiles, lorsqu'il n'y avait pas de nécessités de dépenses, Henry II dût plus en douze années, dit Bodin, que ses prédécesseurs n'avaient prélevé sur la France, par tous les moyens, pendant les quarante années précédentes.

Et le chancelier avoua à la Cour du Parlement, du temps de François II, que le roi ne pouvait acquitter les dettes que son grand-père et son père avaient laissées en dix années. Ces dettes que Bodin, en particulier, prouve être d'environ 43 millions, dont il fait le compte

ainsi : 2,312,610 de prêts gratuits, dont il n payait pas d'intérêts ; 15,916,555 dont il payait les intérêts et 775,979 qu'il devait encore pour l'arrérage des intérêts qu'il aurait dû payer. En outre, au duc de Ferrare, et autres dettes pour mariage, la somme de 8,514,592. Et, en outre, d'autres dettes à divers marchands 1,564,787. Et, en outre, la somme de 14,961,771 pour laquelle ses aides, domaine et gabelles du sel étaient engagés. Et enfin 3,000,000 qu'il devait à l'Hostel de Paris.

Mais le commencement de tout est imputé à François I^{er} qui, ayant dans ses coffres un million et 500 mille couronnes en monnaie courante, voulut cependant faire de grands emprunts à gros intérêts pour être en état de faire ses guerres en Italie. Conduite bien entendue, et qui (si nous pouvons comparer les grandes choses aux petites) ressemble à celle d'un homme avide et ambitieux qui va s'aventurer à l'achat des terres de son voisin avant de s'être bien pourvu pour un tel dessein mais prend de l'argent à un intérêt qui le ruine ; si bien qu'il est à la fin, forcé, non seulement de vendre son dernier achat, mais aussi son ancien patrimoine.

Par suite de ces gros intérêts, un prince en vient à une de ces deux extrémités, ou de détruire entièrement son domaine et ses finances, ce dont les rois de France sont de bons exem-

les, ou autrement de faire banqueroute, et de ne payer personne, comme le fit récemment le roi d'Espagne avec les marchands de Gênes, Florence, Hambourg et presque toutes les banques de la chrétienté ; de telle façon que l'année dernière, quand j'étais en Italie, j'ai pu entendre dire en dérision, que le Roi d'Espagne avait fait plus de mauvaises figures à la Bourse, en un jour, que Michel-Ange, le fameux peintre et sculpteur n'avait fait de belles figures dans toute sa vie.

Le roi Philippe apprit cette façon d'emprunter de Charles I^{er}, son père qui, à une époque, fut endetté de 50 millions, pour lesquels ses domaines et les revenus de Naples et de Milan furent engagés ; et une fois aussi en vingt ans il se déchargea de toutes ses dettes de la même façon. Et sûrement ils avaient pu agir ainsi, sans que cependant les créanciers n'aient rien perdu (tellement irraisonnable était l'intérêt qu'ils avaient pris), de telle façon que les rois d'Espagne payaient trente ou quarante pour cent au moins de tout l'argent qu'ils avaient emprunté des Gênois, avant que leurs soldats ne l'aient reçu dans les Pays-Bas.

Les rois de France n'étant pas capables de s'acquitter de cette façon envers leurs créanciers, mais se ruinant de plus en plus, pendant ces quarante années, parce qu'ils avaient de grands troubles et, par conséquent, de

grandes charges et peu ou pas de bénéfice par leurs finances et aides (qu'ils avaient aliénés pour se défrayer).

On peut bien penser que maintenant la couronne de France est grandement endettée, mais si cela monte à la somme de deux millions ou non (comme on le rapporte généralement), je n'ose le dire.

Monsieur Bretagne, sous Charles IX, en sa harangue, pour le Tiers-État, à l'assemblée de Saint-Germain, après avoir exposé plusieurs moyens pour payer les dettes du royaume, conclut en ces termes : « Les propriétés réelles de l'église, dit-il, sont de 4 millions de rente annuelle. Ces propriétés vendues, le montant s'en élèverait à 120 millions. Ceux-ci, 48 millions pourraient être employés, sûrs, à intérêt, pour le clergé, ce qui lui procurerait ses 4 millions par an, sur un capital de douze, c'est-à-dire à 8 1/3 o/o. Cela, comme c'est le taux communément en France. Il resterait alors pour le Roi 72 millions, avec 42 desquels il pourrait payer ses dettes et racheter son domaine et ses fiefs engagés, et avec les 30 millions qui resteraient, il pourrait fortifier ses frontières, entretenir ses garnisons, accroître ses manufactures, et se fournir lui-même en toutes choses ». Si, en ces jours, un conseiller sage qu'il n'y en eut jamais d'autre dans

pays ne trouva pas de moyen possible de payer les dettes du Roi, sans vendre les biens de l'église, vous pouvez supposer combien cela serait chose difficile de chercher le moyen de les payer maintenant, qu'elles sont devenues cinq fois plus considérables qu'elles n'étaient alors. Car tout le domaine royal est engagé comme il a été dit plus haut (et La Noue dit que l'on a engagé pour 15 millions ce qui en vaut 50).

Les rentes de ses aides sont aussi dissipées, car elles sont engagées à chaque généralité en France ; comme de Paris, Caen, Rouen, etc., au nombre de vingt et une, et chacune en a sa part ; ce qui serait trop fastidieux à établir en détail.

Les offices sont tous vendus et plusieurs mille ont été créés au-dessus et en outre de l'ordinaire, avec lesquels on s'est fait de l'argent. Son pauvre peuple est déjà, avec ces guerres civiles, si pillé et appauvri, qu'il n'y a presque plus rien à en tirer. Du moins, je ne le vois pas. Mais nous pouvons dire de ce Roi, comme le *Recueil de l'Estat de France* dit du duc de Savoie : « Quant à son argent, pour » faire bonne chère en sa maison, il en a assez, » mais pour faire une si grande guerre, non ». Ainsi du Roi « pour être en joie avec ses amis » dans ce joyeux temps de paix, il a assez d'argent, mais pour payer une si grande somme » d'intérêts, non ».

es revenus.

Il nous reste à parler des revenus ou rece-
du Roi : car un prince ne peut avoir paix
guerre, ni guerre sans hommes, ni hon-
sans argent, ni argent sans ressources, et
ressources ne sont autres que les suivan-
savoir : la première, le domaine ; la deuxi-
les conquêtes ; la troisième, les dons des
la quatrième, la pension des alliés ; la
quième, le trafic ; la sixième, les impôts
les marchandises exportées ou importées ;
septième, les impôts des sujets, et la huiti-
que les rois de France ont récemment inv-
d'obtenir, quand toutes les autres ont man-
qui est la vente des offices, plus dangereuse
plus préjudiciable à l'État que toutes les au-

Je vais vous présenter des observations
ticulières à chacune de ces ressources et,
conclure, vous indiquer le chiffre total qu-
vient généralement à la couronne de F-
en les réunissant toutes.

1° Le Domaine, qui est pour ainsi dire
douaire que l'État apporte à son époux le
pour sa protection, sa défense et son entre-
et c'est pourquoi Haillan a dit : « N'est au-
» ains à la Couronne ».

Il y a deux sortes de domaines : 1° la r-
que le Roi tient entre ses mains des
donnés pour ses services ; 2° ce qui est un
incorporé à la Couronne. Les droits du d-
sont ceux-ci : rentes, cinquièmes, pay-

et aliénations, tributs, péages, passage de tout ce qui entre dans les cités ou en sort, de toutes natures, bois, forêts, etc.

Telles sont les plus anciennes et les plus légitimes sources et fondations des finances ; car, nous pouvons lire dans Tite-Live, qu'au début, il n'y avait dans Rome que dix-huit mille acres de terre dont un tiers était pour l'Église et les Sacrifices, un tiers pour la République et le troisième pour les citoyens. Ce qui est confirmé par Denys d'Halicarnasse, qui vivait avec Maître Varro, le vrai greffier des antiquités romaines, comme l'appelle Bodin. Un citoyen romain n'eut d'abord que deux acres, mais après l'expulsion des Tarquins ils en eurent sept chacun. Cette division, chez les Romains, leur venait des Égyptiens qui divisaient toutes leurs terres en trois parts : une pour l'église, une autre pour le Roi et la troisième pour les calasyres.

Tite-Live.

Pline.

Diodore.

On appelle Domaine ce qui appartient à la Couronne, 1° par Possession, de temps immémorial ; 2° par Réunion ; par manque d'héritiers mâles, faisant rentrer les apanages au domaine ; 3° par Confusion ou défaut de quelqu'un qui puisse justement réclamer (comme les terres qui sont mises sous sequestre en Angleterre) ; ou, en dernier lieu, par confiscation des héritages des coupables. Au sujet de ces derniers, nous lisons que dans les temps de saint Louis,

on confisqua pour le domaine les comtés Dreux, Bray, Fortyonne et Montreuil, le Guedoc, Guyenne, Anjou, Maine, Touraine, l'Auvergne, et plus tard, du temps de Philippe le Bel, le duché d'Alençon, les comtés de Perche, Périgord, Ponthieu, La Marche, Angoulême, etc., et le marquisat de Saluces. Bodin dit que beaucoup de ceux-ci vinrent à la Couronne par la force. Le sieur de La Serre dit : que ce fut par voies d'échange ou d'achat. Mais l'auteur des Commentaires de l'État, de la religion, de la politique de France est de la première opinion. Ainsi, le domaine était assez considérable dans les premiers temps, pour pouvoir par lui-même, sans opprimer le peuple par les impositions : pour pouvoir, dis-je, entretenir l'État et la grandeur des rois de France ; il est maintenant entièrement dévasté.

Derniers
troubles.

« On sait bien que le domaine qui se
» entretenait la splendeur et le lustre de l'État
» Royal, n'est tel qu'il était du temps des
» règnes des rois Louis XI, Charles V et
» Louis XII. La continuation des guerres ci-
» viles l'a fait engager en plusieurs mains ; en
» telle sorte qu'il faudrait plus de quinze ou
» seize millions de livres pour racheter ce qui
» en vaut plus de 50 millions. »

Et Bodin dit que presque tous les comtés, baronnies et seigneuries du domaine sont engagés pour la neuvième ou la dixième partie de

valeur. Vous remarquerez que les terres
domaine sont inaliénables, excepté dans
cas : « 1° pour l'appannage des frères ;
ur les guerres » ; et ceci doit être confirmé
les arrêts du Parlement.

is tous les autres cas, tous les hommes
i et les historiens sont d'avis qu'il est ina-
able, et beaucoup d'arrêts des dernières
ies l'ont confirmé. J'ai lu que la « Magna
narta » d'Angleterre dit que les rois, quand
sont couronnés, prêtent serment de ne pas
iéner ; et il en est de même en France. Et
n'y a pas de prescription de temps qui soit
ne pour rendre de telles ventes ou aliéna-
as valables, mais elles peuvent être recou-
les et rachetées chaque fois que la Cou-
ne est en état de le faire. A ce propos,
utarque dit bien : « les hommes ne peuvent
prescrire contre Dieu, ni les particuliers
contre la République ».

Pla
G
C
le C

2° Quant à la deuxième manière de faire de
argent par les Conquêtes, l'État actuel de la
rance n'en peut fournir d'exemple, car elle a
té longtemps du côté perdant ; mais nous
sons que les Turcs, journellement, quand ils
onquièreient une province ou un pays, donnent
es terres à tel ou tel, pouvant les servir dans
es guerres, et qu'ils les envoient là, comme si
étaient des colonies où chacun peut jouir de
on lot de quelque vingt-quatre acres ou même

CONC

Les parties
casuelles en
France sont seu-
lement la
vente des offices.

de trente, suivant d'autres calculs. Le leur donne aussi du froment pour en la terre, sous condition de lui payer la des fruits de la septième année et la moi la douzième. Lorsque l'un d'eux vient à rir, ses biens reviennent au Turc, de sor « ses parties casuelles », comme il les a lui font un grand revenu.

De même les Espagnols ont envoyé d peuple au Pérou pour l'habiter (employ même moyen que le Turc) et de là, ils vent annuellement la valeur de deux mil c'est la cinquième partie de l'or, de l'arg des autres produits qui ont été trouvés le pays.

DONS DES AMIS.

3^o Pour la troisième manière, elle est tenant hors de saison ; elle était en usage ce bon vieux monde, quand « on se mo » sur la manche », comme disent les Français. Car maintenant les princes sont si le donner, que c'est à peine s'ils peuvent ce qu'ils doivent. Nous pouvons lire Polybe, Florus et autres, ce qu'ils disent ces présents du roi d'Égypte qui envoy cité de Rome, quand elle fut plongée d détresse par Annibal, la somme de 400,000 rones, et Hiéron de Sicile lui envoy couronne d'or, du poids de 300 livres habitants de Rhodes avaient un vieux ru colosse tombé, qui gisait tristement :

lai, et avait dans sa chute brisé trois ou quatre vaisseaux; pour réparer cette perte, le roi d'Égypte leur envoya 1,800,000 couronnes en or, outre une grande quantité d'argent, et 3,000 muids de froment. Hiéron leur envoya 50,000 couronnes. Ainsi fit Ptolémée qui envoya des présents considérables à ceux de Jérusalem; nous pouvons lire que six royaumes ont été donnés aux Romains par testaments, et que le duché de Guelderland fut donné au duc de Bourgogne, il n'y a pas beaucoup plus de cent ans.

4° La quatrième manière est aussi de Pensions que les princes reçoivent de leurs alliés, sous quelque considération : de ce côté-là, les coffres français n'ont rien à espérer, car ils donnent plutôt que de recevoir, comme, par exemple, à divers cantons de la Suisse, à qui ils ne payaient primitivement pas plus de 120,000 livres par an, mais depuis cinquante ans ils ne payent pas moins de 2 millions annuellement. Car, dit Commines : « Louis XI » entra en ligue avec les Suisses, et eux dans » sa pension » ; il leur donna par an 40,000 florins, dont 20 pour les cités et 20 pour les citoyens en particulier, sous condition d'avoir une certaine proportion de leurs armées pour le servir en toutes occasions dans ses guerres. Alliance avantageuse, à mon avis, pour les Suisses qui, par ce moyen, s'enrichissaient eux-

PENSIONS
DES ALLIÉS.

mêmes, débarrassaient leur pays de beaucoup de membres mauvais et paresseux, et nourrissaient de bons soldats pour les servir eux-mêmes en cas de nécessité, aux frais du public.

Le Turc reçoit également une pension de l'empereur de Germanie pour certains domaines qu'il possède en Hongrie ; ce que, nécessairement, il se vante de recevoir comme un tribut. Plusieurs exemples de ce genre peuvent être cités : comme celui de Philippe de Macédoine qui, par ses pensions, rendit la Grèce pacifique de son côté, et le roi de Perse qui, par ses pensions également, eut raison des forces de l'Asie.

TRAFFIC. 5^e La cinquième manière, qui est la plus moderne, ne rapporte rien aux rois de France. Elle considère dans ce pays le commerce comme une sordide sorte de profession pour un vilain homme, et beaucoup plus pour un homme de bien par les lois d'Angleterre, de France et de Germanie, celui qui trafique en marchandises perd sa qualité de gentilhomme. La loi défendait à un sénateur romain de s'occuper de commerce et d'avoir des navires marchandes.

Bodin. « quæstus omnis patribus indecorus videtur. Les sénateurs estimaient qu'il était indigne de leur rang de faire aucun genre de commerce ou de trafic. Et les lois des empereurs faisaient la même défense aux gentilshommes et aux hommes d'église.

ces lois et le discrédit que cela ap-
 la noblesse, car, dit Tullius Cicéron : Cic
ores sunt sordidum genus hominum »,
 chands sont une basse classe du
 », si douce est la faveur de gagner,
 icoup en ont usé comme de grands
 pour accroître leurs finances. Le grand-
 Toscane actuel gagne énormément de
 manière et beaucoup plus par ses mono-
 loyaux et tyranniques, car il achète
 inément tous les grains de son propre
 à son propre prix, et aussi celui qui
 des autres places; puis il publie un
 do » ou proclamation pour défendre à
 omme de vendre aucun grain dans tous
 ats avant que le sien soit vendu; forçant
 ous les boulangers et autres gens à lui
 r. Suivant Bodin, Alphonse d'Aragon
 ya le même moyen pour s'enrichir. Les
 Portugal aussi et la seigneurie de Venise
 é de grands commerçants, mais d'une
 e plus honorable, par mer, et non au
 ice de leurs propres sujets. La noblesse
 e, dans toutes les cités (excepté Naples),
 it pas à déshonneur de faire le commerce
 s, comme vous le verrez quand vous irez
 ie.

a sixième manière est d'obtenir de l'ar-
 ar les produits et les marchandises
 t dans le pays ou qui en sortent.

la plus ancienne et la plus approuvée par tous les princes :

Bodin.

DOMAINE
FORAINE OU
AIDES.

Haillan.

Les derniers troubles ont rendu ce très petit pour la couronne de France ces quelques années passées. Les dépris dans cette branche sont ceux :
 » haut passage ou domaine foraine et
 » foraine », douanes intérieures et c.
 Le prince doit en tirer un impôt de cent, juste autant que ce que prélèvent les Romains : « *Teste Cicerone in preliis* »
 » *lienci* », « comme en témoigne Cicéron »
 » sa préture de Sicile ». Le Turc paye pour cent de l'étranger et cinq pour ses sujets. Le Français fait le contraire : vous devez noter que ce que j'appelle ici le domaine forain ou aides, primitivement garanti par le duc Charles, duc de Normandie, quand il fut prisonnier en Angleterre ; c'est le paiement de 12 deniers (une livre) sur toutes les marchandises et denrées qui se roient vendues en ce royaume, excepté le vin, le bled, le sel et autres blés ; mais depuis il s'est fait perpétuellement la position du vin vendu en gros par le détail en Normandie, au détail. »

C'est comme la gabelle sur toute la nourriture que les princes prennent sur leurs sujets en Italie, ou l'assise sur le

que les États perçoivent dans les Pays-
; peine dont nous n'avons pas à souffrir
Angleterre où nous sommes libres aussi
beaucoup d'autres impôts que les peuples
es pays sont forcés de supporter; et cepen-
vous pouvez entendre notre peuple (parce
l est ignorant de son propre bonheur, dont
uit sous le gouvernement béni de notre
ieuse Souveraine, et parce qu'il ignore les
ères des autres) murmurer et se plaindre
e « taxe ou subsidé » comme d'une chose
portable et qui n'est rien en comparaison
impôts prélevés dans d'autres pays.

uant à la gabelle du sel, qui est aussi com-
e sous ce titre, quelques-uns disent qu'elle
crée par Philippe le Long, d'autres par
ippe de Valois, en 1328. La vérité est que
l'ordonnance de François I^{er}, en 1541, établit
impôt de 24 livres sur chaque muid. Et
s l'année 1543, une ordonnance fut faite
e que la gabelle soit prélevée aussi sur le
son de mer salé, et en 1544, il fut ordonné
le sel serait vendu et distribué dans les
asins de chaque généralité. Le bénéfice
ette disposition a été considérable pour
ouronne, jusqu'en l'année vingt et une où
loi fut contraint par besoin d'argent à la
er à d'autres : il perdit de ce chef (comme
t prouvé par mon auteur) 836,000 cou-
es par an. Il y a aussi un genre de taxe

GABELLE DU SEL.

Derniers
troubles.

appelé l' « Équivalent » qui est une imposition prélevée sur quelques personnes et (mais pas généralement) pour avoir la faculté d'acheter et de vendre le sel, et d'être des magasins.

L'impôt du vin est prélevé sur toute exception ou exemption d'aucune espèce est réservé la vingtième partie pour le roi, outre des autres droits : les logements de justice, entrée dans les cités, passages par terre et par rivières, etc. Enfin, un impôt plus de cinq sols sur chaque muid, prélevé par Charles IX en 1561.

**TRAICTE
FORAINE.**

Quant à la « Traicte foraine », elle est de même nature que les aides, sauf qu'elle est prélevée sur une plus grande sorte de marchandises. En outre : les « aides » : l'impôt sur les dépenses faites dans l'intérieur du pays, et la « Traicte foraine » sur les produits qui sont exportés, comme : froment, vin, vinaigre, verjus, cidre, moutons, agneaux, chevaux, lard, jambon, huile, poisson, poisons de toutes sortes, métaux de toutes sortes, les soies et vêtements de toutes sortes, bœufs, orge, avoine, porcs, suif de toutes sortes, et finalement toutes les marchandises, comme : fruits, parchemin, papier, verre, bois, cordages, etc.

**IMPOSITIONS
SUR LES SUJETS.**

7° Le septième terrain ou fondation des finances, c'est l'imposition sur les sujets

lire, non pas sur des marchandises ou profits, mais sur les personnes elles-mêmes, suivant leur position ; ce qui ressemble beaucoup à l'évée de la taxe et du subside en Angleterre, chacun paye suivant les terres et les biens qu'il possède. Aussi Haillan juge bien quand il dit que cet impôt n'est ni personnel, ni royal, mais mixte « imposé au lieu du domicile sans égard à tous les biens du taillable dans quelque part qu'ils soient assis et posés ». Ces tailles furent d'abord levées par saint Louis, mais par voie de subside extraordinaire. Charles VII les rendit ordinaires pour l'entretien de la gendarmerie, et tandis qu'elles étaient primitivement levées que du consentement des Trois-États, et à supporter seulement pendant la durée de la guerre, il les rendit perpétuelles. C'est pourquoi Haillan dit : Ce qu'était accordé par grâce est depuis devenu patrimonial et héréditaire aux Roys ». Mais c'est le sort commun, et je pense qu'il n'y a pas de pays en Europe où cela ne se passe de la même façon. Il faut encore remarquer que ces tailles ne sont prélevables que sur le pays ; toutes les cités en sont exemptes, ainsi que tous les officiers de la Maison du Roi, les conseillers, avocats et officiers des cours du Parlement, toute la noblesse, les ecclésiastiques, les officiers de guerre, les gradués des Universités, etc.

Haillan.

TAILLE.

TAILLON.

Le « Taillon » est une autre imposition fut prélevée par Henri II, et cela pour payer les gages des gensdarmes qui, en raison de la modicité de leur solde, fréquentaient chez les pauvres paysans et les dévalisaient. Pour leur venir en aide, on décréta cette imposition qui pesa aussi sur le pauvre qui fut bien aidé à l'origine ; mais maintenant tout est perverti ; le pauvre est toujours primé et de plus il paye à la fois la taille et le taillon.

Enfin, il y a la solde ou paye des 50,000 gens d'armes, qui, vous pouvez vous le rappeler, furent créés par Louis XI en huit légions de mille par légion, ce qui, avec les officiers, bien environ ce nombre. Pour entretenir ces légions, il y eut une taxe levée sur toutes les personnes privilégiées dans la taille, excepté les nobles. Il y eut aussi les décimes levées sur l'église. Pour la levée de la taille, du taillon et de la solde des 50,000 gens à pied, vous pouvez noter que le Roi envoie ses lettres-patentes par des commissionnés aux trésoriers de chaque généralité. Ceux-ci, suivant la somme, établissent la part de chaque élection (comme nous disons cent dans un comté ou bailliage) et envoient dans ces élections pour avoir la somme recueillie dans leurs diverses vicinages, en raison de leur estimation.

Ils en font de même aux maires, co

hebins et tous officiers principaux de chaque té, qui sont responsables de chacun de ces yements, et qui, estimant chaque individu l'après ses moyens, donnent leurs rôles à certains collecteurs pour les recueillir. Ceux-ci sont obligés de les apporter par quartier aux receveurs qui les portent eux-mêmes aux receveurs généraux, de la même manière qu'ils les ont reçus ; puis ils reçoivent une quittance, après que les comptes ont été vérifiés par le contrôleur général.

Tels sont tous les moyens par lesquels les Princes prélèvent leurs finances ; d'où nous voyons que parfois il n'y a rien à prélever pour le Roi, mais tout pour d'autres, et d'autres fois tout est pour Lui seul et rien pour les autres.

8° Il reste encore un moyen (bien qu'extraordinaire) pour un Prince de battre monnaie, que les nécessités du temps et l'inanité des autres moyens ont contraint les rois de France d'employer dans les dernières années : c'est la vente des charges ; très dangereuse et nuisible marchandise, aussi bien pour le Prince que pour le sujet.

VENTE
DES CHARGES.

Les Rois français, dit Bodin, ont appris cette leçon des Papes, chez qui il est aussi familier qu'ancien, de vendre des évêchés, des cures et des promotions ecclésiastiques ; conduite, dit-on, « de grande conséquence et très péril-

DERNIERS
TROUBLES.

« leuse, mais couverte de nécessité ». Elle en vérité, trois fois périlleuse, parce la vente des offices cause la vente de la justice par laquelle ces acheteurs payent en gros qu'ils doivent donner en détail, oubliant ce qui fut dit à Sophocle, le gouverneur athénien : « Il faut qu'un gouverneur ait » seulement les mains nettes, mais les » aussi ». Ils ne peuvent dire, comme le Périclès sur son lit de mort : « Que nul Athénien n'ait rien pour occasion de luy n'avait onc porté robe noire » ; car ceux-ci, en vendant la justice et en dépouillant les pauvres de leurs droits, donnent de justes causes de plaindre l'orphelin et à la veuve opprimés, et aussi porter cette robe noire dont parle Plutarque.

Saint Louis, parmi beaucoup d'autres bonnes lois et la révocation de plusieurs impôts extraordinaires, fit aussi un édit contre la vente des offices, et l'on rapporte d'Alexandre Sévère qu'il aurait dit, lorsque quelqu'un offrait une pièce de monnaie pour la vente d'un office : « *Non patiar mercatores potestatum* », « Je ne » veux permettre à personne de vendre des » offices ». C'est pourquoi l'orateur athénien aurait dit, à Timarchus « que la vie et non la » bourse de ceux qui se présentaient pour des » offices devait être scrutée ». Et nous lisons dans Plutarque qu'anciennement celui qui se présentait pour un office dans Rome devait se

présenter lui-même à certains jours avant l'élection dans le Forum, vêtu d'une robe assez simple pour que le peuple puisse à travers voir ses blessures qu'il avait reçues pendant les guerres pour le service de la patrie, et le choisir, s'il l'avait mérité. Et pour empêcher celui qui aurait voulu par subornation, corruption ou autre moyen indirect et déloyal, chercher à obtenir aucun office ou autorité, les anciens Romains avaient fait un grand nombre de lois bonnes et salutaires contre une telle manière de procéder, qu'ils appelaient *Ambitus* », c'est-à-dire une ambitieuse recherche d'emploi; ce que défendait la loi *Petilia*. La loi *Calpurnia* déclarait ceux qui servaient de tels moyens incapables à jamais d'exercer un emploi; et la loi *Tullia* punissait ceux qui en étaient convaincus, de dix années d'exil; tellement de tels achats étaient odieux à cette époque.

Et du temps de Ferdinand, ils avaient une pareille loi en Espagne, contre la vente de quelque office, soit de guerre, soit de justice.

« Que ose quedam vender ni trocar officios de Alcaldid, ny Alqua-Ziladgo, ny Regimiento, ny vientes quatria, ny sid executoria, ny juraderia. » Cependant, vous pouvez observer que, malgré le mal que cela fait à la fortune publique et malgré les défenses formelles, la nécessité a souvent forcé les princes

Turquet.

Hist. d'Espagne.

à faire ce qui leur est si particulièrement sible. « La pauvreté quelques fois cont
 » Roy de casser bonnes loix pour sub
 » ses affaires; et depuis qu'une fois on
 » ceste ouverture, il est presque impossible
 » remédier. »

C'est une chose étrange à considérer et facile à croire quelles sommes énormes ont été obtenues ici en France par ces ventes. Il n'y a pas un collecteur, un contrôleur, un receveur, sergent ou officier subalterne de quelque nature, qui n'ait acheté son office du Roi et à un prix élevé. Car j'ai entendu dire de gens véridiques, et nous avons pu lire dans les récents écrivains, que ces offices achetés en France à un prix plus élevé que celui de nos terres en Angleterre depuis plusieurs ans. Nous devons observer qu'ils les achètent à vie, et qu'après eux, ils retournent au Roi qui les vend de nouveau. Un homme qui est malade, ou en danger de mort, ou sous le poids d'une nécessité quelconque, peut vendre son Office, ou le résigner à son fils ou à son ami; la vente est bonne, si la partie vendante n'est morte que quelques jours après que la vente ou la résignation a été confirmée; autrement, non.

Maintenant nous allons considérer comment le Roi de France peut retirer de tous les moyens dont nous venons de donner le détail.

L'état des finances, domaine et tout, du temps de Charles V, en 1449, n'était que de ,400,000 livres. Henry II « levait sur son peuple par voye ordinaire quinze millions de francs tous les ans, dont quelque partie a depuis esté engagée pour les dettes. Nonobstant lesquelles nostre Roy en tire autant aujourd'huy ».

Bodin.

La Noue.

Mais, nous devons observer que cette somme depuis les dernières années a considérablement augmenté (de deux tiers) à ce que l'on croit. Car depuis cette époque (il y a soixante ou quatre-vingts ans) où la somme ordinaire était de 15 millions de francs ou livres, elle est maintenant d'autant de couronnes. Et Monsieur Rivault, le trésorier du duc de Mayenne, n'avait pas honte de dire, il y a huit ans de cela, que son Maître avait fait produire au royaume de France un meilleur revenu, qu'aucun prince n'avait pu faire jusqu'alors, car, disait-il : « au lieu qu'il ne vallait que dix-huit ou vingt millions, il en vaut aujourd'hui cinquante ».

Maheustre
et Manant.

Et un autre dit que seulement par la vente des offices, en l'espace de vingt années « le Roy » en a tiré cent trente et neuf millions », ce qui fait la proportion de sept millions par an. Ainsi, on peut conclure avec probabilité, que les revenus sont au moins de quinze millions de couronnes (d'accord en cela avec les anciens écrivains). Nous ne pouvons pas penser que

ces gens se soient trompés en com-
couronnes pour des livres (considérant
Bodin, La Noue et d'autres anciens é-
parlent seulement de livres et non de
ronnes). Car on a commandé par ordre
spéciale que les comptes de la France
tenus en couronnes, et le compte par-
cessé. De façon que lorsque nous lisons
les Histoires de France, de quelque sor-
mille, million, etc., sans indiquer si
couronnes, nous devons avoir respect
époque où cela a été écrit ; si cela
plus de vingt années, il est question
vres ou francs, tandis que s'il y a moins
vingt ans, on doit comprendre que l'on
de couronnes. Cette règle ne peut
tromper.

Ayant brièvement parlé de Ses reve-
suffisamment des moyens par lesquels il
prélève, et particulièrement des dern-
qui n'est pas le moins import- (t, c)
de la vente des Offices, qui ne
tenant concédés à celui qui
remplir, mais à celui qui pa-
de qui nous pouvons dire, cor-
de ceux de son temps, et après
Montléry : « ... devait ses E-
» pour s'en ... firent de,
» tres qui ... lieues p-
Ainsi ces ... de ceu.

laient le peuple beaucoup, et concédés à d'autres qui le pillaient dix fois plus ; ayant, dis-je, parlé suffisamment de ces choses, il me reste à reprendre la course que j'ai déjà faite : c'est-à-dire, après avoir parlé de la Cour, de rendre compte des Officiers de la Cour, et après avoir discouru sur ses armées, de parler de ses officiers de guerre. De même ici, après avoir fait mention de ses Finances et de ses Revenus, je dois parler des Financiers et Officiers qui servent pour les réunir, les garder et en disposer. De ces Officiers, nous pourrons dire ce que le Philosophe dit des femmes, que c'est « Mala necessaria » (des maux nécessaires). Et, comme il en dit : « les » moindres sont les meilleurs ». Mais lorsque nous lisons que les anciens Romains en avaient un seul pour une province, nous devons observer qu'ici, il n'y en a pas moins de mille dans quelques provinces.

OFFICIERS
DES FINANCE

Le principal de ces Officiers est le Trésorier d'épargne, institué du temps de François I^{er}, en place du Receveur général. Il y a aussi un autre Trésorier dit « des Parties casuelles ». Les troisièmes sont les Trésoriers généraux de France, qui sont aussi appelés Trésoriers de France, car nous avons déjà parlé des Trésoriers ordinaires et extraordinaires des Guerres, quand nous avons traité des forces du Roi, et des Trésoriers des Menus-Plaisirs, quand nous

Trésorier
d'épargne.

Trésorier des
parties casuelles

Trésoriers
généraux.

avons parlé de la Cour. Nous pouvons, en partie, concevoir le nombre de ces Trésoriers généraux et tous autres Officiers des finances par le nombre des Généralités qui existent en France et des différents offices dans chacune d'elles.

Généralités. Il y a vingt et une de ces Généralités dans toute la France : Paris, Rouen, Caen, Nantes, Tours, Bourges, Poitiers, Agen, Toulouse, Montpellier, Aix, Grenoble, Lyon, Riom, Châlons, Amiens, Orléans, Soissons, Limoges, Moulins.

Elections. Dans chacune de ces Généralités, il y a diverses Elections, c'est-à-dire diverses circonscriptions pour la recette des finances. Ainsi, dans la Généralité d'Orléans, il y a onze Elections ; dans les autres Généralités, il y en a plus ou moins — en tout cent soixante-dix.

Dans chaque Généralité, il y a dix-huit Officiers, trois Receveurs généraux des tailles, un Receveur général des dîmes, deux Receveurs généraux des forêts, et pour chaque Région un Contrôleur général ; deux Trésoriers généraux de l'extraordinaire de la Guerre, pour le paiement des Garnisons et des soldats en campagne de guerre.

Outre tous ces Officiers généraux, il y a dans chaque Election particulière trois Centeniers, deux Collecteurs de la taille, trois des aides et autres Officiers inférieurs. S'ils sont

ent nombreux dans une seule Élection, vous pouvez juger du nombre infini dans toute la France, sur laquelle ils s'étendent comme les mutuelles d'Egypte.

Je dois ici rappeler la Chambre des Comptes, principale Cour des finances, où il y a quatre résidents, douze Maîtres, dix-huit Auditeurs, quatre Correcteurs, un Procureur général, un avocat, un Greffier, six Huissiers ou Serjents et autres Officiers inférieurs, au nombre (dit Bodin), de deux cents, sans compter les serviteurs ; et il n'est pas probable que le nombre ait diminué depuis ce temps. En conclusion, les Officiers ici et dans les autres places sont tellement nombreux qu'un Président de cette Cour prouvait, aux Etats de France, dans l'Assemblée à Blois, que d'un écu (six shillings), qui était payé par le sujet, il arrivait qu'un teston (un shilling, huit pences), dans les coffres du Roi.

Chambre
des comptes.

La Cour des Aides est aussi pleine d'offices que l'autre : Ces finances, dit Haillan, « ont été brouillées, altérées, changées et réduites en art si obscur, que peu de gens y entendent et peuvent y entendre, s'ils ne sont nourris en la caballe de ceux qui l'ont obscurcie. »

Cour des aides.

Il n'est donc pas étonnant qu'il y ait beaucoup de différences entre les auteurs sur le chiffre de la somme et sur le nombre des Officiers.

SES MONNAIES.

Cependant, maintenant que j'ai pu de ce labyrinthe, grâce à la clef des écrivains et des gens les mieux informés, j'ai pu rencontrer, je vais continuer à former du reste, et d'abord des Monnaies de France ; car nous savons que ces Finances sont jamais sans monnaie. Et, après avoir voulu parler de l'Administration de la Monnaie, et, par conséquent, des Cours, des Intérêts, et autres de la même espèce, qui sont les gens du monde sont ceux qui courtisent l'argent avec le plus d'avidité.

Les monnaies de France sont soit d'argent, soit de cuivre. Je devrais m'être renseigné sur les monnaies d'or, mais c'est là je ne connais que la Couronne, qui est de trois ou quatre sortes, dont celle au Soleil, la meilleure, et la demi-couronne. Cellules d'argent sont : la livre ou franc, qui est de 20 shillings sterling ; le quart d'escu, qui est de 1 shilling 6 pences ; le Teston qui est de 2 demi-sous moins ; la pièce de 10 sous de 1 shilling sterling, le demi-quart de Teston et la pièce de 5 sous qui est de 6 pences sterling.

Celles de cuivre sont : la pièce de 1 sou qui est de 3 pences ; celle de 3 blancs de 3 demi-pences. Le sou, de 12 deniers, le liard, de 4 deniers, le double, de 2, le denier lui-même dont 10 font un pe

ing. Cette sorte de menue monnaie n'est en : en France que depuis le commencement es guerres civiles. Le Teston est le meilleur argent. C'est une vraie et générale plainte qu'il y a beaucoup moins de monnaie en France que jamais, et que c'est la meilleure moitié des couronnes françaises qui est partie du pays en ces vingt années. Ce qui ne peut étonner, si l'on considère que cette marchandise est presque toute engagée, que le pays ne produit rien, parce qu'il n'est pas cultivé, et qu'il y a toujours un grand nombre de soldats, spécialement des Suisses et des Reîtres que l'on doit payer.

Ce que dit Bodin est très vrai que, pendant que la monnaie diminue en France, elle augmente dans les contrées de l'ouest du monde, et qu'il y en a de moins en moins dans les parties de l'est. Car il rapporte, d'après Strabon, que dans les premiers temps, les rois d'Egypte prélevaient annuellement sur leur peuple 7 millions $\frac{1}{2}$. Et Plutarque dit que Sylla taxa l'Asie-Mineure à 12 millions de couronnes ; ce qui est un peu moins que la sixième partie de ce que possèdent les Turcs, qui, à présent, ne prélèvent pas beaucoup plus dans toutes leurs possessions. Mais dans ces contrées, vous le voyez par ce royaume de France, les revenus deviennent de plus en plus considérables. L'abondance des monnaies en

est la cause capitale. Elle est aussi la cause qui fait augmenter le prix de toutes les choses, non pas parce que ces choses sont plus chères ou le peuple plus riche (ce que quelques-uns voudraient bien se persuader).

Bodin.

Et c'est pour cela qu'il raisonne bien qui dit : que le revenu de Charles VI, qui n'était que de 1,400,000 francs, était aussi suffisant pour soutenir la grandeur du Roi de France que celui de Charles IX, qui était de 15 millions, considérant le prix de toutes choses et l'augmentation de la solde des officiers. Et, conséquemment, la rançon de 500 mille livres payée aux Turcs par le Sultan d'Egypte, est aussi considérable que celle de 3 millions de couronnes que François I^{er} paya à Charles I^{er}.

ADMINISTRATION
ET EXÉCUTION
DE LA JUSTICE.

Assemblées.

Il me reste à parler de l'administration et de l'exécution de la Justice et de ces Places et Personnes où et par qui la justice est rendue. Je veux parler d'abord de leurs Assemblées, comme de la plus haute et de la plus puissante Cour de toutes. Elles ressemblent au Parlement d'Angleterre, à la Diète de l'Empire et au Conseil des Amphyctions de la Grèce. Nous pouvons dire de ces Assemblées de France, où les affaires sont conclues par la multiplicité des voix et non par le poids de la raison, ce qui fut dit des Elections romaines, où le Conseil proposait et où le peuple approuvait ou désapprouvait par ses suffrages. Et, comme l'a dit le

philosophe Anacharsis de la République de Ion : « En consultations et en délibérations des Grecs, les sages proposent les matières, et les fols les décident. »

Il y a trois motifs principaux de convocation de ces Assemblées.

Le premier : « Quand la succession à la Couronne estait douteuse et controversée, ou qu'il estait nécessaire de pourvoir à la Régence, durant la captivité ou minorité des Roys, ou quand ils estaient préclus de l'usage de leur entendement. » Nous en avons eu divers exemples; en l'an 1327, pour saint Louis, enfant; en 1380, pour Charles VI, fou; en 1484, pour Jean, prisonnier. En toutes ces occasions, des Assemblées furent convoquées pour déterminer qui aurait la Régence du royaume.

Derniers
troubles.

Le deuxième motif est : « Quand il est question de réformer le royaume, corriger les abus des officiers et magistrats, ou apaiser les troubles ou séditions. » Nous en avons des exemples: En 1412, quand une paix fut conclue entre les Infants d'Orléans et de Bourgogne, dont les Maisons avaient longtemps guerroyé l'une contre l'autre et attiré toute la noblesse dans l'un ou l'autre parti; en l'année 1560, quand François II convoqua une assemblée à Orléans, pour le différend de la religion. C'est là que le prince de Condé fut arrêté et condamné pour trahison; c'est là que mourut ce

jeune roi, avant d'avoir pu voir l'exécution. Et en l'année 1587, une assemblée fut convoquée à Blois pour la reformation de l'État et le châtiement de divers abus parmi les ministres (à ce que prétendait le Duc de Guise), et la déposition du Roi, comme suivant l'avis de quelques-uns, l'entendait ledit Duc de Guise. D'autres disent qu'il avait comploté de tuer le Roi, et que le Roi ne l'emporta que d'un jour sur le Duc : car, s'il avait différé jusqu'à demain la mort de Guise, ce lot fût tombé sur lui-même. C'est un très judicieux écrivain, qui, parlant de cette Assemblée de Blois, les trois États protestèrent contre le mauvais gouvernement du Roy, se plaint que récemment « ils soient devenus trop violents dans leurs demandes ». Vous pouvez lire dans nos annales, toires que nous eûmes en Angleterre un tel Parlement, convoqué par Henry de Lancastre contre Richard II.

Du Fay.

Hollinhead.

DERNIERS
TROUBLES.

Le troisième motif est : « La nécessité du Roy ou Royaume, où l'on exhortait aux aides, subventions, aides et octrois. Dans les premiers temps, les Rois se contentant de leur domaine et de l'impôt sur les marchandises qui entraient dans le pays, sortaient (l'impôt le plus ancien et le plus ancien des moyens financiers), n'étaient pas accoutumés à prélever et à imposer sur leurs sujets aucune taxe quelconque, sans le consen-

États assemblés. On ne disait pas
 ime depuis, dans les dernières années
 XI, « que la France estait un pré qui
 it trois fois l'année. »

La Noue.

ur souveraine à citer ensuite (car les
 la nomment ainsi) est la Cour du Par-
 « le vrai Temple de la Justice fran-
 : du Roy et de ses Pairs »; et Haillan
 « l'Archbouttant des Droicts ». Cette
 semble beaucoup à la Star Chamber
 rre, à l'Aréopage d'Athènes, au Sénat
 , au Conseil des Dix de Venise.

PARLEMENT.

y pas de lois (dit Haillan) par lesquelles
 Cour soit régie : elle juge « secundum
 um et bonum », selon l'équité et la cons-
 nce et mitige la rigueur de la Loi. Les
 is des Parlements sont appliqués aux com-
 nies des Cours souveraines, qui cognais-
 nt en dernier ressort des matières de
 stice ».

y a huit de ces Cours de Parlement en
 ce. Celle de Paris, la plus ancienne et la
 haute en prééminence, qui était primiti-
 ambulatorioire, comme on disait, et suivait
 ours la Cour du Roi partout où il allait.
 depuis Philippe le Bel, elle est devenue
 ntaire dans cette cité. Celle de Grenoble
 nstituée en l'an 1453 ; celle de Toulouse,
 302 ; celle de Bordeaux, en l'an 1443 ; celle
 ijon, en l'an 1476 ; celle de Rouen, en l'an

1501 ; celle d'Aix, la même année, et en de Bretagne, en l'an 1553.

Anciennement, tous les archevêques évêques pouvaient siéger et donner le dans ce Parlement de Paris ; mais en fut décrété que l'Évêque seul de l'Abbé de Saint-Denis pourraient sié, l'exception de ceux qui seraient du & tous ceux-ci sont privilégiés.

Cicéron.
De legibus.

Les Présidents et les Conseillers de du Parlement de Paris ne peuvent qui ville sans la permission de la Cour, si l'Ordonnance de Louis XII, en l'an « *Senatores semper adesse debent, quod, » tatem res habet, cum frequens est o* Les Sénateurs doivent toujours être pré parce que les affaires sont jugées avec pl majesté quand la Cour est au complet.

C'est à ce Parlement qu'il en est appe toutes les autres Cours subalternes de t Royaume, ainsi que dans Venise, au « *Cor grande* ». Le Roi ne peut conclure ni P Guerre sans l'avis de ce Parlement, qu vent, dit Haillan, il ne demande que p salut de « la forme », quand les affaire déjà conclues.

Le Parlement de Paris est formé d Grand'chambre. Chambres. La « Grande Chambre » e autres des Enquêtes et les « Tournelles » dernière Chambre est pour les causes

elles, tandis que les six autres sont pour le civil. Elle est appelée les Tournelles parce que Les Tournelles. les juges des autres Chambres y siègent à tous de rôles, chaque trois mois. La raison qu'en donne Bodin est qu'il ne faut pas altérer l'inclinaison naturelle des juges et les rendre plus cruels, en les faisant toujours s'exercer en des matières de condamnation et d'exécutions. Il y a de cette cour, des Présidents, Conseillers, Chevaliers d'honneur, Procureurs, Avocats, Clercs, Sergents et autres officiers de toutes sortes, un nombre non moins considérable que deux cents.

En outre de cette Cour, il y a aussi d'autres Cours pour l'Administration de la Justice dans cette cité, comme le « Châtelet de Paris » avec COURS DE CHATELLETS. un lieutenant civil et un lieutenant criminel, et « l'Hostel de Paris » avec un prévôt et HOSTEL DE PARIS. d'autres officiers inférieurs qui est, comme nous dirions, le Guild-Hall de la cité. De même, vous avez, à travers le royaume, certaines places (comme les cités en général), où il y a des châtelets (comme nos places d'assises). Et dans ces places, un lieutenant, civil et criminel, pour juger et terminer toutes causes royales ou personnelles ; et ici, beaucoup d'hommes de loi et procureurs (comme nos conseillers aux lois et nos attorneys), qui plaident devant ces lieutenants et prévôts, et certains conseillers qui sont les juges dans ces Cours, dont le nombre

est incroyable en France. De telle sorte que vous pourriez dire d'eux ce que l'on dit de la « Sienne » : « il y a plus de liseurs que de lecteurs » ; de même, ici, « il y a plus de procureurs que de clients ». Cette « chiquanerie » ou multiplicité des plaideurs vient primitivement de la Cour des Papes, quand leur siège fut à Avignon (comme le dit mon auteur) qui prit la même place, appelle ces avocats « les Scapulaires ». Ils sont, ce que Rabelais (le vieil homme de la France) appelle « Dorifages » à-dire qui se nourrissent de présents, de taxe, en raillant, la méchanceté, lorsqu'ils voient que le diable ne fut pas enchaîné, jusque dans les temps où il mangea à jeun, un matin, l'un des officiers de ces Cours ; ce qui lui causa le tourment de telles coliques, trouvant un si méchant diable que lui-même, lui gronda dans le ventre, qu'il ne put y avoir de tranquillité avec le cholérique marcheur avant qu'il ne soit enchaîné.

AVOCATS.

Haillan.

Les procès et affaires dans les Cours de la France sont innombrables. Nous n'en avons pas en comparaison en Angleterre, et cependant cela ne nous manque pas, car j'ai eu à parler de 340 « nisi prius » entre des plaideurs jugés en une assise en « Norff » ; il est à penser, en être de même dans la moitié d'Angleterre. Mais, dans notre pays, cela n'est que deux fois par an que ces affaires sont

assises, tandis qu'ici, elles sont jugées, jour de l'année (qui n'est pas férié).

Avocat ne doit jamais se servir de mots inutiles ou superflus; il doit plaider brièvement et exposer sommairement. Il peut être appelé par les juges à plaider, « sans honorer la cause d'un pauvre homme. Il doit être prêté serment. Il ne peut acheter les terres en discussion (de l'une ou de l'autre partie) et, en outre de beaucoup d'autres choses, il ne peut entrer (le « plaidoye sans collation »), dans la chambre où l'on plaide, sans avoir rompu son jeûne; ce qui, à mon opinion, n'est pas nécessaire; car ils sont tous assez « ardents! »

En outre de ces Cours de chatellets, dans les cités, il y a aussi des Cours de bailliages et sénéchaussées, qui (dit Haillan) tiennent leurs séances dans chaque province, et jugent toutes matières civiles et criminelles.

Il y a aussi la Cour des Eaux et Forêts tenue à la « Table de marbre », au palais, et beaucoup d'autres, dont il serait ennuyeux et inutile de parler en détail.

Je dois seulement vous rappeler les deux Conseils » qui, je dois l'avouer, ne sont pas à la place qui leur est due, car j'aurais dû parler aussitôt après la Cour de Parlement, si vous voulez, après les Assemblées.

Le principal, parce qu'il est toujours près du

Avec

COUR
DES BAILLI
ET
SÉNÉCHAUX

COUR
DES EAUX
ET FORÊTS

CONSEIL PRIVÉ. Roi, est le « Conseil Privé » ou des Affaires. Le Roi appelle, chaque matin, à son lever, quelques-uns de ses conseillers (parmi lesquels il y a quatre secrétaires), et leur communique, en particulier, ses affaires principales et les plus importantes. On lit toutes les lettres qui viennent des autres Princes, et celles qui concernent les affaires publiques, et après qu'il a été pris une décision, on en confie la direction aux Secrétaires.

**GRAND CONSEIL
OU
CONSEIL D'ÉTAT.** L'autre est le Grand-Conseil ou Conseil d'État; c'était, au début, comme son nom même semble l'indiquer, une partie du Parlement. Il était formé des Princes du Sang et de la Noblesse, ayant seulement à traiter les affaires de la politique générale de la France, ou de la guerre, ou de la confection et publication des Édits. Mais les factions des Orléans et des Bourguignons firent que cela fut changé contre un nombre choisi de Conseillers, pourvus d'une pension annuelle de 1,000 couronnes chacun. Le « Chancelier » est le chef de ce Conseil, où ne paraissent ni le Roi lui-même, ni les Princes du sang. C'est de cette Cour, que le Français dit : que chaque séance coûte au Roi 1,000 couronnes par jour. Et maintenant, dit Haillan, elle ne pourrait être à si bon marché, tant s'est accru le nombre des Conseillers. Et Haillan se plaint aussi de ce que ce Conseil d'État, qui avait été institué pour connaître seulement les

ires publiques, telles que l'établissement de justice, le règlement des finances et le règlement des plaintes du commun, est tellement surchargé des affaires privées, que sa charge en est beaucoup diminuée.

Nous allons maintenant noter, en un mot, les Officiers qui exécutent et administrent la justice à travers la France. Je ne veux pas être trop précis pour les nommer tous; mais, suivant le même mode superficielle, je ne mentionnerai que les principaux.

Chancelier servait anciennement comme Secrétaire et fut ainsi nommé dans les vieilles chartes de France; on le nomme aussi le Grand Secrétaire. Le Secrétaire doit signer, et le Chancelier doit sceller. Quelques-uns font venir le mot de (cancellare), ce que Haillan réfute; d'autres de (cancellus). Cujas, dans le Code, dit qu'il est, ce que furent les « questeurs » du temps de l'Empire à Rome; c'est pourquoi il est parfois appelé: « Questor justiciæ et fidei, cum custos, thesaurus famæ publicæ, et conservator legum. » Le juge de justice et le gardien des lois, le trésorier de la renommée publique et le magasin des lois.

« Secrétaire » est l'Office qui vient ensuite, ayant primitivement le nom de « Clerc ». Les écrivains le nomment: « Ton apographe Grammateast »; Suetone l'appelle « Ab epistolis ou Emmanuenses ». Il y a les Secrétaires

Chancelier

Secrétaire

Procureur

taires « des finances » qui ont leur place |
 les officiers des finances dont nous av
 parlé, et ceux « des affaires » dont nous pa
 ici : parmi ceux-ci, il y en a quatre princip
 qui sont : Monsieur Villeroy, Monsieur Ge
 Monsieur de Fresne et Monsieur de B

ne
 nte
 os
 :ée.

Les Gouverneurs et Lieutenants-Générau
 Cités et des Provinces sont pour ainsi dire
 Vice-Rois et les Régents de ces Places qui
 sont confiées, et en vérité les personnes qui r
 plissent ces charges sont beaucoup plus no
 que celles qui remplissent celles de Secrétaires
 ces fonctions étant presque toujours conféra
 à des Princes du Sang et Pairs de France.

Les Gouverneurs des cités étaient dans les
 vieux temps, nommés Ducs, et ceux des pro
 vinces Comtes. Ils furent dans le principe, seule
 ment dans les provinces frontières, mais depuis
 les troubles de France, ils ont le commandement
 sur des cités et des pays, même dans le centre
 et les entrailles du royaume. De telle sorte, dit
 Haillan, que la France est devenue « frontière
 » de tous côtes à elle-même ».

Il y avait, autrefois, peu de cités qui eus
 sent des Gouverneurs, comme : La Rochelle,
 Calais, Péronne, Boulogne, Montdidier, Nar
 bonne, Bayonne, et deux ou trois autres. Les
 autres officiers qui avaient la garde de quelque
 petit château ou fort, étaient seulement appelés
 le « Gardien », ou tout au plus le « Capitaine ».

maintenant, dit Haillan, lib. 4, chaque
e qui a la garde d'un colombier veut,
vérité, être appelé, Monsieur le Gouverneur,
la femme : Madame la Gouvernante.

Gouverneur du « Dauphiné » a de très
ids privilèges, car il donne tous les offices
sa province ; dans les autres places, ils n'en
ivent donner aucun, à moins que cela soit
iqué en termes exprès dans leur patente.

Gouverneur ne peut être absent plus de six
mois dans l'année ; mais le Lieutenant ne peut
mais être absent, sans permission du Prince,
Excepté quand le Gouverneur est présent.

Il y a encore une charge que je veux rappeler
ici, et qui est une des plus importantes de
France, en honneur et en profit, appelée « Grand
Maistre des eaux et forêts ». Toutes les ma-
tières concernant les chasses des Rois, les fo-
rêts, les bois et les eaux de toutes natures, sont
jugées par lui, par le Grand Maître Enques-
teur et par le Réformateur, à la Table de marbre.
Sous lui il y a des sortes infinies d'officiers,
comme les « Maistres particuliers de chaque
» forest, leurs lieutenants, les gruyers, les
» grayers, segrayers, maistres des gardes,
» maistres sergents, gardes des marteaux, pro-
» cureurs, greffiers, arpenteurs, collecteurs des
» amendes, et divers autres. »

GRAND :
DES :
ET FO

Mais, je ne veux pas charger cette courte re-
lation par l'énumération de toutes les diverses .

et infinies sortes d'officiers dont la France même semble être surchargée, et que vous déjà entendu citer en grande partie.

Et vous pouvez lire dans Bodin, combien se plaint, non seulement de la multiplicité offices en général, mais aussi de ce que « Conseil d'État » même est surchargé nombre; et vous pouvez y voir comment approuve que le Conseil privé d'Angleter institué depuis quatre cent et quelques années soit jamais, dit-il, au-dessus de vingt membres; « par cette sage direction, le pays » longtemps fleuri en armes et lois ».

Et quant à l'exécution des lois et l'administration de la Justice, vous pouvez vous souvenir de ce qui a déjà été dit : que les lois sont bonnes et justes, mais qu'elles ne sont « pas justement exercées »; et Haillan, comparant les temps, dit : « Alors on punissait les grands; » depuis, on n'a puny que les petits, et les » grands demeurent impunis. Et ainsi les lois » en France, sont comme des toiles d'araignée » qui capturent seulement les petits insectes, » et laissent les grands passer à travers. »

« Dat veniam corvis, vexat censura colum- » bas. » La censure accorde le pardon aux corbeaux et tourmente les colombes.

Ayant maintenant parlé de la « Topographie » et de la Politique de la France, il me reste à parler quelque peu de son Économie, c'est-à-

du peuple de la France qui se compose de
 états : le Clergé, la Noblesse et le Tiers-
 (le commun du peuple), des diverses hu-
 rs, professions et modes de chacun d'eux ;
 qui est la troisième et dernière branche de
 relation.

L'église Gallicane est considérée comme la
 privilégiée de toutes celles de la Chré-
 nté, qui n'ont pas encore abandonné leur
 tion au Pape. Elle a toujours protesté
 tre l'Inquisition. Elle est plus affranchie
 payements au Pape que l'église d'Espagne,
 même au Roi ; car ici, en France, elle ne
 e que la dîme, tandis qu'en Espagne, le
 i perçoit ses « Tertias, Subsidio, Pila et
 scusado » : en tout, une moitié des biens
 l'Eglise.

SON CLER

On rapporte, en vérité, que le Roi catho-
 ue a fondé beaucoup d'abbayes et de mai-
 is religieuses, mais que ses sujets disent :
 Il vole le mouton et donne le rebut pour
 'amour de Dieu. »

Dans cette Eglise de France, il y a douze
 hevêchés, cent et quatre évêchés, cinq cent
 quarante archiprieurés, mille ~~autres~~
 quante abbayes, douze mille
 eurés, cinq cent soixante
 t trente mille prêtres de pa-
 vents de moines et deux
 if commanderies de l'Ord

a, dit le *Cabinet du Roy*¹, trois millions qui vivent sur l'Eglise de France indique le nombre de toutes sortes de religieux », établis dans chaque diocèse, ainsi le nombre des filles débauchées, mais..... bâtards et serviteurs de toutes sortes. Et pourquoi non ? dit-il, aussi bien que les Magiciens entreprennent dans leur inventaire de la bolique Monarchie d'établir les noms et les noms de soixante-seize princes et de sept millions quatre cent cinq mille neuf cent vingt diables ?

L'Eglise a pour toute cette population, vit à ses dépens, ces deux ressources : 1° revenus temporels ; 2° son spirituel, qu'elle appelle le « baise-main ». De ses revenus temporels, divers auteurs jugent diversement. Le Cabinet, qui, dans ses supputations, fait du souris un éléphant, dit qu'ils sont de quatre vingt millions de couronnes par an : outre le baise-main, qui est beaucoup plus considérable, et outre une quantité infinie de provisions, qu'elle met en réserve et qui lui sont payées (au-delà et par dessus le marché de leurs rentes), par leurs fermiers et tenanciers, ainsi : du froment, quatre millions cinq cent mille septiers ; du riz, deux millions trois cent mille

1. Ne pas oublier que le *Cabinet du Roi* que l'auteur semble citer comme une autorité sérieuse n'est qu'un long pamphlet dirigé surtout contre le clergé.

LE QU'ELLE ÉTAIT VERS L'AN 1598 155

; d'avoine, 900 mille; d'orge, 800 mille;
et fèves, 860,000; de chapons, 150,000;
ts, 550,000; de perdrix, 500,000;
œufs, 1,200,000 moutons, 1,200,000
e vin; 7,000,000 d'œufs; 230,000 quin-
beurre, 500,000 quintaux de fromage;
porcs, 60,000 quintaux de suif; 500,000
de pierres, 800,000 de paille et 2 mil-
le bois, et une proportion infinie d'autres
its, incroyables et dépassant l'imagina-
et « il fait » le décompte de toutes choses
ne aussi grande confiance que s'il avait
tre les mains le relevé exact de tous les
et comptes de chaque Monastère, et
fice dans le pays. Car, comment est-il pos-
que l'Eglise puisse posséder deux cent
ons de couronnes de rente annuelle, quand,
es calculs, il y a juste le même nombre
ents de terre dans toute la France; ce qui
qu'en comparant l'un avec l'autre, à une
onne par arpent, on arrive à ce compte,
alloue tout au clergé, et qu'il ne reste
pour les autres Etats : la Noblesse et
uple.

uis, en admettant que la meilleure moitié
venu de l'Eglise provienne du baise-main,
sterait la meilleure moitié de la terre pour
eux autres Etats, ce qui, cependant, serait
proportion assez faible encore.

suite de ce calcul, vient ce que nous

lisons dans Bodin, d'après Alemand, un sident des Comptes, à Paris, dont le jugement doit avoir grande autorité dans ce cas, puis s'agit d'un sujet dépendant de sa profession sur lequel il a la plus grande expérience : «
 » revenus de l'Eglise, en terre, sont ordi
 » ment estimés à 12 millions trois cent
 » livres, mais j'ose justifier, dit-il, que de d
 » parts des revenus de la France l'Eglis
 » possède sept. »

Bodin semble admettre cette opinion ; ce qui paraît le plus près de la vérité, c'est que dit le « Commentaire de l'Etat », qui 200 millions d'arpents en alloue 47 millions à l'Eglise ; ce qui est établi par les détails de vignobles, prairies, terres labourables, parcs, vergers et bruyères avec leurs forêts ; mais il serait ennuyeux de poursuivre cette récapitulation.

Revenus spiri-
 tuels de l'Eglise.
 Baise-main.

En outre de ce temporel, l'Eglise a le baise-main (comme on dit), qui consiste en levailles, baptêmes, mariages, enterrements, pain bénit, indulgences, vœux, pèlerinages, fêtes, processions, etc. Prières pour les malades, pour avoir un temps de saison, pour les enfants, contre toutes sortes de maladies, une infinité d'autres matières pour lesquelles le peuple superstitieux fait dire une messe qu'il paie à part au prêtre. Et en outre de ceci, il n'y a pas un arpent dans toute la France

TELLE QU'ELLE ÉTAIT VERS L'AN 1598 157

ne soit soumis à quelque « Dirige » ou
profundis » ou quelque « Libera me,
mine », etc., etc.

cette sorte de peuple est celle dont la vie est
passée seulement en méditations, et ces mé-
ditations (ainsi qu'on le voit par leur manière
de vivre) sont de la même nature que celles de
Don Cavallo, dont Boccace disait : « Queste
che speculatiory erano solo ne cercare, se
trovarsi potesse che Iddio non fusse. » Ces
gens, dont la méditation est seulement dépen-
dante : à chercher comment prouver qu'il n'y a pas
de Dieu. Ce sont ces gens, dont parle La Nouë,
quand il montre les trois causes des misères de
la France ; qu'il trouve dans les trois Etats :
l'irreligion chez ceux qui font profession de reli-
gion ; oppression dans la noblesse, et dissolu-
tion des mœurs dans le peuple, « car, dit-il,
l'impiété ruine les consciences, injustice ren-
verse les Etats ; dissolution gaste les fa-
milles. »

Quant à ceux de la Religion Réformée, qu'ici,
on appelle par mépris les Huguenots, vous
pouvez noter que le nombre n'en est pas petit,
si vous considérez qu'après la conférence de
Poissy, il y a environ trente ans, on pouvait
compter 2,150 de leurs églises, dont pas une put
échapper sans quelques meurtres ou massacres
et vous pouvez imaginer, que depuis cette
époque, le nombre en a beaucoup augmenté.

LA
NÔTE

Quelques-uns disent qu'ils tirent ce nom de Huguenots, des mots par lesquels ils commencent leurs oraisons, quand ils protestent contre l'Eglise de Rome, qu'ils commencent ainsi : « Huc nos venimus », « d'où nous sommes venus ». De même, ils disent que les Wallons furent appelés ainsi de ces mots : « Où allons-nous ? Whither go we ? » lorsqu'ils furent entraînés loin de leur propre pays, se demandant l'un à l'autre où ils allaient. Mais cela n'est pas aussi vraisemblable que l'étymologie de ceux qui disent que, dans Tours, où ils ont primitivement commencé, il y a une de leurs barrières, appelée « Hugoes Port », par laquelle ceux de la Religion avaient l'habitude de sortir pour aller dans les champs, pour faire leurs prières dans leurs assemblées privées ; de là viendrait leur nom, car on n'admet pas qu'un « Hugo » ait été le premier de leur opinion.

Je n'aurais pas besoin de dire ici, que cette différence dans la Religion entre ces Catholiques et Huguenots a été justifiée de cette calomnie, répandue sur eux, qu'elle avait été la cause de tous les troubles en France, car il a été déjà suffisamment prouvé que l'ambition de la Maison de « Guise » et de ceux qui ont pris son parti, d'une part ; et de l'autre, celle de la Maison de « Bourbon » en ont été coupables.

Car la religion n'a été que le manteau et le

nasque de leurs prétentions ambitieuses sans laquelle ils n'auraient jamais pu s'insinuer dans le cœur du peuple, qui est toujours le « gros de la bataille » et sans lequel la Noblesse peut bien se quereller, mais ne peut combattre. Et c'est pour cela que nous pouvons lire dans un ouvrage, de cette même Religion Réformée : « qu'il y a des Huguenots aussi bien de « politique » que de « religion ».

Ils ont maintenant libre permission de professer leur religion, et des places leur sont allouées pour l'exercer avec toute liberté de conscience possible, sauf que dans les principales cités de France, on ne leur a pas alloué d'églises, et qu'ils ne peuvent pas non plus être enterrés dans le cimetière chrétien (comme on l'appelle), si quelqu'un d'entre eux vient à mourir parmi les Catholiques, avec lesquels ils vivent cependant en paix maintenant dans tout le pays. Ils ne peuvent jouir de la faveur que Xantippus accorda à son chien (à ce que dit Plutarque), qui, ayant suivi son maître, d'Attique à Salamine, y mourut, y fut solennellement enterré, et eut un monument sur la place.

Il me semble qu'ils ont ici peu de raison de les laisser vivre ensemble dans une maison, et de ne pas souffrir qu'ils soient enterrés ensemble dans un cimetière.

Mais le Français repousse énergiquement la

Commentaires
de l'État.

pensée de combattre plus longtemps au de la religion ; il est enfin devenu sage et quille : il a payé assez cher pour cela. « 1 » lien est sage devant la main, l'Allema » le faict et le Français après le coup », é de leurs propres écrivains : « Ictus pi sapit. »

LA NOBLESSE.

Quant à la Noblesse de France : « Ell » dit La Noüe, très valeureuse et courtois » n'y a Estat en la chrestienté où elle s » si grand nombre. »

On a déjà indiqué, dans cette relation y a cinquante mille Gentilshommes en é porter les armes ; mais cela paraît ex M. Du Fay pense qu'il y en a environ mille.

Dans ce nombre nous devons compr tous les degrés de Gentilshommes, de plus élevé jusqu'au plus modeste, en é porter les armes. Car, en France, on a la Noblesse ce que, en Angleterre, nous sons en deux ordres distincts, la Nobless Gentry, comme on dit : « Nobiles sunt si » longam annorum seriem numerare po » qua feudum onusque militiæ eis adn » in sua familia residerit. » Ils sont : ceux qui peuvent prouver une longue su temps pendant laquelle un fief et le serv chevalerie, qui en dépend, a résidé da famille. Et un autre écrivain dit : « In

nobiles œstimantur ex genere et vita militari. »
En France les hommes sont estimés nobles par le sang et par la profession des armes.

Et il conclut qu'il y a des différences dans la Noblesse (comme il doit nécessairement y en avoir) parce que les causes en sont différentes. Car les uns sont ennoblis pour leur valeur et leurs connaissances martiales ; et d'autres par leurs Charges et leur prudence dans le ménagement des affaires de l'Etat. Je ne vois pas de raison pour que ces derniers soient considérés comme la plus « noble » noblesse, si je puis ainsi dire ; donnant toujours la préférence à ceux qui sont de nobles maisons par naissance.

C'est de ces deux sortes que parlent les écrivains français, quand ils disent : « Il y a différence des nobles : 1^o les uns par race ; 2^o les autres par annoblissement ; et deux sortes d'annoblissement ; les uns sont annoblis par lettres deuement vérifiées en la Cour de Parlement ; les autres par le moyen des offices dont ils sont pourueus. »

Et cependant, Turquet en infère que c'est la vertu qui fait la noblesse, car il y a de nobles vilains et des vilains nobles ».

Turquet.
Hist. d'Espagne.

Cependant, il est évident que la dégénération d'un individu, de la vertu de ses ancêtres, ne peut porter préjudice à la Noblesse, ni éclipser la gloire de son successeur, qui, ainsi que le

montrent les histoires, surpasse parfois tous les premiers de sa Maison.

Le plus haut degré d'honneur, en France, est la Pairie : dans cet Ordre, il y a eu par le passé 7 membres, parfois 11 ; jamais au-dessus de 12 ; et plus communément 12 ; c'est pourquoi ils furent appelés les « Douze Pairs de France ». Ils ont la préséance sur toute la Noblesse, les premiers sont ceux du Sang, bien qu'admis plus tard dans la Pairie. De ces Pairs, il y a six du Clergé : 1° l'archevêque et duc de Reims ; 2° l'évêque et duc de Laon ; 3° l'évêque et duc de Langres ; 4° l'évêque et comte de Beauvais ; 5° l'évêque et comte de Noyon ; 6° l'évêque et comte de Châlons.

Six du temporel : 1° le duc de Bourgogne ; 2° le duc de Normandie ; 3° le duc de Guyenne ; 4° le comte de Toulouse ; 5° le comte de Champagne ; 6° le comte de Flandres. Depuis que ces premiers furent primitivement institués, plusieurs autres Maisons furent admises dans la Pairie, par les rois de France, et plusieurs anciennes déchues. Ainsi, à celles de Bourgogne et de Flandres furent ajoutés les ducs de Bretagne, Bourbon, Anjou, Berry, Orléans, les comtes d'Artois, Évreux, Alençon, Estampes, tous du sang, du temps de Charles V.

Depuis, également du temps de Charles IX et de Henri III, de nouvelles Pairies furent créées, comme : Nevers, Vendosme, Guise,

Montpensier, Beaumont, Albret, Aumale, Montmorency, Uzès, Penthievre, Mercœur, Joyeuse, Épernon, Retz, Monbason, Ventadour et autres. Nous devons observer que les cinq plus anciennes Pairies du temporel ont fait retour à la Couronne, et que la sixième, qui est de Flandres, ne doit pas être reconnue plus longtemps, étant maintenant espagnole.

Quelques-uns disent que ces pairs (quasi pares inter se) furent à l'origine institués par Charlemagne ; d'autres disent par Hughes-Capet, et d'autres (ce qui semble le plus vrai) par Louis le Jeune, en 1179 pour aider et assister le Roi dans ses conseils (dit Bodin).

Et c'est pourquoi cette session du Roi avec ses pairs fut appelée « le Parlement sans queue » (le Parlement sans addition). De même que les frères et sœurs du Roi sont appelés : « Monsieur et Madame », sans queue. Tandis que toutes les autres Cours souveraines sont nommées avec une addition : comme le Parlement de Paris, le Parlement de Rouen, etc. Nous devons aussi observer que les Pairs laïques ont la main droite du Roi, et ceux du clergé la gauche dans toutes les Assemblées ou sessions solennelles de toutes natures.

Je pense que cette division de la pairie en ces deux sortes dérive de cette ancienne coutume dont parle César : « *Gallorum nobilium genera duo, Druides, Equites* ». Il y a deux

César.
Commentaires.

sortes de noblesses dans les Gaules, les Ducs et les gentilshommes; puis il indique ment leurs divers offices.

Cet honneur de Pair de France fut primitivement donné pour la vie seulement, pour eux, et leurs héritiers mâles, et enfin femmes également, à défaut de mâles; sont également appelées à siéger dans les parlements et les Assemblées (comme le sont les pairs de France), comme à l'Assemblée de Blois lors de l'arrestation du comte de Clermont, du temps de saint Louis, où la comtesse de Flandre nommée parmi les pairs.

Haillon.

Vous pouvez noter que les Pairs et les princes du Sang « ont privilège de n'estre pas subordonnés à la cire verte, si non, au cas de premier et de leze Majesté ». Ils ont le privilège de n'être soumis à aucune assignation, ou procès, si ce n'est en cas de haute trahison, et même aucun procès ne peut être commencé contre eux, devant aucun autre juge quelconque « que par le Roy séant en sa cour de Parlement suffisamment garnie de pairs de France ». Tous les autres juges sont incompetents.

Mais il faut terminer cet entretien sur le plus haut titre d'honneur en France, et parler de la Noblesse en général. Nous pouvons lire dans l'histoire qu'à la fin de la deuxième race des Rois, les nobles commencèrent à prendre leurs surnoms, de leurs principaux fiefs. Mais depuis

dans les dernières années, ils ont au contraire placé leurs surnoms sur leurs fiefs ; ce qui a tellement confondu la noblesse, dit Haillan, qu'il est maintenant difficile de distinguer l'ancienne noblesse de la nouvelle.

C'est parmi eux que le proverbe est encore courant : « Un homme de guerre ne devoit » scavoir, si non escrire son nom » et aussi leur profession étant seulement les armes et la bonne cavalerie ; s'ils ont en cela atteint quelque perfection, ils estiment peu les autres vertus, ne se souciant pas de ce que dit le philosophe : « Une seule ancre n'est pas suffisante pour tenir ferme une grande navire. » Ne considérant pas, que les anciens vaillants du monde étaient tenus de joindre une vertu à l'autre, et que les anciens peintres avaient coutume de peindre les Muses réunies en un groupe pour signifier que, dans un homme noble, elles n'étaient pas séparées.

Plutarque.

Bodin dit, qu'il est rapporté de Caton le censeur : qu'il était un vaillant capitaine, un sage sénateur, un intègre juge et un grand savant. Le monde loue César d'avoir été homme politique, historien, orateur, guerrier, excellent en tout. Le poète de la Grèce dit qu'Agamemnon était « Amphontros basileus tò agamemnos, cratotros tò aichmetes » ; c'est-à-dire un bon gouverneur et un vaillant soldat.

Homère.

Et le poète italien dit, de son grand capi-

Dante.

taine : « Non so se miglior duca o cav
Je ne puis décider s'il fut un meilleur
meilleur soldat.

Sir Philip
Sydney.

Juste la même pensée que dans l'autre
d'Homère. Et notre très digne Anglais,
pas Poète (bien qu'il mérite ce titre) mais
taine et Savant autant excellent comme l'
l'autre ; titres qui élevèrent la noblesse d
cœur et de sa maison, et firent sa reno
dans le monde, et firent aussi que les s
déplorèrent sa perte ; quand, dis-je, il v
louer en tous points son Arcadien va
et cela, en peu de mots, il dit seulem
« il osa et connut », ce qui réunit tout
louanges de ces vertus nécessaires pour
un parfait gentilhomme ; car si, il n'a p
même temps la valeur pour « oser » et
gesse pour « connaître » où, comment et q
il manque de l'un des premiers soutie
son honneur.

La première de ces vertus est, paraît-il
ditaire dans les nobles maisons et se tra
aux descendants, mais l'autre n'est pas
relle, et s'obtient par l'étude et l'exerci
la lecture des livres, les voyages et de l
servation curieuse de ce que l'on voit.

Ainsi donc, si par vos voyages, vous a
des connaissances et du jugement à cette
vertu, vous ressemblerez à ceux de v
cêtres qui, par leurs vertus, ont élevé

maison à cette grandeur, et vous ne ressemblerez pas à cette noblesse française (que ci ne soit pas pris comme une digression) nt nous pouvons, pour la plus grande rtie, dire comme Platon a dit de Cléopphantus : « Il estait bien bon homme d'armes, mais au demeurant, il n'avait rien de bon. »

Plutarque.

Et il est évident que c'est un cas lamentable, ou au moins incroyable que dans un beau pays et plein de Noblesse, l'État soit gouverné et toutes les affaires conduites par ceux de la Robba longa des avocats, des procureurs et des gentilshommes de plume et d'encre, tandis que la Noblesse elle-même, faute d'instruction, n'a pas d'emploi. Je tiens donc pour un gentilhomme très disgracié de la nature, celui qui ne peut servir son pays, et pendant la paix, et pendant la guerre.

La Noue dit à un de ces vaillants de Cour, qui parlait toujours de la guerre, faisant des odomontades à la façon d'un Hidalgo, et du reste incapable de parler de quelque chose d'utile ou d'occuper aucune charge de gouvernement : « Monsieur, dit-il, quand le temps de la guerre sera venu, c'est alors que vous pourrez avoir de l'emploi ; en attendant, n'ayant pas les qualités convenables pour ce temps de paix, vous ferez bien de vous en fermer vous-même jusqu'aux guerres, afin

La Noue.

» de n'être pas moisi, quand le moment
 » venu de vous utiliser. »

Cette propension d'humeur française
 estimer les armes et à ne tenir compte
 de ce qui regarde l'étude, ou même d
 quefois mépriser et les armes et l'éti
 imputée par Commynes à l'indulgence
 droite des parents. « Ils nourrissent le
 » fants seulement à faire les sots, en
 » ments et en parolles ; de nulle lettre
 » connaissance. » C'est pourquoi ils
 vent participer à la louange que Pl
 adressait à Paul-Émile. « Il ne tenai
 » ment de picqueurs et dompteurs de c
 » mais aussi des maîtres de gramma
 » rhétorique et dialectique », etc.

La première instruction de la Nobl
 vrait donc, comme l'a dit un auteur,
 religion, la vertu, les lettres, les arts, l
 l'escurie, l'escrime, la vénerie, la fauc
 Ils omettent la première forme d'ins
 et passent tout leur temps à la deuxièm
 mant au plus haut degré celle qui est l
 importante, et négligeant la plus digr
 semblant beaucoup en cela à ces étrang
 dans Rome, portaient des jeunes chier
 singes sur leurs bras pour jouer avec
 maux. « Quoi ! dit César, pourquoi ces
 » femmes ne portent-ils pas des en
 raillant ainsi avec sagesse la folie »

laissent de côté le meilleur pour le plus mauvais.

« e là vient que la Noblesse française, se glorifiant dans ses armes, se nomme elle-même : « Le bras de la Patrie, les gardiens des armes et la terreur des ennemis, mais jamais ne s'appellent les professeurs de vertu », dit La Noue.

« Cet État de la Noblesse est, dit Du Faÿl, le moindre en nombre des hommes, le moins riche de tous les trois États. » Ce qui ne peut être que très vrai, après une si longue guerre civile; et celui qui écrivit *Les derniers troubles* en convient quand il dit : « La Noblesse française est décheue de ses anciennes richesses, dont leurs maisons estoyent ornées sous les règnes de Louis XII et de François I^{er} »; et La Noue dit à ce sujet : « Je oserais affirmer que si tous ceux qui portent ce titre estoyent en dix parts, on trouverait que les huit sont incommodez par aliénation de leurs biens, engagements ou autres debts. »

Le même auteur indique cinq motifs de la pauvreté de la Noblesse de France : « 1^o les guerres civiles ; 2^o dépenses superflues en habits ; 3^o dépenses en meubles ; 4^o dépenses en bastiments ; 5^o dépenses de bouche et grosse traîne ». Et dans un autre endroit, il blâme l'extrême prodigalité et la superfluité

du Français dans le costume, la cons
et la manière de vivre ; il dit : « si les
» nous ont apporté quatre onces de p
» nos follies nous en ont acquis douze

Je ne veux pas en ceci être mon pro
mais faisons comme les joueurs de
qui se font juger par tous les spectate
confesseront que par ces dépenses e
« bon nombre de la noblesse vont au
» autres au trot, et plusieurs en pos
» aux précipices de pauvreté ».

Vous en avez eu un exemple dans v
nier voyage au sud de la rivière de la
château de Bury, une très riche maiso
nous en avons pu voir peu en France,
avons entendu raconter d'une manière
foi que Monsieur Alluye, le propri
cette place, avait dépensé environ vi
couronnes par an, rien qu'en frais d
d'habillements, et qu'il est forcé de fa
propre maison sa prison, et de se t
gneusement sur ses gardes, de crainte
gents ; ce dont nous pûmes bien no
cevoir par la peur qu'il eut de nou
nous vînmes pour visiter sa maison, j
qu'il fut assuré que nous étions des
et que nous ne venions pas pour le tou

Les trois personnages qui sont, poi
ment, réputés les plus riches dans
France sont : le duc de Montpensier, e

le duc d'Epemon, en charges, et le chancelier, en argent comptant.

Je pourrais dans cette relation sur la Noblesse de France lui faire grand tort si je croyais et si je rapportais comme la vérité, ce que le *Cabinet du Roy*, un des organes de son propre pays, dit d'elle, qui, passant en revue les diverses provinces, leur accole diverses épithètes. « Ceux de la noblesse du Berry, dit-il, sont paillards ; ceux de Touraine sont voleurs ; ceux de Guyenne, faux monnayeurs ; ceux de Toulouse, traîtres ; ceux de Narbonne, cupides ; ceux de Provence, athées ; ceux du Lyonnais, perfides ; ceux de Reims, superstitieux ; ceux de Normandie, insolents ; ceux de Picardie, fiers », et ainsi pour tous les autres.

Je dois rendre plus de justice à cette Noblesse, et pour conclure sur son compte, dire que pour le privilège, et la noblesse de race, on peut la comparer avec toute autre de la chrétienté.

Pour ce qui concerne le privilège, M. Du Fail a dit : « Le prince ne prend rien sur luy, que le service de l'espée. »

Comme preuve de la noblesse de race, un autre auteur a dit :

« La Noblesse française est composée de si illustres Maisons, qu'il s'en trouve une douzaine, qui viennent de droict ligne de Roys, qui ont possédé paisiblement royaumes. »

Ayant brièvement parlé des deux premiers

Cabinet du Roy.

Du Fail.

Commentaires de l'Estat.

ON PEUPLE.

états de la France, le Clergé et la Noblesse me reste à parler du Peuple en général et spécialement de sa franchise de paroles, de sa manière de vivre, de ses divers genres d'actions et d'exercices, de sa mode d'habillement, de la diversité de son langage, de sa ténacité dans l'exécution, de son impatience de délibération, de ses diverses inclinations naturelles et des caprices propres au Français. Vous attendez pas pour cela à l'examen, par une relation large et méthodique, mais à un simple venir bref et abrégé, de ce que j'ai pu librement observer dans cette nation.

C'est chose inouïe à croire et odieuse à entendre, comment le Français peut bavarder et répéter impudemment ce qu'il a follement conçu ; non seulement sur les États étrangers et sur les princes du monde, mais sur son propre État, et sur son Roi lui-même ; sur le compte desquels, il ne s'épargne pas de répéter tout ce qu'il a entendu dire, et parfois même plus que la vérité : vice insupportable chez lui, et que je place en première ligne, parce que je le trouve plus déloyal et plus honteux que les autres.

Quelques individus des plus sages chez eux se sont plaints et ont voulu réformer ; mais c'est chez eux chose si familière et naturelle que « chassez le naturel, il revient au galop ».

Horace.

Expellas furca licet, usque recurret.

Le duc d'Epernon, dit un auteur, se plaignait du débordement du temps et de l'infâme licence des Français, à médire de leur prince. *Derniers troubles.*

Cette infâme et dissolue liberté mériterait d'être censurée et châtiée par quelque sévère Caton, ou d'être punie comme ces insolents soldats de Paul-Émile, dont parle Plutarque.

Boccace, dans sa description de frère Onion, son héros, compte neuf de ses principales qualités, qu'il pourrait, en premier lieu, attribuer au Français, comme il apparaît par ce qui a déjà été dit : maldicente, disabediente, negligente, trascurato, scostumato, sogliardo, bugiardo, tardo — 1^o railleur; 2^o désobéissant; 3^o négligent; 4^o étourdi; 5^o oublieux; 6^o sans manières; 7^o malpropre; 8^o menteur; 9^o lent¹. — Et, je crois, après avoir pris le temps de lire cette longue énumération, ne pouvoir rabattre que le dernier as, de tout ce jeu, car je dois avouer que cette qualité de lenteur n'est pas due au Français.

Le peuple a, en outre de cette liberté de parler, une propension qui découle d'un tel naturel; c'est un besoin de s'informer et de courir après des nouvelles; ce qui est une ancienne habitude qui a persévéré à travers plusieurs *Leur impatience d'apprendre les nouvelles.*

1. L'auteur devient ici si insolent et si injuste à notre égard, que j'ai fermé son livre et renoncé à cette traduction... puis j'ai repris ma lecture pour voir jusqu'où il pourrait poursuivre ses invectives.

César.
Commentaires.

siècles : « Est autem hoc Gallicæ consuetudinis,
» uti et viatores etiam invitos consistere co-
» gant, et quod quisque eorum de quâque re
» audierit aut cognoverit quærant ; et merca-
» tores in oppidis vulgus circumsistat, quibus
» ex regionibus veniant ; quas res ibi cogno-
» verint pronunciare cogant ; et his rumoribus
» atque auditionibus permoti, de summis sæpe
» rebus consilia ineunt ; quorum eos é vestigio
» pœnitere est necesse. »

César.

C'est l'habitude chez tous les Gaulois de contraindre les voyageurs (quoique malgré eux) à s'arrêter, et de s'informer de chacun d'eux de ce qu'il a entendu ou compris sur chaque matière ; et dans l'habitude de la populace des villes de s'attrouper autour des marchands, et de les amener à dire de quels pays ils viennent et quelles nouvelles ils ont entendues ; et déterminés par ces rumeurs et ces on dit, ils se décident parfois à des affaires considérables, dont ils ont souvent lieu de se repentir.

César blâme ce vice dans un autre passage où il dit : « Temeritas, quæ maximè illi hominum
» generi convenit, ut levem auditionem habeant
» pro re comperta. » C'est une témérité familière à cette sorte de peuple de prendre un léger « on dit » pour une vérité assurée.

La manière de
se nourrir.

Ce que l'on peut dire de leur manière de se nourrir, c'est qu'ils ne s'imposent pas la diète ; car ils mangent à toutes les heures (continuel-

lement), car il y en a peu qui, outre leur dîner et souper ordinaire, ne goûtent pas (comme ils disent) et ne fassent collation trois ou quatre fois par jour ; chose aussi en usage chez les hommes que chez les femmes, que nous pouvons voir dans les rues, assis en plein air, devant leur porte, boire et manger ensemble. Et nous n'avons pas moins de raison de noter leur manière désordonnée de manger, que n'eut Commynes de taxer notre nation, de s'adonner la boisson « qui dit de nous qu'il entra dans une taverne à Amiens pour observer les coutumes des Anglais « où ja avaient esté faictes cent et unze escots, et n'estait pas encore neuf heures du matin ».

Mais il n'y avait rien de bien étonnant à ce qu'il y ait eu tant d'écots (comme nous disons) dans une matinée, quand il y avait cinq mille Anglais dans la ville, qui venaient du camp, où ils avaient enduré beaucoup de misère, et qu'ils étaient traités en toute bonté dans la ville, en raison d'une paix finale, conclue entre notre roi Édouard IV, et le leur Louis VI.

Mais nous pouvons payer Commynes avec sa propre monnaie et lui répondre qu'un Français moins que tout autre (l'Allemand excepté) n'a pas le moindre droit de nous taxer de boire : car nous pouvons voir, par beaucoup de leurs nez, quelle purée ils aiment et il y a chez eux un proverbe sur leurs prêtres (ce qui est moins

convenable que lorsqu'il s'agit d'un
quand ils veulent parler d'un cas di
» y a plus de difficulté, qu'à tirer ur
» village de la taverne. »

Un Français a donc, moins que t
droit de blâmer les ivrognes.

Juvénal.

Quis tulerit Gracchos de seditione

Oh ! qui peut conserver sa patience
pauvre marchand de harengs méprise le p

La mode française (comme vous le
journallement) est d'assaisonner tous le
dont la provision ordinaire n'est pas
abondante, ni sa table aussi bien four
chez nous. Cependant, dans les banque
nous surpassent de beaucoup. Car le Fr
est aussi friand que le bâfreur de Media
qu'Esopé, le tragédien, qui dépensa qu
mille couronnes en une fête, rien que pou
langues d'oiseaux.

Plutarque.

Il ne vit pas comme les Italiens, princip
ment de racines et d'herbes, ou comme l
Lacédémonien « qui porte le poil rasé jusques
» au cuir, se baigne en eau froid, mange du
» pain bis, hume du brouet noir ». Ni comme
le Scythe qui dit : « Mihi pulpamentum fames,
» cubile solum, vestis ferarum cutis ». La faim
est ma meilleure nourriture, la terre mon li
et mes vêtements, la peau des bêtes féroces
Mais il est plutôt, comme Alcibiade, dont Pl

arque dit : « Etais trop délicat en son vivre, dissolu en amours de folles femmes, désordonné en banquets, trop superflu et efféminé en habits. »

Quant au pauvre paysan, il se nourrit à peine et mange principalement du pain et des ruits ; mais il peut se réconforter et se consoler avec cette pensée, que bien que son sort ne soit pas aussi favorable que celui des laboureurs et des pauvres artisans d'Angleterre, il est encore beaucoup meilleur que celui du « Villano » en Italie.

J'ai déjà parlé plus haut des constructions françaises, dans la relation de Paris : elles sont en voie de devenir plus magnifiques que par le passé ; en même temps que plusieurs d'entr'elles ont perdu de leur étendue.

SES
CONSTRUCTIONS.

Vous pouvez cependant remarquer ce que j'ai déjà dit que la cité de Paris fut mieux bâtie que celle de Londres ; il en est de même en général pour toutes les cités et les villages en France, plus beaux que les nôtres en Angleterre, comparant l'un à l'autre ; plus ils étaient beaux alors, plus ils semblent misérables aujourd'hui, qu'on les voit en beaucoup d'endroits démolis et ruinés.

Quant à la manière de construire ici, bien qu'elle soit plus superbe pour les yeux, les offices et les chambres me paraissent moins bien entendues que chez nous pour l'usage.

Une chose qui contribue à leur beauté, notamment, la qualité des tuiles, qui en grande quantité, très dures et paquent durables, très minces et légères, conséquent pas écrasantes pour la main, comme l'est notre tuile en Angleterre.

VÊTEMENTS. Quant aux vêtements français, si nous servons bien celui des citoyens tant hommes que femmes, il est bien séant et décent. Le vêtement du paysan pauvre est pour la plus grande partie en toile. Quant à celui de la Noblesse, nous devons entendre ce qu'en dit La Noue :
 » dépenses de la noblesse en leurs habits
 » excessives et fort riches. »

Et cependant, il me semble qu'ils sont d'être aussi riches et coûteux que les étrangers, dont l'excès seul porte le plus grand préjudice et obstacle au bien public et bénéfice de notre pays.

Cet auteur reproche deux choses à l'habillement français : la première, c'est que le costume élégant doit avoir plusieurs suites de vêtements à la fois, et en changer souvent dans l'année. Il dit bien, dit-il, que lorsque à la Cour on voit qu'un homme dans une suite faite l'année précédente, on dit en raillant : « Nous le connaissons ; il ne nous mordra pas ; c'est un fruit déjà mangé et ranné. »

La seconde chose qu'il réproche est que de deux ans en deux ans les modes

» gent ». De là vient que, tandis que nous voyons toutes les autres nations représentées en peinture dans le propre costume de leur pays, le Français est toujours peint avec une paire de ciseaux à la main, pour indiquer qu'il n'a pas de costume qui lui soit particulier, qu'il ne se contente pas longtemps du costume d'aucun autre, mais que suivant son humeur capricieuse, il cherche chaque jour de nouvelles modes.

On peut bien constater la diversité des modes, dans les friperies de Paris, où, si l'on pouvait, dit La Noue, faire une exposition (de ces costumes) sur une table, « rien ne pourrait » voir plus plaisant ».

La Noue.

Suivant l'ordre que je me suis tracé, j'en suis arrivé à parler des Exercices (des Français) dans lesquels il me semble que le Français est très immodéré, spécialement dans ceux qui sont, en quelque sorte, violents. Car vous pouvez vous rappeler que nous les avons vus jouer ensemble au tennis, au cœur de l'été et de la chaleur du jour, lorsque d'autres étaient à peine en état de sortir de chez eux. Ce jeu immodéré en un temps hors de saison, réuni au boire et manger intempérés, est la seule cause qui fait, que vous les voyez ici, généralement galeux et lépreux. Quelques-uns même d'entr'eux, à un tel point, qu'ils ne peuvent se tenir à une table honorable.

SES EXERCICES

-maille. Parmi les exercices de France, il n'y a pas que je préfère au Palle-maille; à la parce que c'est un jeu digne d'un gentil peu violent et qui fournit de bonnes occasions et opportunités de causer, pendant la marche d'une marque à l'autre. Je m'étonne que parmi tant de jeux ridicules et fous, nous avons rapportés de France, nous n'ayons pas aussi introduit ce sport en Angleterre.

cane avec
pois. Quant à leur tir à l'arbalète, il est en France mais pas très communément. Une fois il y a, dans chaque cité, un tir à la Sarbacane avec des pois, sur un perroquet de bois, sur une haute tour. (On fait de même à plusieurs endroits de Germanie.) Le tireur qui abat l'abat est proclamé roi, pour l'année, et il est exempt de toute taxe; en outre, il lui est alloué vingt couronnes pour offrir une collation au reste des tireurs. Et si, il arrive que trois années de suite le même tireur gagne le prix, il est libéré de toutes taxes et impositions de toutes natures, sa vie durant.

Cette coutume, sans aucun doute, est très louable, qui tend beaucoup au bien public; car, par cette pratique et cette émulation, on devient plus prompt et plus habile dans l'usage de la sarbacane et plus disposé et capable de travailler au service de son pays.

Et je suppose que nous ayons eu dans le temps passés de tels prix pour le Grand Ar

(l'ancienne gloire de notre service anglais), nous n'aurions pas si tôt abandonné cet exercice, ni tant dégénéré de l'ancienne coutume.

Ainsi donc, je pense que dans ces jours où la Sarbacane (les pois) est tant appréciée, si nous avons cette mode de France et de Germanie en Angleterre, pour récompenser dans chaque place celui qui l'aurait le mieux mérité, notre compatriote deviendrait plus expert et habile dans l'usage de cette arme, que ceux dont l'inaptitude et la maladresse, lors de leurs premiers essais, nous ont souvent étonnés.

Le Français a aussi ses jeux de balle, de cartes, de dés et d'autres jeux illicites et inutiles, dont je ne veux pas parler, parce qu'ils sont communs à lui et à nous.

Quant à l'exercice du jeu de Tennis dont j'ai Jeu de Tennis, déjà parlé, il est plus en usage ici que dans toute la chrétienté réunie ; ce dont peut témoigner le nombre de places de Tennis dans tout le pays, en si grande quantité que vous ne pouvez trouver la plus petite bourgade ou ville en France, qui n'en ait une ou plusieurs. Il y en a, comme vous voyez, soixante dans Orléans, et je ne sais combien de centaines dans Paris ; mais ce dont je suis sûr, c'est que s'il y en avait la même proportion dans les autres villes, nous aurions deux places de Tennis pour une église en toute la France. Il me semble étrange qu'ils soient tellement aptes à

bien jouer que vous pourriez penser qu'ils nés avec une raquette à la main ; les eux-mêmes et quelques-unes de leurs femmes jouent très bien, ainsi que vous l'avez observer à Blois.

C'est un grand abus dans cet exercice, les Magistrats puissent supporter que les pauvres citoyens et artisans y jouent, qui pensent là, en un jour de fête, au tennis qu'ils ont gagné pendant toute la semaine pour soutenir leur pauvre famille : chose plus saleuse que nos cabarets (où l'on boit de l' en Angleterre, quoique l'un et l'autre sont également nuisibles. Et chez cette sorte de pauvre peuple, je puis vous assurer qu'il y a plus de joueurs de tennis en France, qu'il y a de buveurs d'ale ou d'ivrognes (comme on appelle) chez nous.

Vous observerez que leurs balles sont de coton ; mode qu'ils ont adoptée depuis quelques ans : auparavant, elles étaient en cuir, comme chez nous. Je pourrais vous en dire davantage sur cet exercice ; mais je ne veux pas faire une conférence sur le tennis, que vous pratiquiez si savamment.

Je ne devrais pas non plus vous parler de la danse (car mes jours de danser sont passés) vous qui êtes un maître en cet art, comme Phormio le rhétoricien, parlait de la guerre à Annibal. Mais, je présume que vous

accordez la permission pour que je puisse poursuivre mon but, et qu'ayant entrepris de vous parler des exercices Français, je n'omette pas celui de la danse, dont ils font leurs délices, et dont ils usent plus que tous les autres peuples. Et je suis persuadé que c'est parce que ceux de la Religion Réformée ne peuvent danser (parce que leurs ministres à la tenue austère, tonnent contre cet exercice) qu'il n'y a pas eu depuis longtemps de conversion de Catholiques à leur Foi : tant ils sont adonnés à ce plaisir. Car vous voyez non seulement des Damoiselles (femmes de gentils-hommes) et des femmes des premières familles, mais de pauvres « chapperonnières » femmes de rien et même les filles du savetier, qui peuvent danser, bien en mesure et avec art toutes vos « quarantes, levalties, branles » et autres danses ; de même les chambrières et les femmes des pauvres citoyens dansent habituellement en rond dans les rues, comme dans notre pays, nos filles de la campagne dansent sur l'herbe, autour du Mai, faisant de la musique de leurs propres voix, sans aucun instrument. Et plutôt que d'y manquer, les vieilles femmes elles-mêmes de haute et basse condition, qui ont plus d'orteils que de dents, et qui sont gauches, sautent en avant, comme les touches d'un clavecin, pour prendre leur part. Cela prouve (je ne veux pas dire de la légèreté et de l'immo-

destinée dans leur tenue) mais de l'esprit ren
et de la gaieté dans la nature frança
que prouveraient aussi leur musique et l
chansons ; car, il n'y a, pour ainsi dire, pa
Musique. air de musique dans toute la France, qui
soit ionique ou lydien, de cinq ou sept
note défendue à la jeunesse par Platon et A
tote, parce que, dit Bodin, elle a « gr
» force et puissance d'amollir et lascher
» cœurs des hommes ».

Le ton dorique, qui est de musique plus
rieuse et qui était ordonné pour le chant des
Psaumes dans l'Église primitive, ne peut en
aucune manière convenir à leur humeur in-
constante et légère.

Langage. Il me reste à vous parler de leur langage,
dont les Italiens ont ce proverbe : « Les Fran-
» çais ne prononcent pas comme ils écrivent ;
» ne chantent pas comme ils notent, ne pen-
» sent pas comme ils parlent. »

En premier point, il diffère des langues la-
tine, italienne, espagnole, grecque, qui pro-
noncent entièrement chaque lettre dans le mot,
tandis que le Français, pour rendre son lan-
gage plus poli et « coulant » (comme il dit),
omet beaucoup de ses consonnes. Par là sa
langue devient presque aussi douce à l'oreille
que l'italien, ou le grec, qui, en raison de leurs
nombreuses voyelles, sont, sans contredit, les
deux langages les plus délicats du Monde.

On a écrit d'Auguste, l'empereur, qu'il n'observait pas l'orthographe, et qu'il écrivait toujours comme il parlait : cette méthode commence à être employée par les récents écrivains, comme nous pouvons l'observer dans plusieurs de leurs derniers ouvrages imprimés. Ce qui est entièrement condamné par les gens du meilleur jugement, car l'un d'eux dit : « Depuis qu'ils séparent la manière d'écrire de la nature du mot, ils ont tout renversé l'écriture. »

Suétone.

Ludus Regius.

De même que Scaliger, suivant Stephanus, dit de la langue grecque qu'elle est « redondans » (redondante), il pourrait dire du français qu'il est « babillard » plein de caquet ; il n'a rien de grave et de pondéré comme l'espagnol, ni de noble comme l'italien. Et de là vient, je pense, ce que l'on dit communément, que le français est « la langue des amours, l'espagnol de la guerre et l'italien de la Cour ».

Ce qui est bien d'accord avec ce que dit Haillan, parlant de la bataille d'Azincourt : « Les Anglais nous ont souvent vaincuz en batailles, mais nous les avons vaincuz en nos traictez de paix : tant belles et subtiles sont nos paroles et pleines de mignardises. » Ce qui pourrait nous faire croire que le français est un langage qui séduit et persuade ; mais cela est seulement l'opinion qu'ils ont d'eux-mêmes, qui aiment follement leur langue, qu'ils

estiment au-dessus de toutes les autres, fait que nous avons maintenant toutes les lettres grecques et latines (et même d'art), traduites en français; de sorte que maintenant les gentilshommes lisent ces choses en leur propre langue; ce qui, dans mon avis, est préjudiciable à tout bon enseignement.

La principale raison qui fait, à mon avis, que le Français, qui aime avoir sa langue délicate et douce, en perdra la délicatesse en traitant à toutes les règles de la grammaire toutes les autres langues, c'est qu'il n'y a aucun genre, quand cela peut nuire à l'oreille de la prononciation; faute italienne de prendre le masculin pour le féminin (la plus sale).

Il nous reste (la langue française n'étant que sa propre mère) à observer de quelle langue elle dérive. César dit : « *Galli Græcis utebantur* », les Gaulois se servaient des caractères grecs. Ces caractères, à ce point, dans les histoires, ont été changés par d'autres hommes : « *Wastaldus, Doracchius* »; et le même écrivain dit que notre compatriote, inventa un alphabet nouveau pour les Normands.

Et bien que les lettres soient changées, il est vrai qu'ils ont ici beaucoup de mots qui viennent du grec et qui leur conviennent dans la phrase et manière de parler.

Pourquoi, de même que Lud. Regius dit bien Ludus Regius.
notre anglais, qu'il est composé de français
: d'allemand ; de même, il juge avec raison
que la langue française est la fille de la latine et
la grecque. Car, pour ce que cette langue a
commun avec l'italien, tant dans les mots
que dans les phrases (ce qui est beaucoup), il
n'y a pas de doute que l'italien ne l'ait tiré
d'ici ; cette langue française étant la plus an-
cienne ; et cette Nation, ayant laissé en Italie,
avec le souvenir d'un grand nombre de vic-
toires, l'usage de beaucoup de ses mots (comme
on le voit par l'histoire) sans lesquels les Ita-
liens ne pourraient, aujourd'hui, se servir de
leur propre langue. Il est vrai que maintenant
et depuis peu, les Français, spécialement à
la Cour, ont remis plusieurs de leurs mots
en usage, plutôt pour leur grâce que par
nécessité.

En cela, ressemblant à nous autres Anglais,
qui, dit-on, envoyons dans d'autres pays
divers cuirs, dont les habitants se servent pour
leurs besoins et font, avec ce qui leur en reste,
des jouets et des babioles qu'ils nous retour-
nent à un prix plus élevé que celui qu'ils
avaient payé pour la totalité.

Quant à ce qui concerne la différence entre
le langage dont on se sert aujourd'hui et celui
des temps anciens, nous devons remarquer que
toutes choses en ce monde ont leur commen-

cement, leurs progrès, leur perfection et leur altération. Il en est de même pour les manières de vivre, les formes de gouvernement, les abrogations de lois, le changement dans le service militaire, les innovations de costumes, la nouvelle mode de coiffures, les diversités d'armures, les nouvelles inventions d'instruments, etc., etc. Il y a encore de plus sujet au changement, c'est le langage, et nul langage au monde que celui des Français. Car, de même qu'Homère dit des Romains que, lors de la seconde guerre Punique, ils voulurent conclure un traité de paix avec les Carthaginois, mais ne pouvaient plus lire les articles du traité, tant étaient changés les caractères de la langue, même que Tite-Live dit des chants doriques que les prêtres Sabins dans leurs sacrifices ne pouvaient plus les comprendre; et de même nous pouvons dire de notre anglais, qui est très différent de celui du temps de Chaucer, que même Lud. Regius dit de la langue française qu'en l'espace de ces cinquante années elle est presque entièrement devenue une autre, et que la mode française altère, change une partie de ce qui en reste.

Si vous me demandez quels sont les écrivains français que j'apprécie le plus, j'ose vous en recommander Commines, Bodin, Plessie,

l'histoire, la politique, la divinité et la
 alité, et c'est grande pitié que l'histoire du
 ier ne soit pas écrite en meilleur français.
 s si vous me demandez quels sont les meil-
 s auteurs pour la langue en elle-même, je
 : que la Toscane a un Dante et un Pé-
 que; la Grèce, un Isocrate et un Démos-
 ne; Rome a eu César et Cicéron; nous, un
 dney et un Chaucer.

Quant à la France, elle a Bartas et Ronsard,
 s ce genre très recommandable. Pour ce
 i est des endroits où le langage est le meil-
 ar, nous pouvons observer que c'est le plus
 in de la mer que l'on parle le mieux; comme
 Athènes dans la Grèce; Florence en Italie; la
 axe en Germanie; la Perse en Asie; la Cas-
 ille en Espagne, et Orléans en ce pays, etc.

Il me reste à parler maintenant du naturel
 et du caractère des Français qui, par le chan-
 gement de leurs costumes, de leurs construc-
 tions; par leur crédulité à quelque histoire qui
 leur est racontée, par leur impatience et hâte
 en matière de délibération, que je ne puis
 passer ici sous silence, peuvent être jugés par
 nous, comme frivoles, irrésolus et inconstants.
 Un auteur dit d'eux : « Gallorum ut pronun-
 ciatio celerrima, ita quoque ingenia mobilia
 sunt. » Chez les Français, de même que leur
 prononciation est très vive, leurs esprits sont
 très inconstants. « Et vous pouvez très souvent

LEUR NATUREL
 ET CARACTÈRE.

- lire dans les *Commentaires* de César,
 En matière de libération. il les taxe de légèreté et de promptitude
 » de rebus Cæsar certior factus, et inf
 » Gallorum veritus (quod sunt in com
 » piendis mobiles, et novis plerumq
 » student) nihil his committendum e
 César. » vit. » César, étant informé de ces évén
 ommentaires. et craignant l'instabilité des Gaulois,
 étant prompts et inconstants dans les
 lutions et généralement désireux d'inn
 pensa qu'il ne pouvait pas se fier à eux.
 Id. un autre endroit : « Cum intelligere
 » omnes fere Gallos novis rebus stude
 » bellum mobilitate celeriterque incitari
 César, comprenant que presque tous l
 lois étaient affamés de changement e
 ment poussés à la guerre, etc., et plu
 Id. « Ut sunt Gallorum subita et repenti
 » silia. » Comme les résolutions des
 sont subites et irréfléchies.

Pour conclure, si vous voulez bien co
 le naturel et l'humeur des anciens l
 vous devez lire la sixième partie de ce
mentaires, et vous remarquerez combien
 étrange, que lorsque toutes choses en ce
 sont soumises au changement, cepen
 même naturel de légèreté et d'inconstan
 siste encore chez le Français.

Cela est justement montré par Haill
 son portrait de Louis XI. « Avait-il une

soudain il avait affection d'une autre ; estant véhément, actif et impatient. »

A ceci est conforme ce que dit un autre de ses propres écrivains : « La condition de la France est telle, que s'il n'y a débat par dehors contre les grands, il faut qu'elle en eust avec ses domesticques, et que son esprit ne peut être en repos. » Et c'est pour cela que Tacite les appelle « *Levissima hominum genera* » la plus légère espèce d'hommes, — prompts à commencer une chose ; plus prompts encore à l'abandonner, plus aptes à entreprendre une action, qu'à en comprendre la cause ; prêts à saisir, mais pas capables de tenir ferme ; comme on peut en juger par la publication et la révocation de tant d'édits contre la Religion réformée, en si peu d'années ; par la prise et la perte de Naples et de Milan, en si peu de temps.

Commines.

2° En matière de guerre.

Car nous pouvons observer du Français qu'il entre dans un pays comme le tonnerre, et en disparaît comme la fumée : il ressemble aux guêpes qui, après la première blessure, perdent leur aiguillon et ne peuvent plus blesser.

Le Français porte cette légèreté et cette inconstance, non seulement dans les questions de service et de guerre (comme j'en ai déjà fait mention), mais aussi dans ses autres actions et coutumes de vivre. Mais en rien plus que dans la familiarité, qui fait qu'un étranger ne peut

3° En matière d'amitié.

être si tôt descendu de son cheval, qu'il fait connaissance : pas plus tôt dans le nombre, que l'autre, comme un singe, sera à l'épaule : et aussi subitement, et sans que sera rompu aussi. Humeur enfantine gagnée avec aussi peu qu'une pomme et avec moins d'une noix. Tout le monde l'Italien, qui, ainsi que vous le verrez votre rapide voyage, est d'un abord et revêche, et un « loup-garou », comme nomme le Français. A cela je voudrais faire observer la vertu de l'Anglais car c'est un juste milieu entre deux extrêmes : n'est ni d'un familier aussi enfantin que le Français, ni si dédaigneusement que l'autre.

En matière
de duels.

De même, pour les duels et les querelles privées, nous sommes, il me semble, un terme moyen entre ces deux nations. Car nous n'avons ni cette manière diabolique de vengeance, permettant d'attendre dix ans une occasion de se venger comme il arrive à l'Italien, ni une si promptement inconsidérée à nous battre ou à être amis demain, comme l'Anglais.

C'est cela que Rabelais critique lorsqu'il raconte d'un homme ayant perdu leur de sa vie l'homme qu'il

un ennemi, il s'endort. Au moment de son réveil, arrive près de lui un autre « Rhodonte », qui, à cause d'une perte semblable, veut tirer les oreilles à notre camarade; mais la colère de celui-ci s'était évanouie. Pour conclure, dit Rabelais, ils allèrent ensemble dans une taverne, où, faute de l'argent qu'ils avaient perdu aux dés, ils s'enivrèrent ensemble, amis, sur leurs épées, sans avoir besoin de médiation, ni de troubler qui que cela soit pour apaiser leur querelle.

De cette manière enfantine et ridicule de chercher et d'arranger une querelle, en France, nous avons déjà eu deux ou trois exemples, où les parties n'ont montré ni jugement pour connaître leur bon droit, ni valeur pour venger un tort. Dans le même cas, le gentilhomme anglais, après mûre délibération, recherche à quel point son honneur est engagé par l'injure qui lui a été faite, il détermine judicieusement la satisfaction qu'il doit obtenir suivant la nature de l'offense; cela fait, il s'embarque sans hésiter, dans l'action, suivant la prescription de l'ancienne règle. « Postquam consulueris, maturè opus est facto. » De sages résolutions doivent être promptement exécutées.

Je veux ici vous rappeler encore une autre occasion dans laquelle nos compatriotes gardent ce juste milieu si précieux, entre ces deux extrêmes de manque et d'excès, alors que

ces deux nations d'Italie et de France sont coupables, méritant d'être justement blâmées ici.

1 matière
mariage.

Vous pouvez dire de l'Italien qu'il fait de sa maison la prison de ses femmes, ainsi que Plutarque le dit des Perses : « Sont de nature » transgement et cruellement jaloux des femmes » non seulement de celles qu'ils ont espousées » mais aussi de leurs esclaves, et de leurs » concubines, lesquelles ils gardent si estrangement, que personne ne les voit jamais de » hors ; ainsi demeurent toujours renfermées » en leurs maisons. »

D'autre part, la liberté française est trop large à ce point de vue ; car ici un homme a maintes occasions qui lui sont offertes par une petite entrée, pour devenir familier ; et, après une légère accointance, pour entrer dans la maison et quand ils peut entrer dans la maison (de la femme), de l'accompagner bras dessus, bras dessous, à travers les rues et de la cour-tiser en tous lieux, en toutes saisons, sans que cela tire à conséquences.

Et en cela, il me semble que le mari français agit ainsi que Plutarque le rapporte de Périclès : « il enlève les murs et les clôtures de » ses vergers et jardins, afin que chaque » homme puisse librement cueillir les fruits » suivant son bon plaisir. »

Rien d'étonnant, si la bride étant

ainsi dans leurs propres mains, elles sont parfois sellées, sans que leur mari le sache. Vous pouvez remarquer, qu'en ce qui concerne le mariage, les usages anglais sont préférables à ceux de l'Italien et du Français.

Il est aussi dans la nature du Français d'être grand railleur, et cela n'est pas étonnant, car les gens d'esprit léger et inconstant, ont communément des saillies soudaines et vives. C'est pour cela que son langage plaît beaucoup, étant courant et plein de proverbes. Et à ce sujet, je veux vous rappeler deux réponses qui ont été faites, il n'y a pas longtemps, par deux Français (vous êtes très familier avec l'un d'eux), et, par là, vous verrez combien peu d'estime ils ont dans leur cœur pour la religion romaine, dont ils font cependant profession par l'extérieur.

L'un de ceux-ci étant très malade et même, pensait-on, en danger de mort, son père spirituel vint à lui avec son « Corpus Domini », et lui dit qu'ayant entendu parler de l'état dans lequel il se trouvait, il lui avait apporté son « Sauveur » pour le réconforter avant son départ. Le gentilhomme malade, entr'ouvrant son rideau et voyant le gros et paresseux prêtre avec l'hostie à la main, répondit : « Je sais que » c'est notre Sauveur ; il vient à moi, comme » il entra à Jérusalem ; c'est un âne qui le » porte. »

60 En matière de raillerie.

L'autre gentilhomme aussi en danger mort, voyant le prêtre venir à lui, pour truire dans la foi, et puis pour lui donner l'eucharistie et puis après l'extrême-onction (c'est le vendredi), lui dit qu'il devait croire « Corpus Domini », qu'il lui apportait réellement la chair, le sang et les os de Sauveur.

Après que le malade fut fraîchement fessé, le prêtre lui offrit de prendre l'hostie pour son réconfort. « Non, dit l'autre » m'excuserez, car je ne mange point de chair le vendredi. »

Ainsi, vous voyez que le Français aime mieux perdre son Dieu qu'une bonne plume à l'écriture.

L'humeur française est aussi, dit-on, incompatible avec patience et modestie. C'est de cela que l'on a dit du Français qu'il est et modeste « comme un Page de la Cour ou, comme Hiperbolus, dont Plutarque, par sa hardiesse et son impudente frontée, il était le seul sujet de son temps pût servir de modèle aux satiriques et poètes.

Il est aussi, en quelque sorte, ce que le phrasiste appelle « Duscheres », c'est-à-dire « immundus », c'est-à-dire « malpropre » lepra et uutiligine laborans, unguetue et prelongos inter homines versatur, a

Nous.

Impropre.

phrasiste.
haract.

» gentilitios esse hos morbos, nam et patrem et » avum fuisse eis obnoxios », qui étant lépreux et galeux, portant de longs ongles non nettoyés, affirme lui-même, dans les compagnies et les conversations, que ces maladies lui viennent de famille, son père et son grand-père y ayant été sujets.

Il est aussi « adolesches », c'est-à-dire « loquax », c'est-à-dire « babillard ». « Qui præ » quavis hirundine garrulus videri malit, quam » tacere, adeo se irrideri fert patientem. » Qui aime mieux paraître plus bavard qu'une hirondelle, que de se taire ; tant il est désireux de se rendre ridicule. Avec ce peuple (chose étrange), vous parlerez tout le jour ; puis, la nuit venue, vous ne vous rappellerez pas un seul mot de ce qu'il aura dit, tant il y avait un nombre considérable de paroles, et pas une idée dans le sujet qu'il a traité.

Babillard.

Il est « acairos », c'est-à-dire « intempestivus », « importun ». « Qui ad amicum occupatum accedens, vult re incommunicata cum » illo deliberare. » Qui, venant chez un ami, très occupé de ses affaires, veut lui donner un conseil sans savoir de lui, de quoi même il s'agit. C'est à ce propos qu'ils ont eux-mêmes ici ce proverbe : « Prendre quelqu'un de gallico », lorsqu'ils surprennent quelqu'un à l'improviste, venant inattendus, et sans avoir été mandés.

Théophraste nous garde contre cette gens, quand il dit : « *Id genus homines* »
 » *sis manibus grandique gradu fugias* »
 » *quisquis febre carere volet : difficile est*
 » *cum iis durare, qui neque otii, neque*
 » *tempora distinguere norunt.* » Si vous
 voulez pas être troublé par un accès de fièvre,
 vous devez courir aussi vite que vous pouvez
 vous porter, loin d'une telle sorte de
 gens ; car il est très fâcheux de vivre avec
 gens qui ne savent pas distinguer la saison
 des plaisirs de celle des affaires.

Fier
 bagatelles.

Il est « *Microphilotimos* », c'est-à-dire « *id genus homines* »
 » *circa res parvas superbus* », fier de bagatelles
 « *qui si bovem sacrificarit, solet anter-*
 » *capitis ejus partem magnis redimitam*
 » *præ foribus in ipso introitu figere, ut*
 » *ligant qui ingrediuntur, bovem ab ipso*
 » *tatum.* Et si minam argenti solvere debet,
 » *laborat ut solvet in aspero.* » Qui si il
 a tué un bœuf, a l'habitude d'en attacher
 tête et les cornes à sa porte, pour que
 ceux qui viennent chez lui sachent bien
 qu'il a tué un bœuf ; et qui, si il a quarante sesterces
 à payer, voudra le faire, soyez-en sûr, en
 nouvellement frappées. C'est celui-là qui
 à la place du « Tennis », jette sa bourse
 de monnaie sur le cordeau, de manière
 faire rendre un son, comme si il y avait
 non moins de trente à quarante cour

quand parfois, par malechance, nous nous apercevons que dans cette bourse il n'y a rien que du papier, quelques sous et doubles de cuivre, qui la font paraître si grosse quand elle ne contient en tout qu'à peine dix-huit pences sterling.

Il est « Alazon », c'est-à-dire « Ostentator », c'est-à-dire « hâbleur ». « Qui ad eos accedens » qui generosos æquos vendant, velle se emere » simulat; et in nudinis ad tentoria eorum qui » merces vœnum exponunt appropinquans, vestem sibi ostendi jubet duum talentorum; dum (cum de pretio convenit) puerum, quod » se sine auro sequatur, graviter objurgat. » Qui, venant chez des gens qui ont des chevaux remarquables à vendre, feint de vouloir en acheter. Et à de grandes foires, allant vers les boutiques où l'on vend des habillements, appelle pour voir une suite de cent livres sterling, et lorsqu'on est tombé d'accord sur le prix, se sauve avec son fils, qu'il gourmande pour l'avoir suivi sans sa bourse.

Hâbleur.

Tel était ce galant, dont vous me parliez l'autre jour, qui au milieu d'une conversation avec vous et un autre gentilhomme, se retourne subitement vers son laquais : Va, dit-il, me chercher mon « horologe » (montre); elle est dans mon logement, à telle et telle place, près de tel et tel bijou. Le « lalero » revient avec un « non est inventus ». Mon galant français se

rappelle soudain qu'elle est dans sa poche qu'il savait très bien auparavant). D'où tire, non pas tant pour regarder l'heure (de il n'a cure), que pour faire remarquer la riosité du travail, et la beauté de la boîte, d il n'est pas peu fier et enthousiasmé.

Parler plus en détail des diverses hum et coutumes des Français serait de la prol sans beaucoup de nécessité. Je veux seuler me contenter de vous renvoyer à la quatr des rhétoriques de Cicéron, où il parle « Rhodomond » vantard, et au premier des *Satires*, d'Horace, où il parle d'un ba sans fin et oiseux, d'un compagnon fastic et futile; là, vous verrez le naturel françai crit d'une manière vivante et admirable.

précipi-
conclure
paix.

Je parlerai de son impatience et de sa pitation dans les délibérations sur la guer sur la paix et sur plusieurs autres sujets plus grande importance et je terminerai. sujet, Bodin dit de lui : « le naturel du Fra » est si soudain et actif, qu'il quitte ce » demande, annuyé des allées et venues » longueurs propres à l'Espagnol ». Et da autre endroit : « on désire à l'Espagn » promptitude plus grande qu'il n'a, » Français les actions et passions plus » rées. » Et à ce sujet Commynes dit de que nous ne sommes pas « si subtiles en » tez et appointements, comme les Fran

din.

Je pense, sauf le crédit dû à un si grand auteur, qu'il aurait mieux fait de dire « si estourdis et précipitez ».

Mais quand il dit que ceux qui veulent traiter et terminer des affaires avec nous, doivent avoir « un peu de patience », je suis d'accord avec lui ; il a de bonnes raisons pour parler ainsi, car ses compatriotes, les Français, ne peuvent supporter aucun délai : ils veulent proposer et conclure, le tout en un jour. De ces manières d'être, quelle est la plus louable ? Plutarque le décide ainsi : Agathareus se vantait d'avoir la main vive et prompte et de ce qu'il peignait plus vite que tout autre ; ce que Xeuxis entendait : Et moi, dit-il, tout au contraire, je me vante de travailler très lentement, car, ordinairement, une telle promptitude et une telle facilité ne peuvent donner ni une fermeté solide, ni une beauté parfaite à une œuvre ; c'est pour cela qu'un auteur a dit : « Ce qui a » été longuement délibéré, peut être promptement résolu. » Ce qui est d'accord avec le mot de Périclès à Tolmides : « Nous devons arrêter » le temps qui est notre meilleur conseiller. »

Sénèque.

Par cette hâte des leurs, les Français perdirent plus, dit Bodin, par un traité à Cambrai, en 1559, avec l'Espagnol, que celui-ci avait pu gagner sur le Français, en quarante années de guerre.

Et je ne vois pas de raison pour que ce

la paix entre
la France
et l'Espagne
en 1598.

traité de paix, que le Français *vient de* clure, soit aussi avantageux à l'Etat es que l'avait été le précédent, considérant c'est un aussi grand bénéfice de sauver ce nous avons cru perdu, que d'obtenir autre ce qui n'est pas notre propre bien. on peut vraiment dire du roi d'Espagne, n'a pas gagné sur le Français de l'argent les victoires, mais bien des victoires l'argent. Et de même que Plutarque a dit de Philippe de Macédoine, que ce n'était pas l'or et son argent qui prirent les villes de la Grèce, de même nous disons de nos traités que l'Espagnol a faits avec la France, auxquels il a été amené par la force, ce que Fabius a dit de Fabius :

Our state whch witless force made wayne
His wise delayes made waxe agayne.

« Notre Etat regagna par ses sages délais
» qu'une force inconsidérée lui avait
» perdre. »

Car cette nation aime mieux accorder l'ennemi ce qu'il demande, que d'être blâmée par une longue délibération ; ce qui est chose plus contraire à sa nature, que ce qu'elle se voit.

Vous pouvez observer par la lecture de ces anciennes histoires, que le dessein des Espagnols était d'agir avec la France, comme Alcibiades

les Athéniens voulaient le faire avec
 Ils voulaient la manger peu à peu. A
 in, dans toutes ces dernières guerres
 le roi Philippe jouait le rôle de boute-
 : même que les prêtres de Mars, qui,
 : deux armées étaient en présence, je-
 e feu entre elles, comme signal de la ba-
 our qu'elles s'engageassent l'une contre
 et alors ils se retiraient eux-mêmes loin
 ger. Il chargea ainsi les « Papes » d'at-
 : feu, qui ne furent que des aboyeurs,
 pouvaient pas mordre : leurs balles de
 ne pouvaient que heurter à la tête, elles
 vaient pas blesser ; plus aptes pour mau-
 ie pour tuer.

force étant semblable à celle de la pierre
 sser « qui, bien que n'ayant pas elle-
 e de tranchant, peut cependant donner
 r du tranchant ».

lorsque l'Espagnol vit que la petite
 erre (qui est à l'Espagne dans la même
 n, que, de l'avis d'Alcibiade, l'île
 e était à Athènes « une paille en l'œil »),
 ait en travers de son chemin et traver-
 desseins, et quand il considéra, que de
 que le roi Henri II, de France, fut la
 ause qui empêcha son père, Charles I^{er},
 ver toute la Germanie, ce qui lui fit
 le surnom de « Protecteur de l'Empire
 bérateur des Princes », de même, notre

Reine, en défendant l'opprimé et en ré à ses forces, mérita le titre de « prote de la France et libératrice des États », alors content de solliciter la paix, et de qu'un faux ami (lorsqu'il ne pouvait plus ser) de donner des poignées de mains. P capitula pour rendre : Calais, Dourlans, Al Blavet et d'autres places prises ou sur sur les Français. Parti, pris sagement, aucun doute, par l'Espagnol, étant donné termes dans lesquels il se trouvait, son ma d'argent, le crédit qu'il avait perdu dans t les banques, son âge avancé, et enfin la daine et incroyable bonne fortune du de France et de ses États, après tant de sères et de pertes.

Quant au Français, qu'aurait-il pu faire plus déshonorant pour lui, de plus profit à ses ennemis, de plus préjudiciable à ses alli. Quoi de moins convenable aux circonstances à sa propre cause, à ses serments, que c cepter cette paix. Mais, comme l'a dit Clovis c'est une ancienne ruse des Français de n'c server ni promesse, ni serment. Nous pou dire de leur résolution, ce qu'a dit Plutarque de Lysandre : « Les enfants sont trompés par » la chance des osselets, et les hommes par » les serments. »

Dans cette école de fraude, le pape Jules II fut un bon maître, qui professait à ses amis

que tous les traités qu'il avait faits France, avec la Germanie et avec l'Espagne, n'avaient jamais eu d'autre but que de se servir l'un par l'autre. Mais laissons le Français à ce que le jour de payement ne le punisse pas de cette conduite, lui qui n'a eu que de se déshonorer d'abandonner ses amis, et de faire la paix avec ses ennemis, seulement pour satisfaire son naturel insensé et désireux du bien-être, et jouir du bien-être et du plaisir du moment, sans songer aux dangers futurs, de la sorte que les écoliers qui, lorsqu'ils peuvent étudier aujourd'hui, oublient qu'ils peuvent être punis demain.

Lorsque les ducs de Bourgogne, de Berry et de Bretagne furent coalisés contre le roi de France (comme récemment l'Autriche, la France et les États contre l'Espagne), le conseil de François Sforza au Roi de France ne put obtenir, pour le moment, à tout ce qu'ils désiraient; puis, dans un court délai, leur ligue serait rompue, de traiter avec l'un après l'autre.

Et nous pouvons dire du présent Roy, ce que le comte de Charollais craignait du duc de Berry, le frère du Roi de France : qu'il était aisemblablement un homme que l'on pouvait aisément amener à une convention pour nous y précipiter ensuite dans le bourbier. Oubliant cette saine maxime : « C'est le signe de la pro-

» chaine ruine d'un pays, quand ceux
» devraient se soutenir mutuellement se
» rent et s'abandonnent l'un l'autre. »

Quoi qu'il en soit, pour le moment actuel le Français se vante, j'en suis sûr, d'être gagnant dans le marché, et ses alliés n'ont part au « gasteau ».

C'est bien vrai cependant ce qu'a dit Commines : « qu'il n'y a jamais une fête de mariage complètement splendide, quand quelques-uns partent sans avoir dîné. » En tout cas, il me semble que nous avons eu grand tort de porter avec eux un fardeau dans leurs guerres et de ne pas partager avec eux les bénéfices de la paix.

Maximilien I^{er} l'empereur dit : qu'il n'eût pas d'autre motif de conclure la paix avec Louis XII que de se venger de dix-sept injures qu'il avait subies.

Le roi présent, pour la politique de ce temps, et la loi du talion, aurait dû dire et faire de même avec l'Espagnol, non pour dix-sept injures, mais pour dix-sept années de dommages qu'il avait supportées. Quand il eût agi ainsi, cela n'eût été que la quittance des maux anciens, et l'autre eût été justement servi, car, ainsi que le dit Bodin : « Celui qui est traité faussement, après avoir joué faux le premier, n'a pas le droit de se plaindre. »

Il est évident que le Français peut avoir à

aire, dans un bref délai, avec l'Espagnol, ou n'autre, ou tout au moins avec l'un ou l'autre de ses concitoyens et dans son propre pays ; sera bientôt aussi fatigué de la paix qu'il l'est maintenant de la guerre.

« La nation française est insolente en paix, » impatiente de demeurer longtemps en la » maison. »

La Noue.

Vous avez ainsi un examen superficiel de ce pays, et du peuple de France, et vous pouvez en conclure avec La Noue : « Plus de la » moitié de la noblesse est périée, le peuple » diminué, les finances épuisées, les debts » accretuës, la discipline renversée, la piété » languissant, les mœurs desbordées, la justice » corrompue, les hommes divisés. »

Id.

Je ne met pas en doute qu'il vous plaira plus tard d'ajouter à ces faibles observations, ce que vous avez de meilleur de votre propre fonds, vous servant seulement de ceci, comme de patron et de modèle, pour la manière d'écrire sur la Cosmographie, la Politique et l'Economie de tels autres pays où vous voyagerez.

FIN.

NOTES

iges 8, 10, 11. — C'est très probablement à notre port du Havre que l'auteur donne, pages 8 et 11, le nom de Newhaven (nouveau havre), bien que page 10 il indique le Havre de Grâce parmi les ports français où l'on paye les douanes au Roi.

ige 11. — Dès 1564, Charles IX assujettit aux droits de la douane de Lyon toutes les marchandises venant d'Italie. Un édit de juillet 1566 assujettit toutes les soies ou soieries venant de Marseille à destination de Genève ou de Chambéry, les soieries fabriquées à Genève, celles qui sont importées d'Espagne à la même obligation. Les marques et sceaux sont obligatoires pour toutes les étoffes de soie, les draps d'or et d'argent fabriqués en France, et devront être apposés au lieu d'origine, mais ces marchandises ne sont pas tenues à passer par la douane de Lyon. *Code du Roy Henry III.*

ige 15. — La ville d'Amiens fut prise par les Espagnols en 1597 et fut reprise par Henry IV dans la même année.

ige 20. — Table de marbre. Une des anciennes juridictions du Royaume de France, partagée en trois tribunaux : celui du Connétable, plus tard des Maréchaux de France, celui de l'Amiral et

celui du Grand Forestier, représenté plus par le Grand Maître des eaux et forêts.

Juridiction ainsi nommée d'une longue table de marbre sur laquelle les vassaux étaient tenus d'apporter leurs redevances.

P. Corneille était avocat du Roi aux sièges généraux de l'Amirauté et des Eaux et Forêts de la Normandie en la Table de marbre du Palais de Rouen.

Page 20. — Le Prévôt des Marchands et les Échevins de Paris réclament une Bourse de commerce et une juridiction consulaire, qui leur sont accordées par un Édit de 1563, enregistré au Parlement le 18 janvier 1564.

Page 24. — On peut expliquer la ruine des faubourgs par le fait du campement de l'armée de Henri IV assiégeant la ville de Paris.

Ces faubourgs avaient dû être dévastés et ruinés par les assiégeants et par les assiégés.

Page 33. — A ce même propos, on lit dans les *Mémoires* de Goethe, que, dans son enfance, vivant tant avec des amis, la grande Salle des Empereurs (à Francfort) où se trouvaient les portraits en buste des divers Empereurs, on leur racontait
 « On avait jadis prophétisé que Maximilien
 » serait le dernier Empereur d'une maison
 » mande, ce qui s'est malheureusement réalisé
 » puisque après sa mort, le choix n'avait
 » été lancé qu'entre le roi d'Espagne Charles V
 » le roi de France, François I^{er}.

» On ajoutait avec circonspection qu'il
 » semblait maintenant une prédiction ou plutôt
 » un pressentiment pareil, car chacun pouvait
 » voir de ses yeux qu'il ne restait plus de place
 » que pour le portrait d'un seul Empereur
 » circonstance qui, tout accidentelle qu'elle

» paraissait, remplissait d'inquiétude les pa-
» triotes. »

age 34. — Pour la première fois, l'auteur dit que le Français a toujours été un peuple ingrat « qui oublie ce qu'il doit à la « très gracieuse reine d'Angleterre » qui a été, après Dieu, cause de son retour à la fortune ». L'auteur renouvellera plusieurs fois cette accusation.

ages 37, 38. — Le 28 juin 1593, le Parlement rendit un arrêt solennel par lequel il maintenait la Loi salique et déclarait que la couronne ne pouvait appartenir qu'à un Prince français.

Les Espagnols et les Ligueurs avaient voulu faire élire Reine de France l'Infante Isabelle, fille de Philippe II, proposition faite à La Fère, en 1592, puis en 1593 par le duc de Feria, qui voulait la marier à l'archiduc Ernest, puis au jeune duc de Guise.

age 51. — On lit dans la *Satyre Ménippée* à propos d'Agnoste :

Son nom est le seigneur Agnoste, de la famille des Misogènes, gentilhomme de bon affaire, et point trompeur, qui aime mieux le Concile de Vin, que celui de Trente. (Vol. I, p. 219.)

age 51. — M. de Villars Brancas tenait Rouen, le Havre et la Haute-Normandie, pour la Ligue. Henri IV, suivant le système qu'il expose à Sully dans la lettre suivante, était résolu d'acheter la soumission de Villars et des autres chefs de la Ligue, et de rétablir ainsi, à prix d'argent, la paix et l'ordre dans la France épuisée et ruinée par quarante ans de guerres civiles. Il chargea son fidèle Rosny de négocier la soumission de Villars, qui demanda la charge d'amiral, le gouvernement de Rouen et du Havre,

1,200,000 livres (douze millions de francs) pour payer ses dettes, 60,000 livres (600,000 francs) de pension et le revenu de six abbayes effrayé de ces exigences et des conséquences qu'elles entraîneraient, écrivit au Roy répondit :

« Mon ami, vous êtes une bête, de vouloir tant de remises et apporter tant de dépenses et de ménage en une affaire de laquelle la conclusion m'est de si grande importance pour l'établissement de mon autorité et le bien-être de mes peuples. Ne vous souvenez pas des conseils que vous m'avez tant donnés, m'alléguant, pour exemple, ce que fit certain duc de Milan (*François Sforça*) Louis onzième, au temps de la guerre, du *Bien public*, qui était de séparer par particuliers tous ceux qui étaient ligués avec lui sous des prétextes généraux ; qui est ce que je veux essayer de faire maintenant. C'est beaucoup mieux qu'il m'en coûte deux fois tant en traitant séparément avec chaque particulier, que de parvenir à mêmes effets par le moyen d'un traité général, fait avec le chef (comme vous saviez bien des gens qui me le voulaient ainsi persuader), qui peut par ce moyen entretenir toujours un parti formé pour mon Etat. Partant, ne vous amusez plus tant le respectueux pour ceux dont il est question, lesquels nous contenterons d'ailleurs. Quant au bon ménager, ne vous arrêtant à des détails, car nous paierons tout des mêmes choses que l'on nous livrera, lesquelles s'il fallait payer par la force, nous coûteraient dix fois plus. Comme donc je me fie du tout en vous, et que vous aimez comme un bon serviteur, ne doutez pas d'user absolument et hardiment de votre pouvoir, que j'autorise encore par cette lettre, qu'il en pourrait avoir besoin, et con-

plus tôt, avec M. de Villars. Mais assurez si bien les choses qu'il n'y puisse arriver d'altération, et m'en mandez promptement des nouvelles, car je serai toujours en doute et impatience, jusqu'à ce que j'en aie reçu ; puis, lorsque je serai Roi, paisible, nous userons des bons *ménages* dont vous m'avez tant parlé, et pouvez vous assurer que je n'épargnerai travail, ni ne craindrai péril pour élever ma gloire et mon Etat en leur plus grande splendeur.

» A dieu, mon ami. De Senlis, ce 8 mars 1594.

» HENRY. »

Henry IV n'était pas aussi ingrat que le dit notre auteur ; il était reconnaissant du concours que lui avait prêté l'Angleterre, mais il voulait, avant tout, la paix pour le bien de ses sujets.

Je trouve, dans les *Lettres intimes de Henry IV*, deux lettres écrites par le Roy à la reine Elisabeth, à cette occasion.

1^o A la reine d'Angleterre.

« 1597, 19 septembre.

» Madame, Dieu et le bonheur de vos armes, dont j'ai été assisté, m'ont rendu ma ville d'Amiens ; j'en ai arrêté aujourd'hui la capitulation que j'envoie au bon La Fontaine, pour vous présenter, avec le discours véritable du succès de l'entreprise faite par le cardinal Albert, pour la secourir, pour lequel je m'assure que vous jugerez comme moi, que, s'il est venu en soldat, il s'en est retourné en prêtre. Ce fut le quinzième qu'il arriva, et n'attendit le seize pour s'en retourner. J'ai volontiers, donné six jours de temps aux assiégés pour l'aller quérir ; car je désirerais fort qu'il voulût revenir, pour décider, en un coup, toutes vos querelles et les miennes. Madame, comme vos prospérités seront toujours les miennes, je vous prie aussi

être contente que je me réjouisse avec vous cette victoire au fruit de laquelle vous avez toujours telle part que

» Votre plus humble frère et serviteur.

» HENRY.

» Ce 15 septembre, au camp, devant Amiens. »

La garnison capitula le 19, mais elle obtint Roy de rester six jours dans la ville espérant être secourue par le Cardinal. Elle ne sortit d'Amiens que le 25.

2° A la reine d'Angleterre.

« 1597, 15 novembre.

» Madame, nos justes armes, assistées de grâce de Dieu, ont enfin humilié notre ennemi car il demande paix, et déclare qu'il se met à la raison pour l'obtenir. Vous savez ce que vous ai promis quand cela arriverait; je tiens aussi l'obligation que je vous ai, de laquelle je ne serai jamais méconnaissant; d'avantage, Madame, ma très chère sœur, je connais qu'il est plus nécessaire que jamais, pour notre convention, que nous soyons bien amis en toutes choses. C'est pourquoi j'envoie présenter devers vous le sieur de Maisse, mon Conseil d'État, en qui je me fie grandement pour sa probité et fidélité; il vous dira la vérité de ce qui se passe et de mon intention, et je vous prie de lui confier la vôtre. Pour moi, je ne me lasse jamais de combattre pour une si juste cause que la nôtre. Je suis né et élevé dedans les dangers et périls de la guerre; là aussi se cueille gloire, vraie pâture de toute âme vraie royale, comme la rose dedans les épines.

» Mais je ne puis bien lasser des calamités misères que mon peuple endure par ici; c'est ce qui peut m'émouvoir en cette occasion avec vos bons conseils, Madame; résolu, et

fois, de préférer notre commun bien, à toute considération particulière, ainsi que vous le dira le sieur de Maisse; auquel donc je vous prie d'ajouter pareille foi que à la personne de

» Votre bien humble frère et serviteur,

» HENRY.

» Ce 15^e novembre, à Monceaux. »

1^{ge} 52. — Après la conquête du Portugal (voyez de Thou, p. 73), Philippe II, accablé de pétitions de la part de ceux qui venaient de trahir leur Patrie, accorda quelques gratifications aux plus exigeants. Mais comme les réclamations augmentaient tous les jours, il créa un Conseil, dit : la Table de conscience, qui rendit un arrêt portant « que si le royaume de Portugal appartenait de droit au Roy d'Espagne, il ne tenait rien par le bénéfice de ces imposteurs, et par conséquent ne leur devait aucune récompense, que si, au contraire, il n'y avait aucun droit, ils avaient été traîtres et déloyaux à leur Roy légitime, et partant, seraient-ils plus que récompensés, si on leur laissait la vie, que par leur trahison et déloyauté ils méritaient de perdre honteusement. (*Mémoires de la Ligue*, t. VI, p. 117; d'Aubigné, *Hist. coniv.*, t. II, l. V, ch. xxi.)

1^{ge} 57. — Ici, notre auteur qui dit plus loin que le naturel du Français est d'être léger et railleur, ce qui n'est pas étonnant, car les esprits légers et inconstants ont souvent des saillies soudaines et vives, joue sur les mots Tower et Turne comme il le fera plus loin :

P. 176 sur le mot diet : manière de vivre, diète;

P. 177 sur le mot Shot : écot, coup de canon, et plusieurs fois encore.

1^{ge} 61. — Notre auteur commet ici une grave erreur d'appréciation, car le soldat grec ou romain, qui se débarrassait de son bouclier sur le champ de bataille, ne le faisait pas par bra-

voure, mais bien, pour pouvoir fuir plus facilement. Tel est le reproche adressé à Horace se débarrassa ainsi de son bouclier, à la taille de Philippe où il servait en qualité de tribun dans l'armée de Brutus.

Page 95. — On trouve un calcul du même genre dans la satire Ménippée (procession de la Ligue) : « Arrivés qu'ils fussent tous en ce » équipage en la chapelle de Bourbon, Monsieur le recteur Roze, quittant son hausse-col, » espée et pertuisane, monte en chaire, où ayant prouvé par bons et valides arguments, qu'il » c'était à ce coup que tout irait bien, proposant » un bel expédient pour mettre fin à la guerre » dans six mois le plus tard, ratiocinant ainsi :
 » En France, il y a 1,700,000 clochers, donc » Paris n'est compté que pour un ; qu'on prenne » de chaque clocher un homme catholique, soldat » doyé aux dépens de la paroisse, et que les dévotiers » soient maniez par les docteurs en théologie, ou pour le moins gradués nommez.
 » Nous aurons 1,200,000 combattants et » 500,000 pionniers. »

Page 112. — L'auteur, qui est généralement si injuste à notre égard, doit avouer cependant ici, que si notre pays est ruiné, c'est, en partie, parce que les rois de France ont voulu honorablement payer toutes les dettes (en se ruinant de plus en plus), au lieu de faire banqueroute comme le roi d'Espagne qui ne voulut pas rembourser ce qu'il devait à ses créanciers, et notamment aux marchands de Gênes, Florence, Hambourg, etc.

Page 135. — Dialogue entre le « maheustre et le manant » contenant les raisons de leurs débats et questions en ces présents troubles du royaume de France. (*Satyre Ménippée*, t. III, p. 167.) Ce

dialogue a été imprimé en 1599, et suivant une note manuscrite, mise en bas d'un exemplaire, il est marqué qu'il a été fait par le sieur Roland, conseiller aux Monnaies, un des 16 de Paris.

Cependant d'autres l'attribuent au sieur Cromé.

1^{re} 143. — Un des premiers actes qui régularisa l'existence et le fonctionnement du Parlement, est l'ordonnance de 1302, rendue par Philippe le Bel : « pour le bien de nos sujets et l'expédition » des procès, nous nous proposons d'ordonner » qu'il sera tenu deux fois l'an : deux Parlements à Paris, deux Échiquiers à Rouen, deux Grands Jours à Troyes et un Parlement à Toulouse, tel qu'il se tenait anciennement. »

1^{re} 147. — Ici, notre auteur s'est trompé sur le sens du mot Collation : il a entendu dire, ou lu quelque part, que l'avocat ne doit pas entrer dans la salle où il doit plaider sans avoir fait la collation. C'est-à-dire sans avoir examiné les diverses pièces du procès, et avoir confronté les copies avec les originaux. Et il croit qu'il s'agit d'un repas que doit faire l'avocat, pour prendre des forces.

1^{re} 165. — Les édits royaux se scellaient en cire verte, ainsi que toutes les autres lettres devant durer toujours et commençant par ces mots : A tous présents, et à venir.

Les actes et commissions de justice se scellaient en cire jaune.

1^{re} 168. — L'auteur qui accuse le Français de ne tenir compte en rien de l'instruction et de l'étude et qui cite Rabelais chaque fois qu'il peut nous être défavorable, par quelques sévères appréciations ou anecdotes facétieuses, aurait dû lire les chapitres xxiii et xxiv du *Gargantua* de

Rabelais, dans lesquels Ponocrates traite de la manière d'élever et d'instruire le jeune Gargantua, et le chapitre viii du Pantagruel.

Page 168 bis. — L'auteur aurait dû lire aussi et méditer, dans les *Œuvres d'un historien français* qu'il cite fréquemment, le seigneur de La Noue, le cinquième de ses discours politiques et militaires, intitulé : De la bonne nourriture et institutions qu'il est nécessaire de donner aux jeunes gentilshommes français. Il aurait vu que ces auteurs, de même que nos fameux moralistes, ses presque contemporains, Montaigne, 1533-1592, Charron, 1541-1603, etc., s'étaient occupés et préoccupés de cette question de l'éducation physique et morale et de l'instruction de la jeunesse.

Pages 181 et suivantes. — L'auteur parle ici des différents exercices dans lesquels le Français était expert : le foot ball, le tir à l'arbalète, le tennis, etc., etc. Ce jeu de tennis que nous avons été récemment reprendre en Angleterre, sans nous douter qu'il avait été à la mode en France, dans toutes les classes de la société, il y a plus de trois siècles.

Page 193, lig. 9. — « Ils s'enivrèrent ensemble, amis, sur leurs épées » (c'est-à-dire de ce qu'on leur prêta sur leurs épées mises en gage).

Page 207. — Philippe II avouait à son fils, avant de mourir, que les guerres civiles de France et celles des Pays-Bas, lui avaient coûté, presque à elles seules, plus de 594 millions de ducats.

Pendant le siège de Paris, Mendoza, ambassadeur d'Espagne, fit frapper une grande quantité de demi-sous aux armes de Philippe II ; il les faisait jeter à poignées dans les carrefours, et le

peuple alors criait : Vive le Roi d'Espagne. Quant à l'argent même envoyé par Philippe II, au lieu d'être employé à la guerre, il restait pour la plus grande partie entre les mains de Mayenne, des prédicateurs et des agents avides de la Ligue. (V. *Mémoires de la Ligue*, t. IV, p. 398.) Philippe II, roi d'Espagne, mourut le 3 septembre 1598, à l'âge de soixante-douze ans, après un règne de quarante-deux ans.

La Roynie d'Angleterre, pour l'amitié qu'elle avait toujours portée au Roy et à la France, s'en réjouit (de la Paix); mais à cause de la haine qu'elle a jusques à sa mort continuée à l'Espagnol, auquel elle a seule plus préjudicié que tous les autres princes de la chrestienté, ne voulut entendre à aucun accord avec luy; mesme envoya Cécile en ambassade en France, pour tascher d'en divertir le Roy. Comme aussi firent les estats des Provinces Unies, lesquels envoyèrent Justin de Nassau, admiral en Zélande; il arriva à Nantes où estait le Roy, fut bien reçu, ouy privément, et traicté honorablement; ils voulaient aussi dissuader le Roy de faire la paix avec l'Espagnol. Sa Majesté leur fit response qu'il avait convié et semons la dicte roynie et lesdicts seigneurs des estats, suivant leurs alliances et accords, à entendre à une bonne et ferme paix avec l'Espagnol; que sa condition estait autre que la leur, qui par la guerre se conservoient et maintenoient, cependant que son royaume, qui estait le théâtre où les tragédies se jouaient, se ruinoit. Que suyvant les offres du Roy d'Espagne, il estoit résolu à la paix, à laquelle il les avait conviés d'entendre, et que s'ils vouloient ils y seroient comprins avec toute seureté. Les dits ambassadeurs s'en retournèrent les uns en Angleterre, les autres en Hol-

lande, sans vouloir entendre à aucun avec l'Espagnol. (*Chronologie septenn* Palma-Cayet, 1598.)

En ceste année (1595) durant les mois et de juin y eut à Boulogne, par l'entre Roy, un pourparler de paix entre le royaume et la Reine d'Angleterre ; ce lieu choisi pour estre plus commode à tous la Royne le permettant aussi, en la faicte des Estats des Provinces Unies, d'autant durant les guerres elle les avait expérimentés amis... du costé de l'Angleterre, y estoit milord Grey, le sieur *Egmond* (cy-devant pour la Royne sa maîtresse près du Roy les guerres, et qui y avait aussi tenu corps d'ambassadeur pour estre très versé au service de la France) avec Hérisson son secrétaire (*Chronologie septenaire*, de Palma-Cayet).

Est-ce à ce sieur *Egmond* qu'a été donné le *View of Fraunce* ? J'ai tout lieu de le croire et qu'alors Robert Dallington était l'un des secrétaires.

AUTEURS

ET OUVRAGES CITÉS

inales et Chroniques de France, de l'origine des Français et de leur venue ès Gaule, faites jadis brièvement par Nicole GILLES, secrétaire du roy Louis XII, avec la suite des Princes et Roys des Gaules jusqu'au roy Charles VIII, Paris, 1492.

DE (S.), dit le Vénérable, né en 672, dans le comté de Durham (Angleterre), mort en 735, fut l'homme le plus éminent de son temps, en science et vertus.

DIN (Jean), publiciste, né à Angers, en 1530. D'abord avocat à Paris, puis auteur, il obtint bientôt une réputation qui lui valut la faveur du roy Henry III, et le fit choisir pour député aux États de Blois, en 1576, par le Tiers-État du Vermandois. Il ne craignit pas de s'opposer aux projets du Roy, qui voulait révoquer les Édits de pacification, et il fut disgrâcié. Il s'attacha alors au duc d'Anjou, qui le combla de faveurs. A la mort de ce Prince, 1584, il se retira à Laon et fit déclarer cette ville pour les Ligueurs, 1589. Mais bientôt après, il détermina les habitants à reconnaître Henry IV. Il mourut de la peste à Laon, en 1596.

Bodin est surtout connu pour un traité de politique intitulé : *De la République*, en six livres in-f°, 1577, qu'il traduisit lui-même en latin. Parmi ses autres ouvrages, on cite une *Méthode pour apprendre l'histoire* (1566), en latin, *Démonologie* (1581), en français, où il soutient l'existence des sorciers.

J. Bodin a publié également un *Discours le rehaussement et diminution des monnaies tant d'or que d'argent, et le moyen d'y remédier. Réponse aux Paradoxes de M. de Mezerlaux*; plus un *Recueil des principaux arrêts donnés en l'assemblée de Saint-Germain l'Auxerrois*; avec les *Paradoxes sur le fait des monnaies* par François Garrault, seigneur de Gorges, Paris, Jacques du Puys, 1578.

Le Cabinet du Roy. Le *Cabinet du Roy* de France dans « lequel il y a trois perles précieuses » d'incalculable valeur, par le moyen desquelles Sa Majesté s'en va le premier Monarque du monde, et ses sujets, du tout soulagés », imprimé en 1581. On suppose que cet ouvrage est de Jean Froumentau, parce que le préambule et la lettre de l'Épître dédicatoire, datés de novembre 1581, sont conçus absolument de même que le *Seigneur des Finances de France*, ouvrage dans lequel le même auteur est nommé. Cependant plusieurs bibliophiles attribuent le *Cabinet* du roy de France à Nic. Barnaud de Crest. Les trois Perles précieuses sont : la Parole de Dieu, la Noblesse et le Tiers-État.

Le *Cabinet* du Roy, que l'auteur cite très sérieusement, n'est qu'un petit pamphlet, dirigé par un auteur anonyme contre la Noblesse, et surtout contre le clergé de France.

CHAUCER (Geoffroy), ancien poète anglais, né à Londres ou à Woodstock, en 1328, mort en 1400.

Commentaires de César. — César (C. Julius Cæsar), célèbre général romain, neveu de Marius, né en l'an 100 ; tué au milieu du Sénat, le 15 mars de l'année 44 avant Jésus-Christ. Il est superflu de donner des détails sur la vie de cet homme si illustre : il était aussi excellent orateur qu'écrivain élégant. De ses divers écrits, il ne nous reste que ses *Commentaires*, *De Bello gallico*, lib. VIII, *De Bello civili*, lib. III.

COMMINES. — Philippe de Commines, seigneur d'Argenton, homme politique et historien, né au château de Commines, près de Lille, en 1445, mort en 1511. Il servit d'abord Charles le Téméraire, qu'il quitta en 1472, pour s'attacher à Louis XI, roi de France. Auteur des *Mémoires* qui parurent pour la première fois en 1523.

JAS (Jacques), le plus fameux jurisconsulte du xvi^e siècle, né à Toulouse, en 1520 ou 1522 ; mort à Bourges, en 1590.

Derniers troubles de France. — Histoire des derniers troubles de France, sous les règnes des rois F. C. Henry III, roy de France et de Pologne, et Henri IV, roy de France et de Navarre, 1599, par P. Mathieu, Conseiller du Roy et historiographe de France.

FAIL (Michel-Hurault, sieur). — *Discours sur l'estat de la France*, contenant l'histoire de ce qui est advenu depuis 1588 jusqu'en 1591.

Chartres, 1591, petit in-8°, c'est la suite du discours que le même auteur avait déjà donné sous le titre d'*Excellent et libre discours sur l'Estat présent de la France*, depuis 1585 jusqu'en 1588, avec copie des lettres-patentes du Roy depuis qu'il s'est retiré de Paris, etc., etc., 1588, in-8°.

Du FAY (Noël), gentilhomme breton, auteur des *moires* recueillis et extraicts des plus nots et solennels arrêts du Parlement de Bretagne, divisez en trois livres, Rennes, Julien Duc 1575, in-f°.

Plus connu du public par ses divers ouvrages facétieux : *Propos rustiques* de Maistre Le Ladulfi, champenois, dont la 1^{re} édition donnée à Lyon, par Jean de Tournes, 1547.

Contes et Discours d'Eutrapel, reveus et augmentés par le seigneur de la Hérissaye.

Du HAILLAN. — Bernard de Girard, seigneur Haillan, historien géographe de Charles IX de Henry III, né à Bordeaux en 1535, mort Paris en 1610, est auteur des *Regum Gallo Icones*, à Pharamondo ad Franciscus II; *Ducum Lotharingiæ icones*. Paris, 1569, in-4°. Et de l'*Histoire générale des rois de France*, depuis Pharamond jusqu'à Charles VII, 1571, in-f°. C'est le premier corps d'histoire de France qui ait paru dans notre langue. Auteur aussi de l'*Estat et succès des affaires de France*, Paris, 1572, in-4°.

Du TILLET (Jean), évêque de Meaux, *La Chronique des Roys de France*, depuis Pharamond jusqu'à Henry II, in-12, chez Galiot du Pré, 1549.

GUICHARDIN, historien italien (Francesco Guichardini), né à Florence en 1482, mort en 1540; auteur d'une Histoire d'Italie, qui commence en 1490 et finit en 1534, et d'un écrit intitulé *Advis et Conseils en matière d'Etat*, Anvers, 1521, in-8°, traduit en français, Paris, 1577, in-8°, ainsi que d'une *Relation* de sa légation en Espagne, publiée pour la première fois en 1821; à Pise, par J. Rosini.

BLINSHED (Raphaël), historien anglais, mort en 1580. Auteur des *Chronicles of England, Ireland and Scotland*.

NOUE (François DE), dit Bras-de-Fer. Fameux capitaine calviniste, né en Bretagne, en 1531, entra fort jeune au service. Servit Henry III et le roi de Navarre réunis contre la Ligue. Il mourut au siège de Lamballe, en 1591. Auteur de *Discours politiques et militaires*, Bâle, 1587, et des *Remarques sur l'Histoire de Guichardin*, Paris, 1568.

Son fils, Odet de La Noüe, servit sous Henri IV.

ACHIABEL. — Nicolo Macchiavelli, né à Florence, en 1499, mort en 1527, auteur de plusieurs ouvrages, entre autres *Le Prince*, offert par lui, en 1514, à Laurent de Médicis; d'une *Histoire de Florence*, de 1205 à 1424.

ORUS (Thomas), grand-chancelier d'Angleterre, sous Henri VIII, auteur de l'*Utopie*, décapité en 1585, pour n'avoir pas voulu reconnaître la puissance spirituelle du roi Henri VIII, 1480-1535.

JD REGIUS (Louis le Roy), écrivain français, né à Coutances, au commencement du xvi^e siècle, mort à Paris, en 1577. Professeur au Collège de France, en 1572. Auteur de beaucoup d'ouvrages de littérature et d'histoire. Son humeur hautaine lui fit beaucoup d'ennemis, entre autres Joachim Du Bellay, qui, dans ses épigrammes, le raille de son savoir pédantesque.

ir PHILIP SYDEY, homme d'État anglais, né en 1554, mort en 1586, tué à la bataille de Zutphen. Venu à Paris, sous le roy Charles IX, qui le nomma

gentilhomme de la
la reine Elisabeth auprès de
Élu roi de Pologne, Elisabeth l'em-
cepter. Poète, historien, homme politique
premier ordre, bien que mort à trent-
deux ans.

POGGE. — Poggio Bracciolini, né à Terranova, 138
mort à Florence, 1459.

Auteur d'une *Histoire de Florence*, et
Connu surtout par ses *Facéties* (contes).

RABELAIS (François), né à Chinon, 1483, mort à Paris
en 1553.

VIGNER (Nicolas), médecin et historien français
en 1530, mort à Paris, 1596. Protestant.
Bibliographe royal et Conseiller d'État
Henry III.

TABLE DES MATIÈRES

a France, ses limites.....	1
son climat, sa superficie	2
ses provinces.....	3
ses produits.....	3
ses rivières.....	7
ses voisins	9
ses ports et havres.....	10
ses cités.....	12
ses fortifications.....	14
s, ses divers quartiers	15
ses remparts	16
ses monuments et leurs fondateurs.....	16
Le Châtelet	17
Notre-Dame.....	17
Hôtel-de-Ville.....	18
Hôtel-Dieu.....	18
Palais de Paris.....	19
Parlement.....	19
Chapelle du Saint-Esprit.....	19
Bourse des marchandises.....	19
Chambre des Comptes.....	19
Table de marbre.....	20
Palais du Louvre.....	20
Les Tuileries.....	21
Divers palais.....	22
Universités.....	23
Faubourgs.....	24

Paris : Bénéfices produits par le transport par les rivières	
son origine.....	
ses armes	
Châteaux-forts et citadelles	
Contributions, impositions.....	
Le guet.....	
Gouvernement de la France.....	
Des lois.....	
Loi salique.....	
Loi des apanages.....	
Guerres civiles, leurs diverses causes.....	41
Les Guises.....	
Des divers partis divisant la France.....	
Monsieur de la Chastre.....	
Conditions de sa capitulation.....	
La reine-mère Catherine de Médicis.....	
Résultats des guerres civiles pour l'Angleterre et pour la France.....	
Le roi Henri IV.....	
Son portrait, ses qualités	
Son esprit, son courage	
Son arbre généalogique	
Cérémonies du couronnement.....	
Prérogatives du Roi de France.....	
La Cour et les courtisans.....	
Diverses charges de la Cour	
Les armes de la France.....	
Des divers Ordres français.....	
— étrangers	
Des forces de la France	
Des fiefs.....	
Ban et arrière-ban	
Gens d'armes	
Gens d'armes des ordonnances.....	
Infanterie, cavalerie.....	
Des divers offices de la guerre	
Connétable.....	
Maréchal.....	

Amiral.....	99
Grand-maître de l'artillerie.....	100
Trésoriers pour les guerres.....	100
Hérauts d'armes.....	101
presse des soldats.....	102
arche —	102
urge —	103
cipline —	103
tifs qui ont dû empêcher Henri IV de risquer	
combat en 1597 devant Amiens.....	104
dépenses pour l'armée.....	107
penses de la Cour	110
tes de la France ; des diverses manières de ré-	
tablir les finances.....	110
yens honorables employés par les Rois de	
rance, tandis que l'Espagnol fait banqueroute.	113
revenus de la France.....	116
erses ressources : 1 ^o le domaine.....	117
2 ^o Revenus obtenus par conquêtes.....	119
3 ^o Dons des amis.....	120
4 ^o Pensions des alliés.....	121
5 ^o Le trafic	122
6 ^o Impôt sur toutes marchandises.....	123
Domaine forain ou aides.....	124
Gabelle du sel.....	125
Traicte foraine.....	126
7 ^o Impositions sur les sujets.....	126
Taille.....	127
Taillon	128
8 ^o Vente des charges.....	129
s divers officiers des finances.....	135
Trésorier d'épargne.....	135
— des parties casuelles.....	135
Trésoriers généraux.....	135
s généralités.....	136
s élections.....	136
ambre des Comptes.....	137
ur des aides.....	137
s monnaies.....	138

Administration et exécution de la justice	
Assemblées ; divers motifs de leurs convocations.	
Le Parlement.....	
La Grande Chambre.....	
Les Tournelles.....	
Cours de Chatellets.....	
Hostel de Paris.....	
Des avocats.....	
Cours des bailliages et sénéchaussées.....	
Cour des eaux et forêts.....	
Conseil privé.....	
Grand Conseil ou Conseil d'Etat.....	
Chancelier.....	
Secrétaire.....	
Gouverneurs et Lieutenants généraux des provinces et cités.....	
Grand-maître des eaux et forêts.....	
Économie de la France.....	
Le clergé.....	
Revenus temporels de l'Église	
Revenus spirituels ou braise-main.....	
La religion réformée	
La noblesse de France.....	
Pairs de France.....	
Princes du sang.....	
De l'éducation et de l'instruction de la noblesse...	
Pauvreté de la noblesse.....	
Du <i>Peuple de la France</i> en général.....	
Des mauvaises qualités que l'auteur lui attribue...	
Son impatience d'apprendre les nouvelles.....	
Sa manière de se nourrir.....	
Ses constructions	
Ses vêtements.....	
Ses exercices et plaisirs	
Le palle-maille.....	
La sarbacane	
Le tennis.....	
La danse.....	
La musique.....	

TABLE DES MATIÈRES

231

langue française	186
divers auteurs français et étrangers	188
naturel et du caractère des Français.....	189
1° En matière de délibération.....	190
2° En matière de guerre.....	191
3° En matière d'amitié	191
4° En matière de duel.....	192
5° En matière de mariage.....	194
6° En matière de raillerie.....	195
la précipitation des Français à conclure une aix	200
la paix entre la France et l'Espagne en 1598... conséquences fâcheuses pour la France, suivant l'auteur	202
CONCLUSION.....	207
NOTES.....	209
AUTEURS ET OUVRAGES CITÉS.....	219

FIN DE LA TABLE DES MATIÈRES

36

69 137 AA A 30

